



2021-22 Budget des dépenses

Volume 1 | Secrétariat du Conseil du Trésor



Secrétariat
du Conseil
du Trésor

Budget des dépenses **de la province de l'Ontario pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

VOLUME 1

**PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022**

Pour la version en ligne de ce document, visiter
<https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>

**PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES 2021-2022**

For the online version of this document, visit
<https://www.ontario.ca/page/expenditure-estimates>

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 : Introduction

Objet du Budget des dépenses	v
Format du Budget des dépenses	v
Conventions comptables régissant le Budget des dépenses	vi
Changements de la présentation et du contenu	vi
Termes et définitions utilisés	vi
Sources de renseignements complémentaires	viii

Section 2 : Ministères

Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1
Procureur général	15
Bureau du Conseil des ministres	49
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	55
Collèges et Universités	75
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	87
Éducation	99
Énergie, Développement du Nord et Mines	117
Environnement, Protection de la nature et Parcs	141
Finances	165
Affaires francophones	189
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	193
Santé	223
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	255
Affaires autochtones	281
Infrastructure	287
Travail, Formation et Développement des compétences	299
Bureau du lieutenant-gouverneur	323
Soins de longue durée	327
Affaires municipales et Logement	335
Richesses naturelles et Forêts	351
Cabinet du premier ministre	373
Services aux aînés et Accessibilité	377
Solliciteur général	387
Transports	425
Secrétariat du Conseil du Trésor	457

Section 3 : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	488 - 489
Tableau 2 : Fonctionnement : État comparatif des totaux	490 - 491
Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	492 - 493
Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	495
Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	496 - 497
Tableau 6 : Immobilisations : État comparatif des totaux	498 - 499
Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	500 - 501
Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	502 - 503
Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	504 - 505
Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations : État comparatif des totaux	506 - 507
Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	508 - 509
Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	510 - 512

INTRODUCTION

Objet du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses 2021-2022 présente en détail les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères et des Bureaux de l'Assemblée législative pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2021. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les montants demandés. Toutes les dépenses du Trésor ainsi que tous les éléments d'investissement et frais hors trésorerie comptabilisés par la province doivent être autorisés par voie de crédit en vertu de la *Loi de crédits* ou d'une autre loi.

Le Comité permanent des budgets des dépenses examine les budgets des dépenses de six à douze ministères ou bureaux. Dans la mesure où il est approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Les crédits et postes figurant dans le Budget des dépenses fournissent à l'Assemblée législative le cadre nécessaire au contrôle des dépenses publiques. Ces dépenses doivent être compatibles avec l'objet de chaque crédit et poste, et elles ne peuvent dépasser les totaux votés sans autorisation supplémentaire de l'Assemblée législative.

Format du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses de la province de l'Ontario est formé de plusieurs volumes ou publications distinctes :

Volume 1 : Le détail des prévisions de dépenses des ministères et des bureaux gouvernementaux pour l'exercice.

Volume 2 : Les prévisions de dépenses des Bureaux de l'Assemblée législative, c.-à-d., le Bureau de l'Assemblée, le Bureau du directeur général des élections, Ombudsman Ontario et le Bureau du vérificateur général.

Budget supplémentaire des dépenses : Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses supplémentaires une fois le budget principal des dépenses déposé, il présente un budget supplémentaire des dépenses.

Le Budget des dépenses de chaque ministère ou bureau est réparti en plusieurs catégories : Charges de fonctionnement, Actif de fonctionnement, Charges d'immobilisations et Actif d'immobilisations. Les dépenses prévues figurant dans ces catégories sont à leur tour classifiées en Crédits, Postes, Catégories de dépenses et Crédits législatifs.

Les crédits correspondent aux programmes importants dont les ministères ont la responsabilité, et chacun porte un numéro distinct dans le Budget des dépenses. Les crédits sont subdivisés en postes pour distinguer les différentes fonctions (ou services) les unes des autres. Cette structure par crédits et par postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certaines fonctions ou à certains services. Les postes peuvent au besoin être répartis en sous-postes pour apporter un complément d'information sur le programme ou la fonction.

Dans le Budget des dépenses, les crédits législatifs sont indiqués après le total des montants à voter dans les sections « Sommaire - Programme du ministère », « Sommaire - Crédit » et « Classification par catégorie de dépenses ». Ils représentent des paiements faisant l'objet d'une autorisation précise de l'Assemblée législative d'engager les dépenses prévues et n'ont pas à être autorisés dans la *Loi de crédits*.

À l'intérieur de chacun des postes et crédits législatifs, les dépenses sont présentées par catégorie : Traitements et salaires, Avantages sociaux, Transports et communications, Services, Fournitures et matériel, Paiements de transfert, Autres opérations, etc. (voir la rubrique « Termes et définitions utilisés » ci-après).

La section détaillée du Budget des dépenses consacrée à chaque ministère commence par un tableau intitulé « Sommaire - Programme du ministère » qui donne un aperçu des prévisions de dépenses du ministère, énumère tous les crédits et programmes et le total à voter, ainsi que les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements. Le « Sommaire - Programme du ministère » est suivi d'un tableau intitulé « Sommaire - Crédit » qui présente chaque crédit et énumère chaque poste et crédit législatif à l'intérieur de ce crédit. La liste des crédits-postes est à son tour suivie d'une ventilation de chaque crédit-poste et crédit législatif par catégorie de dépenses.

Les prévisions de dépenses et les chiffres réels des exercices précédents sont fournis, aux fins de comparaison, dans les pages « Sommaire - Programme du ministère » et « Sommaire - Crédit ». Ces montants ont été retraités pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables. Un résumé des données publiées antérieurement qui ont subi un retraitement est présenté dans un tableau distinct à la fin de la rubrique consacrée à chaque ministère.

Les redressements de consolidation et autres redressements sont fournis à la page « Sommaire - Programme du ministère », lorsqu'il y a lieu. La consolidation regroupe les postes des ministères et ceux d'autres institutions gouvernementales, c.-à-d. les organismes, conseils et commissions. Ces redressements font le rapprochement entre les demandes de crédits des ministères indiquées dans le Budget des dépenses et le Budget annuel, sur une base consolidée. Le total définitif, qui comprend les charges de fonctionnement, les charges d'immobilisations, les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements, résume les dépenses totales du ministère (à l'exclusion de l'actif).

Les rubriques consacrées aux ministères sont suivies de douze tableaux sommaires présentant les totaux de tous les ministères dans les catégories suivantes : fonctionnement, immobilisations et total du fonctionnement et des immobilisations.

Conventions comptables régissant le Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est préparé selon une méthode de comptabilité d'exercice conforme aux budgets, aux Comptes publics et aux autres publications de la province.

Changements de la présentation et du contenu

La présentation et le format n'ont subi aucun changement pour 2021-2022.

La présentation visuelle de la page de couverture du Budget des dépenses est semblable à celle du Budget, ce qui montre clairement que ces deux documents sont des volets d'un même processus et continuum de rapport financier.

Termes et définitions utilisés

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2021-2022 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paielements de transfert

Cette catégorie comprend les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance au fournisseur; selon le cas, ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses relevant de l'actif ou ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants excédentaires versés pendant l'exercice considéré à des bénéficiaires de paiements de transfert, montants qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, p. ex., la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Sources de renseignements complémentaires :Comptes publics

Les Comptes publics comprennent le Rapport annuel et les états financiers consolidés, les états des ministères et les annexes, ainsi que les annexes détaillées des paiements. Les états financiers consolidés sont présentés sur une base consolidée et englobent les résultats des ministères et les résultats financiers des entités qui sont sous le contrôle de la province. Les états des ministères et les annexes comparent les charges réelles selon une méthode de comptabilité d'exercice aux crédits votés par l'Assemblée législative. Les annexes détaillées des paiements présentent les détails des paiements versés par les ministères aux vendeurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

<https://www.ontario.ca/fr/page/les-comptes-publics-de-lontario-de-2019-20>

Document d'information sur le budget des dépenses

Les ministères publient chaque année ce document après le dépôt du Budget de l'Ontario et la publication du Budget des dépenses. Le Document d'information sur le budget des dépenses décrit les réalisations du ministère en question au cours du dernier exercice, ce qu'il envisage de faire pour l'exercice à venir, les objectifs qu'il s'est fixés et la méthode prévue pour mesurer les résultats. Le Comité permanent des budgets des dépenses se sert de ces documents pour demander aux ministères de justifier leur budget.

Budget de l'Ontario

Il est prévu que le gouvernement de l'Ontario présente chaque année un budget énonçant les priorités du gouvernement et renfermant les prévisions de revenus et de charges pour l'exercice visé par le budget et pour un minimum de deux exercices supplémentaires. La *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* exige que le gouvernement publie son budget annuel au plus tard le 31 mars, à l'exception des années qui suivront une élection générale. Si le budget n'est pas présenté à la date ainsi fixée, le ministère des Finances doit publier au plus tard à cette même date une déclaration indiquant la raison pour laquelle l'échéance n'a pas été respectée.

<https://budget.ontario.ca/fr/2021/index.html>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a pour mission de favoriser la croissance économique des régions rurales de l'Ontario et du secteur agroalimentaire. Pour ce faire, le ministère stimule et soutient le développement économique, la recherche, le transfert des connaissances et l'innovation, fournit des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et protège la capacité de production de nos ressources naturelles. Ces activités ont pour but de renforcer des collectivités rurales et urbaines qui alimentent de bons emplois, attirent les investissements et contribuent à la réussite économique de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
101	Programme d'administration du ministère	22 472 900	22 623 900	(151 000)	22 215 587
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	73 795 600	75 715 700	(1 920 100)	75 524 430
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	496 741 300	418 440 900	78 300 400	404 674 303
109	Élaboration des politiques	16 251 800	16 379 600	(127 800)	16 345 205
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		609 261 600	533 160 100	76 101 500	518 759 525
Crédits législatifs		1 097 187	1 097 187	-	179 405
Total du ministère - Charges de fonctionnement		610 358 787	534 257 287	76 101 500	518 938 930
Redressement de consolidation - Agricorp		134 115 300	128 573 400	5 541 900	296 565 153
Redressement de consolidation - Institut de recherche agricole de l'Ontario (IRAO)		6 803 300	6 792 000	11 300	5 034 864
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(3 003 600)	(919 400)	(2 084 200)	(9 655 501)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		748 273 787	668 703 287	79 570 500	810 883 446
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	1 882 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		5 001 000	5 001 000	-	1 882 000
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		5 001 000	5 001 000	-	1 882 000

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	7 500 000	121 500 000	(114 000 000)	323 555 330
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	7 500 000	121 500 000	(114 000 000)	323 555 330
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	7 500 000	121 500 000	(114 000 000)	323 555 330
	Redressement de consolidation - Agricorp	2 727 000	1 505 800	1 221 200	387 470
	Redressement de consolidation - Institut de recherche agricole de l'Ontario (IRAO)	(4 208 900)	(4 920 600)	711 700	(4 540 576)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	6 018 100	118 085 200	(112 067 100)	319 402 224
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	754 291 887	786 788 487	(32 496 600)	1 130 285 670

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	22 472 900	22 623 900	(151 000)	22 215 587
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 472 900	22 623 900	(151 000)	22 215 587
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 399
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	78 700
	Total - Charges de fonctionnement	22 553 087	22 704 087	(151 000)	22 294 287
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 149 100
	Avantages sociaux		2 376 800
	Transports et communications		636 000
	Services		5 558 500
	Fournitures et matériel		752 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			22 472 900
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 334 500	
	Avantages sociaux	334 700	
	Transports et communications	108 100	
	Services	297 200	
	Fournitures et matériel	135 200	3 209 700
Services opérationnels			
	Traitements et salaires	2 496 700	
	Avantages sociaux	373 300	
	Transports et communications	321 500	
	Services	1 441 600	
	Fournitures et matériel	304 100	4 937 200
Planification des activités et services financiers			
	Traitements et salaires	3 128 100	
	Avantages sociaux	468 000	
	Transports et communications	56 900	
	Services	162 200	
	Fournitures et matériel	55 800	3 871 000
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 589 000	
	Avantages sociaux	682 200	
	Transports et communications	59 700	
	Services	137 600	
	Fournitures et matériel	139 500	2 608 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)**

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 600 800	
	Avantages sociaux	518 600	
	Transports et communications	69 800	
	Services	569 500	
	Fournitures et matériel	107 900	4 866 600
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 950 400	
	Fournitures et matériel	10 000	2 980 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 472 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		22 553 087
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
101-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux, l'environnement et l'amélioration de la santé et de la sécurité des travailleurs de l'agroalimentaire.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	73 795 600	75 715 700	(1 920 100)	75 524 430
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	73 795 600	75 715 700	(1 920 100)	75 524 430
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000	10 000	-	204
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	204
	Total - Charges de fonctionnement	73 805 600	75 725 700	(1 920 100)	75 524 634
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	1 882 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	5 000 000	-	1 882 000
	Total - Actifs de fonctionnement	5 000 000	5 000 000	-	1 882 000

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
107-1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Traitements et salaires		33 141 900
	Avantages sociaux		4 627 700
	Transports et communications		1 772 300
	Services		8 109 500
	Fournitures et matériel		851 200
	Paielements de transfert		
	Programme d'infrastructure de drainage agricole	9 667 000	
	Programme d'indemnisation en matière de santé des animaux	1 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	14 000 000	
	Programme pour la croissance communautaire	1 645 000	
	Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe	920 000	26 233 000
	Total partiel		74 735 600
	Moins : Recouvrements		940 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		73 795 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		73 805 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
107-2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Prêts et investissements		
	Déventures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	4 800 000	
	Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	200 000	5 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		5 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		5 000 000

**SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108**

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique	132 483 500	110 059 900	22 423 600	107 067 328
3	Recherche	78 868 300	78 891 500	(23 200)	76 903 811
4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	285 389 500	229 489 500	55 900 000	220 703 164
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		496 741 300	418 440 900	78 300 400	404 674 303
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 000	5 000	-	-
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000 000	1 000 000	-	100 501
Total - Crédits législatifs		1 007 000	1 007 000	-	100 501
Total - Charges de fonctionnement		497 748 300	419 447 900	78 300 400	404 774 804
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	7 500 000	121 500 000	(114 000 000)	323 555 330
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		7 500 000	121 500 000	(114 000 000)	323 555 330
Total - Charges d'immobilisations		7 500 000	121 500 000	(114 000 000)	323 555 330

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108-1	Développement économique		
	Traitements et salaires		23 093 800
	Avantages sociaux		3 196 300
	Transports et communications		1 035 200
	Services		10 415 400
	Fournitures et matériel		485 100
	Paielements de transfert		
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	18 254 300	
	Programmes liés à la COVID-19	23 900 000	
	Industrie alimentaire	15 400 000	
	Programme pour la croissance communautaire	4 803 400	
	Fonds de promotion des vins de l'Ontario	23 000 000	
	Programme de développement économique des collectivités rurales	5 000 000	
	Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	3 900 000	94 257 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			132 483 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108-3	Recherche		
	Traitements et salaires		2 327 600
	Avantages sociaux		311 500
	Transports et communications		176 700
	Services		332 500
	Fournitures et matériel		90 000
	Paiements de transfert		
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	7 850 000	
	Recherche sur l'innocuité des aliments	680 000	
	Subventions tenant lieu d'impôt	1 000 000	
	Université de Guelph	66 100 000	75 630 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		78 868 300
108-4	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises		
	Paiements de transfert		
	Agricorp	12 758 000	
	Agri-protection	34 000 000	
	Agri-investissement	21 100 000	
	Agri-relance	5 001 000	
	Agri-risques - contribution fédérale	1 000	
	Agri-risques - contribution provinciale	1 000	
	Agri-stabilité	30 469 500	
	Fonds de primes aux agriculteurs pour la gestion des risques	30 000 000	
	Programme ontarien de gestion des risques	150 000 000	
	Provision pour garanties d'emprunt - Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	1 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	1 058 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	1 000 000	285 389 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		285 389 500

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Paievements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	497 748 300
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
108-7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	
	Paievements de transfert	
	Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000
	Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	4 500 000
	Renouvellement de l'infrastructure de recherche	2 500 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	7 500 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	7 500 000

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109

La Division des politiques est responsable de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Pour ce faire, la Division soutient l'objectif général du ministère de stimuler la croissance économique dans les secteurs agroalimentaires et les collectivités rurales de l'Ontario tout en fournissant des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et en protégeant la capacité de production de nos ressources naturelles. La Division supervise également l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques	16 251 800	16 379 600	(127 800)	16 345 205
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 251 800	16 379 600	(127 800)	16 345 205
Total - Charges de fonctionnement		16 251 800	16 379 600	(127 800)	16 345 205

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
109-1	Élaboration des politiques	
	Traitements et salaires	12 167 600
	Avantages sociaux	1 586 500
	Transports et communications	554 400
	Services	1 793 000
	Fournitures et matériel	150 300
Total à voter - Charges de fonctionnement		16 251 800
Total (Charges de fonctionnement) - Élaboration des politiques		16 251 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	535 849 687	520 625 150
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 592 400)	(1 686 220)
Total - Charges de fonctionnement redressées	534 257 287	518 938 930

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille en offrant des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire dans quelque 156 cours et tribunaux de tout l'Ontario. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il fournit un éventail de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Le ministère exécute également des programmes fournissant des soutiens essentiels aux enfants et aux personnes vulnérables, par l'entremise du Bureau du Tuteur et curateur public et du Bureau de l'avocat des enfants. Il offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Le ministère supervise des organismes, conseils et commissions comme l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Tribunaux décisionnels Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et le Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
301	Programme d'administration du ministère	199 881 000	205 216 200	(5 335 200)	218 823 908
302	Programme de poursuites contre les criminels	297 005 300	291 468 600	5 536 700	282 783 761
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	537 105 100	542 008 200	(4 903 100)	613 488 875
304	Programme des services juridiques	26 713 600	32 865 600	(6 152 000)	29 891 538
305	Programme des services aux tribunaux	446 868 700	436 492 500	10 376 200	454 660 342
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	206 102 200	191 318 500	14 783 700	182 326 230
307	Crédit d'impôt pour contributions politiques	13 641 900	9 987 600	3 654 300	11 641 200
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 727 317 800	1 709 357 200	17 960 600	1 793 615 854
Crédits législatifs		5 369 014	5 368 014	1 000	203 475 976
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 732 686 814	1 714 725 214	17 961 600	1 997 091 830
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario		115 735 800	121 686 600	(5 950 800)	103 385 682
Redressement de consolidation - hôpitaux		(1 019 500)	(1 019 500)	-	(1 036 348)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		(1 050 600)	(4 302 300)	3 251 700	1 200 000
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(190 181 500)	(210 762 300)	20 580 800	(181 469 163)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 656 171 014	1 620 327 714	35 843 300	1 919 172 001

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
301	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	15 979
302	Programme de poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	1 404 885
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 000	3 000	-	96 133
304	Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	234 827
305	Programme des services aux tribunaux	1 000	1 000	-	79 537
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	94 956
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		9 000	9 000	-	1 926 317
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		9 000	9 000	-	1 926 317

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
301	Programme d'administration du ministère	50 966 600	45 313 500	5 653 100	58 494 160
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
305	Programme des services aux tribunaux	39 840 400	42 039 600	(2 199 200)	43 929 631
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		90 808 000	87 355 100	3 452 900	102 423 791
Crédits législatifs		5 872 500	4 065 300	1 807 200	908 152
Total du ministère - Charges d'immobilisations		96 680 500	91 420 400	5 260 100	103 331 943
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario		1 500 000	1 700 000	(200 000)	(2 359 366)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(79 388 400)	(45 310 800)	(34 077 600)	(93 593 302)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		18 792 100	47 809 600	(29 017 500)	7 379 275
BIENS IMMOBILISÉS					
301	Programme d'administration du ministère	32 309 800	7 724 700	24 585 100	2 457 349
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	7 863 000	2 085 400	5 777 600	3 977 919
304	Programme des services juridiques	3 320 000	-	3 320 000	-
305	Programme des services aux tribunaux	234 473 500	350 451 100	(115 977 600)	90 733 967
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	8 400 000	11 640 000	(3 240 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		286 366 300	371 901 200	(85 534 900)	97 169 235
Total du ministère - Biens immobilisés		286 366 300	371 901 200	(85 534 900)	97 169 235
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		1 674 963 114	1 668 137 314	6 825 800	1 926 551 276

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion de projet, données et analyses, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	199 881 000	205 216 200	(5 335 200)	206 186 885
-	Modernisation	-	-	-	12 637 023
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	199 881 000	205 216 200	(5 335 200)	218 823 908
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	199 945 014	205 280 214	(5 335 200)	218 889 876
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Paieement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	15 979
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	15 979
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	15 979

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	50 966 600	45 312 500	5 654 100	58 494 160
-	Projet de modernisation	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		50 966 600	45 313 500	5 653 100	58 494 160
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 643 600	1 098 300	545 300	-
Total - Crédits législatifs		1 643 600	1 098 300	545 300	-
Total - Charges d'immobilisations		52 610 200	46 411 800	6 198 400	58 494 160
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Projet de modernisation	32 309 800	7 724 700	24 585 100	2 457 349
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		32 309 800	7 724 700	24 585 100	2 457 349
Total - Biens immobilisés		32 309 800	7 724 700	24 585 100	2 457 349

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		25 652 400
	Avantages sociaux		3 192 800
	Transports et communications		610 600
	Services		170 227 000
	Fournitures et matériel		198 200
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation		1 000
	Total partiel		199 882 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		199 881 000
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 918 400	
	Avantages sociaux	346 400	
	Transports et communications	113 300	
	Services	41 100	
	Fournitures et matériel	35 800	3 455 000
Services de communication			
	Traitements et salaires	2 577 600	
	Avantages sociaux	306 000	
	Transports et communications	10 100	
	Services	61 400	
	Fournitures et matériel	10 000	2 965 100
Locaux - Frais de location			
	Services	147 714 600	147 714 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services ministériels</i>		
	Traitements et salaires	20 156 400	
	Avantages sociaux	2 540 400	
	Transports et communications	487 200	
	Services	22 409 900	
	Fournitures et matériel	152 400	
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation	1 000	
	Total partiel	45 747 300	
	Moins : Recouvrements	1 000	45 746 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		199 881 000
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		199 945 014
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
301-5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
301-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		2 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	31 582 800	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	19 383 800	50 966 600
	Total à voter - Charges d'immobilisations		50 966 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 643 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		52 610 200
BIENS IMMOBILISÉS			
301-7	Projet de modernisation		
	Matériel de technologie de l'information		11 910 700
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		20 399 100
	Total à voter - Biens immobilisés		32 309 800
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère		32 309 800

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit criminel	297 005 300	291 468 600	5 536 700	282 783 761
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	297 005 300	291 468 600	5 536 700	282 783 761
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	312 428
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	312 428
	Total - Charges de fonctionnement	297 006 300	291 469 600	5 536 700	283 096 189
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paielement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	1 404 885
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	1 404 885
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 404 885

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		243 188 700
	Avantages sociaux		20 019 200
	Transports et communications		5 810 300
	Services		17 960 800
	Fournitures et matériel		5 021 300
	Paielements de transfert		
	Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 000	
	Centres de justice - partenariats communautaires	600 000	
	Programmes de responsabilisation directe	3 604 000	
	Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	800 000	5 005 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		297 005 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		297 006 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
302-7	Paielement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère, notamment Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, le Conseil des experts-comptables et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

La Division des politiques dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et du cadre ontariens applicable à la réglementation du cannabis récréatif. Par ailleurs, elle administre les nominations ministérielles à l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels et gère les nominations juridiques, en assurant la prestation directe de services aux candidats aux fonctions de notaires non juristes et de commissaires. La Division fournit également du soutien administratif et autre à deux comités sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Aide juridique Ontario	326 864 300	326 864 300	-	357 200 797
4	Relations avec les organismes et les tribunaux	164 790 300	169 522 200	(4 731 900)	215 956 067
8	Politiques	6 482 400	6 609 900	(127 500)	7 504 493
13	Justice pour les Autochtones	38 968 100	39 011 800	(43 700)	32 827 518
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		537 105 100	542 008 200	(4 903 100)	613 488 875

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	524 861
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	54 687
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	579 548
	Total - Charges de fonctionnement	537 107 100	542 010 200	(4 903 100)	614 068 423
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
12	Paieement anticipé des cotisations au Barreau	3 000	3 000	-	96 133
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	96 133
	Total - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	96 133
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 129 700	2 021 600	1 108 100	369 576
	Total - Crédits législatifs	3 129 700	2 021 600	1 108 100	369 576
	Total - Charges d'immobilisations	3 130 700	2 022 600	1 108 100	369 576
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	7 863 000	2 085 400	5 777 600	3 977 919
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	7 863 000	2 085 400	5 777 600	3 977 919
	Total - Biens immobilisés	7 863 000	2 085 400	5 777 600	3 977 919

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-2	Aide juridique Ontario		
	Paielements de transfert		
	Aide juridique Ontario		326 864 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		326 864 300
303-4	Relations avec les organismes et les tribunaux		
	Traitements et salaires		147 867 000
	Avantages sociaux		22 726 400
	Transports et communications		6 978 300
	Services		37 690 200
	Fournitures et matériel		2 561 200
	Paielements de transfert		
	Indemnisation des victimes d'actes criminels	1 500 000	
	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	
	Vérification et supervision des libérations sous caution	12 758 900	
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	19 596 100
	Total partiel		237 419 200
	Moins : Recouvrements		72 628 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		164 790 300
Sous-postes :			
Relations avec les organismes et gestion des programmes			
	Traitements et salaires	2 679 000	
	Avantages sociaux	345 900	
	Transports et communications	214 000	
	Services	1 218 300	
	Fournitures et matériel	4 300	
	Total partiel	4 461 500	
	Moins : Recouvrements	180 000	4 281 500
Vérification et supervision des libérations sous caution			
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution	12 758 900	12 758 900

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
	Traitements et salaires	4 472 700	
	Avantages sociaux	390 500	
	Transports et communications	193 200	
	Services	195 200	
	Fournitures et matériel	28 200	5 279 800
	<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
	Paielements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	5 336 200
	<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
	Traitements et salaires	5 795 200	
	Avantages sociaux	643 300	
	Transports et communications	295 300	
	Services	586 800	
	Fournitures et matériel	100 000	7 420 600
	<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
	Traitements et salaires	8 469 500	
	Avantages sociaux	1 135 000	
	Transports et communications	215 000	
	Services	63 300	
	Fournitures et matériel	61 700	9 944 500

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario			
Traitements et salaires	67 178 900		
Avantages sociaux	12 783 100		
Transports et communications	3 026 300		
Services	20 045 500		
Fournitures et matériel	1 748 300		
Paielements de transfert			
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000		
Total partiel	104 783 100		
Moins : Recouvrements	71 991 600		32 791 500
Tribunaux décisionnels Ontario			
Traitements et salaires	50 191 900		
Avantages sociaux	6 317 700		
Transports et communications	2 595 100		
Services	14 844 700		
Fournitures et matériel	527 800		
Paielements de transfert			
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1 500 000		
Total partiel	75 977 200		
Moins : Recouvrements	457 300		75 519 900
Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario			
Traitements et salaires	9 079 800		
Avantages sociaux	1 110 900		
Transports et communications	439 400		
Services	734 400		
Fournitures et matériel	90 900		11 455 400
Renseignements au public			
Services	1 000		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Commissions royales</i>		
	Services	1 000	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		164 790 300
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
303-8	Politiques		
	Traitements et salaires		5 494 200
	Avantages sociaux		651 100
	Transports et communications		195 400
	Services		78 700
	Fournitures et matériel		63 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 482 400
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Politiques</i>		
	Traitements et salaires	5 494 200	
	Avantages sociaux	651 100	
	Transports et communications	195 400	
	Services	78 700	
	Fournitures et matériel	63 000	6 482 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 482 400

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-13	Justice pour les Autochtones		
	Traitements et salaires		3 211 100
	Avantages sociaux		344 700
	Transports et communications		396 900
	Services		586 300
	Fournitures et matériel		53 500
	Paielements de transfert		
	Services aux victimes autochtones	11 583 900	
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 464 400	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	18 008 300	
	Liste des jurés	319 000	34 375 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 968 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		537 107 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
303-12	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		3 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		3 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		3 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
303-5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 129 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 130 700
BIENS IMMOBILISÉS		
303-6	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	
	Matériel de technologie de l'information	863 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 000 000
	Total à voter - Biens immobilisés	7 863 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	7 863 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit civil	21 402 800	27 559 100	(6 156 300)	25 562 156
3	Services des conseillers législatifs	5 310 800	5 306 500	4 300	4 329 382
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	26 713 600	32 865 600	(6 152 000)	29 891 538
L	Règlements - autre, <i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i>	1 000	1 000	-	192 322 569
L	Règlements - paiements directs, <i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	1 000	1 000	192 322 569
	Total - Charges de fonctionnement	26 715 600	32 866 600	(6 151 000)	222 214 107

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Païement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	234 827
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	234 827
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	234 827
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services juridiques	3 320 000	-	3 320 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		3 320 000	-	3 320 000	-
Total - Biens immobilisés		3 320 000	-	3 320 000	-

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
304-2	Droit civil	
	Traitements et salaires	133 523 500
	Avantages sociaux	11 448 400
	Transports et communications	77 000
	Services	31 500
	Fournitures et matériel	68 900
	Total partiel	145 149 300
	Moins : Recouvrements	123 746 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	21 402 800

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Directions centrales</i>			
	Traitements et salaires	23 766 000	
	Avantages sociaux	2 928 600	
	Transports et communications	77 000	
	Services	31 500	
	Fournitures et matériel	68 900	
	Total partiel	26 872 000	
	Moins : Recouvrements	5 470 200	21 401 800
<i>Directions des services juridiques détachés</i>			
	Traitements et salaires	109 757 500	
	Avantages sociaux	8 519 800	
	Total partiel	118 277 300	
	Moins : Recouvrements	118 276 300	1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			21 402 800
Crédits législatifs			
Paiements de transfert			
L	Règlements - paiements directs, <i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i>		1 000
Autres opérations			
L	Règlements - autre, <i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i>		1 000
304-3	Services des conseillers législatifs		
	Traitements et salaires		6 542 600
	Avantages sociaux		582 400
	Transports et communications		13 800
	Services		11 000
	Fournitures et matériel		25 000
	Total partiel		7 174 800
	Moins : Recouvrements		1 864 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			5 310 800
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques			26 715 600

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
304-6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services juridiques	1 000
BIENS IMMOBILISÉS		
304-5	Services juridiques	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 320 000
	Total à voter - Biens immobilisés	3 320 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services juridiques	3 320 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	245 458 200	239 354 800	6 103 400	269 188 508
2	Services judiciaires	201 410 500	197 137 700	4 272 800	185 471 834
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	446 868 700	436 492 500	10 376 200	454 660 342
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 300 000	5 300 000	-	10 195 463
	Total - Crédits législatifs	5 300 000	5 300 000	-	10 195 463
	Total - Charges de fonctionnement	452 168 700	441 792 500	10 376 200	464 855 805
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	79 537
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	79 537
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	79 537
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	39 839 400	42 038 600	(2 199 200)	43 929 631
4	Services aux tribunaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	39 840 400	42 039 600	(2 199 200)	43 929 631
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 099 200	945 400	153 800	538 576
	Total - Crédits législatifs	1 099 200	945 400	153 800	538 576
	Total - Charges d'immobilisations	40 939 600	42 985 000	(2 045 400)	44 468 207
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services aux tribunaux	234 473 500	350 451 100	(115 977 600)	90 733 967
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	234 473 500	350 451 100	(115 977 600)	90 733 967
	Total - Biens immobilisés	234 473 500	350 451 100	(115 977 600)	90 733 967

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
305-1	Administration de la justice	
	Traitements et salaires	170 152 500
	Avantages sociaux	28 955 900
	Transports et communications	7 738 800
	Services	29 951 000
	Fournitures et matériel	7 250 800
	Paielements de transfert	
	<i>Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français</i>	1 410 200
	Total partiel	245 459 200
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	245 458 200
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 300 000
305-2	Services judiciaires	
	Traitements et salaires	173 096 800
	Avantages sociaux	14 802 700
	Transports et communications	4 561 100
	Services	8 227 900
	Fournitures et matériel	721 000
	Paielements de transfert	
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	201 410 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	452 168 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
305-6	Paielement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
305-3	Construction de tribunaux	
	Paielements de transfert	
	Cession immobilière	1 000
	Autres opérations	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paielements	39 838 400
	Total à voter - Charges d'immobilisations	39 839 400
305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 099 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	40 939 600
BIENS IMMOBILISÉS		
305-5	Services aux tribunaux	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	217 300 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	14 223 400
	Matériel de technologie de l'information	2 950 000
	Total à voter - Biens immobilisés	234 473 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux tribunaux	234 473 500

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif du procureur général de l'Ontario établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux victimes	86 183 600	82 688 700	3 494 900	77 774 951
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	21 534 400	21 450 200	84 200	21 631 762
6	Personnes vulnérables	98 384 200	87 179 600	11 204 600	82 919 517
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		206 102 200	191 318 500	14 783 700	182 326 230
Total - Charges de fonctionnement		206 102 200	191 318 500	14 783 700	182 326 230
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paieement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	94 956
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	94 956
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	94 956
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
-	Projet de modernisation	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		-	1 000	(1 000)	-
Total - Charges d'immobilisations		-	1 000	(1 000)	-
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Projet de modernisation	8 400 000	11 640 000	(3 240 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		8 400 000	11 640 000	(3 240 000)	-
Total - Biens immobilisés		8 400 000	11 640 000	(3 240 000)	-

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Services aux victimes		
	Traitements et salaires		7 692 600
	Avantages sociaux		1 014 500
	Transports et communications		594 900
	Services		10 693 000
	Fournitures et matériel		109 500
	Paielements de transfert		
	Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 000 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	3 184 700	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 591 200	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 590 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	6 206 800	
	Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	15 039 300	
	Programme d'aide aux enfants victimes	1 630 000	
	Services spécialisés	600 000	
	Programme ontarien d'aide immédiate aux victimes	18 296 700	
	Visites surveillées	7 939 700	66 079 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		86 183 600
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		17 290 700
	Avantages sociaux		2 700 400
	Transports et communications		617 100
	Services		712 300
	Fournitures et matériel		213 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		21 534 400

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-6	Personnes vulnérables		
	Traitements et salaires		44 303 000
	Avantages sociaux		5 628 900
	Transports et communications		1 039 900
	Services		46 784 400
	Fournitures et matériel		703 000
	Total partiel		98 459 200
	Moins : Recouvrements		75 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		98 384 200
Sous-postes :			
Avocat des enfants			
	Traitements et salaires	8 503 700	
	Avantages sociaux	1 048 700	
	Transports et communications	240 800	
	Services	30 924 000	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	40 870 200	
	Moins : Recouvrements	75 000	40 795 200
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)			
	Traitements et salaires	35 799 300	
	Avantages sociaux	4 580 200	
	Transports et communications	799 100	
	Services	15 860 400	
	Fournitures et matériel	550 000	57 589 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		98 384 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables		206 102 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
306-7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
306-8	Projet de modernisation	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 400 000
	Total à voter - Biens immobilisés	8 400 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	8 400 000

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	13 641 900	9 987 600	3 654 300	11 641 200
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		13 641 900	9 987 600	3 654 300	11 641 200
Total - Charges de fonctionnement		13 641 900	9 987 600	3 654 300	11 641 200

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
307-1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	
	Paiements de transfert	
	Crédit d'impôt pour contributions politiques	13 641 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	13 641 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédit d'impôt pour contributions politiques	13 641 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 728 818 314	2 013 011 430
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(14 093 100)	(15 919 600)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 714 725 214	1 997 091 830

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre, qui offre des services d'analyse et des conseils stratégiques essentiels au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour la réalisation des priorités du gouvernement.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
401	Programme du Bureau du conseil des ministres	35 527 200	33 153 400	2 373 800	29 799 641
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	35 527 200	33 153 400	2 373 800	29 799 641
	Crédits législatifs	64 014	64 014	-	34 134
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	35 591 214	33 217 414	2 373 800	29 833 775
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(477 500)	477 500	(2 322 104)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	35 591 214	32 739 914	2 851 300	27 511 671
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	35 591 214	32 739 914	2 851 300	27 511 671

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications stratégiques. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing pour l'ensemble du gouvernement. Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau principal	35 199 200	32 825 400	2 373 800	29 475 707
2	Leader parlementaire du gouvernement	328 000	328 000	-	323 934
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	35 527 200	33 153 400	2 373 800	29 799 641
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	17 467
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	34 134
	Total - Charges de fonctionnement	35 591 214	33 217 414	2 373 800	29 833 775

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
401-1	Bureau principal		
	Traitements et salaires		27 763 500
	Avantages sociaux		3 563 900
	Transports et communications		306 200
	Services		3 341 800
	Fournitures et matériel		219 800
	Paievements de transfert		
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000	
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000	
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	4 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			35 199 200
Sous-postes :			
Bureau du Conseil des ministres			
	Traitements et salaires	22 384 900	
	Avantages sociaux	2 869 000	
	Transports et communications	274 600	
	Services	2 979 000	
	Fournitures et matériel	198 800	28 706 300

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Affaires intergouvernementales				
	Traitements et salaires		5 378 600	
	Avantages sociaux		694 900	
	Transports et communications		31 600	
	Services		362 800	
	Fournitures et matériel		21 000	
	Paiements de transfert			
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000		
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000		
	Institut des relations intergouvernementales	1 000		
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	4 000	6 492 900
Total à voter - Charges de fonctionnement				35 199 200
Crédits législatifs				
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			16 173
401-2	Leader parlementaire du gouvernement			
	Traitements et salaires			280 000
	Avantages sociaux			31 300
	Transports et communications			6 300
	Services			5 100
	Fournitures et matériel			5 300
Total à voter - Charges de fonctionnement				328 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du conseil des ministres				35 591 214

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	33 671 714	30 203 975
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(454 300)	(370 200)
Total - Charges de fonctionnement redressées	33 217 414	29 833 775

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires a pour vision un système de services sociaux qui renforce les collectivités et qui aide chacun à s'épanouir pleinement. Le ministère contribue à bâtir une province où les enfants, les jeunes, les femmes et les familles se sentent en sécurité, soutenus et prêts à réussir, où les Autochtones obtiennent de meilleurs résultats, où toutes les personnes handicapées ont des chances égales et où l'égalité de sexes et la rupture du cycle de la pauvreté sont des priorités.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
701	Programme d'administration du ministère	100 733 300	106 294 500	(5 561 200)	119 903 359
702	Programme des services aux enfants et aux adultes	17 869 824 200	17 745 311 200	124 513 000	17 061 751 278
703	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	-	1 700 000	(1 700 000)	7 300 000
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		17 970 557 500	17 853 305 700	117 251 800	17 188 954 637
Crédits législatifs		63 643 065	80 662 965	(17 019 900)	40 931 812
Total du ministère - Charges de fonctionnement		18 034 200 565	17 933 968 665	100 231 900	17 229 886 449
Redressement de consolidation - hôpitaux		(134 369 200)	(127 474 500)	(6 894 700)	(139 401 881)
Redressement de consolidation - conseils scolaires		(1 609 500)	(1 894 100)	284 600	(1 829 348)
Redressement de consolidation - réseaux locaux d'intégration des services de santé		-	-	-	(2 089 490)
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario		(16 826 000)	(18 526 000)	1 700 000	(24 126 000)
Redressement de consolidation - collègues		(2 105 100)	(2 139 700)	34 600	(3 055 047)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(38 658 700)	(41 243 100)	2 584 400	(56 177 307)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		17 840 632 065	17 742 691 265	97 940 800	17 003 207 376

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
701	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
702	Programme des services aux enfants et aux adultes	66 706 000	43 707 000	22 999 000	38 740 114
703	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	1 000	-	-
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		66 709 000	43 710 000	22 999 000	38 740 114
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		66 709 000	43 710 000	22 999 000	38 740 114
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	34 527 000	22 978 200	11 548 800	28 730 551
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		34 527 000	22 978 200	11 548 800	28 730 551
Crédits législatifs		39 327 500	39 633 700	(306 200)	38 543 870
Total du ministère - Charges d'immobilisations		73 854 500	62 611 900	11 242 600	67 274 421
Redressement de consolidation - hôpitaux		(2 088 800)	(4 750 000)	2 661 200	(703 657)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(1 804 400)	(1 754 300)	(50 100)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		69 961 300	56 107 600	13 853 700	66 570 764
BIENS IMMOBILISÉS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	18 254 400	22 807 400	(4 553 000)	15 094 733
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		18 254 400	22 807 400	(4 553 000)	15 094 733
Total du ministère - Biens immobilisés		18 254 400	22 807 400	(4 553 000)	15 094 733
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		17 910 593 365	17 798 798 865	111 794 500	17 069 778 140

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	74 963 000	78 789 800	(3 826 800)	99 303 640
2	Politiques stratégiques	25 770 300	27 504 700	(1 734 400)	20 599 719
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	100 733 300	106 294 500	(5 561 200)	119 903 359
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	17 467
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	959 756
	Total - Crédits législatifs	103 565	103 565	-	1 059 858
	Total - Charges de fonctionnement	100 836 865	106 398 065	(5 561 200)	120 963 217
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
701-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		36 687 900
	Avantages sociaux		4 156 400
	Transports et communications		1 087 400
	Services		32 149 400
	Fournitures et matériel		881 900
Total à voter - Charges de fonctionnement			74 963 000
Sous-postes :			
Bureaux de la direction			
	Traitements et salaires	4 504 200	
	Avantages sociaux	521 600	
	Transports et communications	156 000	
	Services	190 900	
	Fournitures et matériel	74 500	5 447 200
Soutien aux activités			
	Traitements et salaires	22 387 700	
	Avantages sociaux	1 970 500	
	Transports et communications	504 800	
	Services	238 700	
	Fournitures et matériel	494 000	25 595 700
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	2 521 000	
	Avantages sociaux	459 900	
	Transports et communications	46 600	
	Services	50 700	
	Fournitures et matériel	61 000	3 139 200
Services de communication			
	Traitements et salaires	5 927 800	
	Avantages sociaux	893 200	
	Transports et communications	150 000	
	Services	831 000	
	Fournitures et matériel	66 000	7 868 000

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	34 300	
	Services	8 938 600	
	Fournitures et matériel	21 200	8 994 100
	<i>Gestion des locaux</i>		
	Traitements et salaires	1 347 200	
	Avantages sociaux	311 200	
	Transports et communications	195 700	
	Services	21 899 500	
	Fournitures et matériel	165 200	23 918 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		74 963 000
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
701-2	Politiques stratégiques		
	Traitements et salaires		21 673 000
	Avantages sociaux		3 169 500
	Transports et communications		314 600
	Services		517 800
	Fournitures et matériel		95 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		25 770 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		100 836 865
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
701-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Le programme des services aux enfants et aux adultes offre des services communautaires efficaces et responsables aux personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, aux adultes ayant des déficiences intellectuelles, aux enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, aux enfants et aux jeunes à risque, aux jeunes en conflit avec la loi et aux victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Soutien financier et soutien à l'emploi	9 861 302 000	9 877 765 600	(16 463 600)	9 726 956 098
7	Bureau des obligations familiales	40 221 100	44 680 400	(4 459 300)	42 334 570
20	Enfants et jeunes à risque	2 049 765 200	2 063 505 500	(13 740 300)	2 012 334 097
21	Soutiens aux particuliers et aux familles	4 617 384 300	4 466 508 100	150 876 200	4 019 085 542
22	Prestation ontarienne pour enfants	1 203 194 700	1 179 194 700	24 000 000	1 146 764 715
26	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	76 562 700	92 260 000	(15 697 300)	94 289 441
28	Condition féminine	21 394 200	21 396 900	(2 700)	19 986 815
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		17 869 824 200	17 745 311 200	124 513 000	17 061 751 278

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	63 538 500	80 558 400	(17 019 900)	39 871 954
	Total - Crédits législatifs	63 538 500	80 558 400	(17 019 900)	39 871 954
	Total - Charges de fonctionnement	17 933 362 700	17 825 869 600	107 493 100	17 101 623 232
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services aux enfants et aux adultes	66 706 000	43 707 000	22 999 000	38 740 114
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	66 706 000	43 707 000	22 999 000	38 740 114
	Total - Actifs de fonctionnement	66 706 000	43 707 000	22 999 000	38 740 114

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-3	Soutien financier et soutien à l'emploi		
	Traitements et salaires		153 491 900
	Avantages sociaux		26 571 700
	Transports et communications		6 073 100
	Services		30 921 900
	Fournitures et matériel		2 690 800
	Paielements de transfert		
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier	5 502 521 700	
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi	42 077 300	
	Programme Ontario au travail - Soutien financier	2 672 835 300	
	Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi	167 921 800	
	Programme de médicaments de l'Ontario	1 256 196 500	9 641 552 600
Total à voter - Charges de fonctionnement			9 861 302 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		63 538 500
702-7	Bureau des obligations familiales		
	Traitements et salaires		28 385 500
	Avantages sociaux		4 999 000
	Transports et communications		1 866 300
	Services		4 704 500
	Fournitures et matériel		265 800
Total à voter - Charges de fonctionnement			40 221 100

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
702-20	Enfants et jeunes à risque			
	Traitements et salaires			116 301 300
	Avantages sociaux			20 662 700
	Transports et communications			2 166 100
	Services			20 193 100
	Fournitures et matériel			1 404 500
	Paielements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	61 682 500		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	95 446 500		
	Services de justice pour la jeunesse	119 717 500		
	Services de protection de l'enfance	1 612 191 000	1 889 037 500	
Total à voter - Charges de fonctionnement				2 049 765 200
<i>Sous-postes :</i>				
<i>Services de protection de l'enfance</i>				
	Traitements et salaires		10 834 500	
	Avantages sociaux		1 438 600	
	Transports et communications		565 600	
	Services		6 444 800	
	Fournitures et matériel		261 300	
	Paielements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	61 682 500		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	95 446 500		
	Services de protection de l'enfance	1 612 191 000	1 769 320 000	1 788 864 800
<i>Services de justice pour la jeunesse</i>				
	Traitements et salaires		105 466 800	
	Avantages sociaux		19 224 100	
	Transports et communications		1 600 500	
	Services		13 748 300	
	Fournitures et matériel		1 143 200	
	Paielements de transfert			
	Services de justice pour la jeunesse		119 717 500	260 900 400
Total à voter - Charges de fonctionnement				2 049 765 200

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-21	Soutiens aux particuliers et aux familles		
	Traitements et salaires		80 731 400
	Avantages sociaux		15 789 300
	Transports et communications		3 211 300
	Services		8 285 700
	Fournitures et matériel		1 181 400
	Paiements de transfert		
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	125 671 100	
	Autisme	600 087 400	
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	326 642 700	
	Besoins particuliers complexes	121 691 200	
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000	
	Services en établissement	1 850 204 500	
	Services de soutien	1 039 809 200	
	Initiatives jeunesse	48 928 700	
	Soutiens pour l'intégration communautaire	81 671 800	
	Soutien aux victimes de violence	190 843 300	
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	35 950 800	
	Familles en santé	86 683 500	4 508 185 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			4 617 384 300

Sous-postes :

Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle

Traitements et salaires	5 796 500		
Avantages sociaux	2 269 800		
Transports et communications	334 700		
Services	1 663 100		
Fournitures et matériel	282 600		
Paiements de transfert			
Services de soutien	1 039 809 200		
Services en établissement	1 850 204 500	2 890 013 700	2 900 360 400

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Populations vulnérables</i>			
	Traitements et salaires		4 981 700	
	Avantages sociaux		283 900	
	Transports et communications		53 700	
	Services		1 827 300	
	Fournitures et matériel		18 500	
	Paielements de transfert			
	Soutiens pour l'intégration communautaire	81 671 800		
	Soutien aux victimes de violence	190 843 300		
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	35 950 800		
	Initiatives jeunesse	48 928 700	357 394 600	364 559 700
	<i>Services à l'enfance et à la jeunesse</i>			
	Traitements et salaires		29 131 300	
	Avantages sociaux		5 377 300	
	Transports et communications		1 796 300	
	Services		3 132 100	
	Fournitures et matériel		425 800	
	Paielements de transfert			
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	125 671 100		
	Autisme	600 087 400		
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	326 642 700		
	Besoins particuliers complexes	121 691 200		
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000		
	Familles en santé	86 683 500	1 260 776 900	1 300 639 700
	<i>Bureaux régionaux</i>			
	Traitements et salaires		40 821 900	
	Avantages sociaux		7 858 300	
	Transports et communications		1 026 600	
	Services		1 663 200	
	Fournitures et matériel		454 500	51 824 500
Total à voter - Charges de fonctionnement				4 617 384 300

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-22	Prestation ontarienne pour enfants		
	Paiements de transfert		
	Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants	14 194 700	
	Prestation ontarienne pour enfants	1 189 000 000	1 203 194 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 203 194 700
702-26	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse		
	Traitements et salaires		36 953 000
	Avantages sociaux		5 213 800
	Transports et communications		2 889 000
	Services		50 368 600
	Fournitures et matériel		3 063 500
	Total partiel		98 487 900
	Moins : Recouvrements		21 925 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		76 562 700
702-28	Condition féminine		
	Traitements et salaires		2 758 400
	Avantages sociaux		445 700
	Transports et communications		91 200
	Services		110 500
	Fournitures et matériel		33 200
	Paiements de transfert		
	Initiatives d'autonomisation économique	6 720 100	
	Initiatives de prévention de la violence	11 235 100	17 955 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		21 394 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		17 933 362 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
702-9	Services aux enfants et aux adultes		
	Avances et montants récupérables		
	Prestation ontarienne pour enfants	1 000	
	Bureau des obligations familiales	1 000	
	Enfants et jeunes à risque	1 000	
	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	1 000	
	Condition féminine	1 000	

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
	Soutiens aux particuliers et aux familles	1 000	
	Soutien financier et soutien à l'emploi	66 700 000	66 706 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		66 706 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		66 706 000

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ - CRÉDIT 703

La Stratégie de réduction de la pauvreté s'acquitte des responsabilités découlant de la *Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté*.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
-	Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté	-	1 700 000	(1 700 000)	7 300 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	-	1 700 000	(1 700 000)	7 300 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	1 000	1 701 000	(1 700 000)	7 300 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ - CRÉDIT 703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
703-2	Stratégie de réduction de la pauvreté	
	Avances et montants récupérables	
	Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - programme d'immobilisations dans l'infrastructure - actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - infrastructure	34 526 000	22 977 200	11 548 800	28 730 551
2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		34 527 000	22 978 200	11 548 800	28 730 551
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	39 326 500	39 632 700	(306 200)	38 543 870
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		39 327 500	39 633 700	(306 200)	38 543 870
Total - Charges d'immobilisations		73 854 500	62 611 900	11 242 600	67 274 421

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - biens immobilisés liés à l'infrastructure	1 000	510 500	(509 500)	262 458
4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion - biens immobilisés	18 253 400	22 296 900	(4 043 500)	14 832 275
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		18 254 400	22 807 400	(4 553 000)	15 094 733
Total - Biens immobilisés		18 254 400	22 807 400	(4 553 000)	15 094 733

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT
704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
704-9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires programme d'immobilisations dans l'infrastructure actifs de fonctionnement		
	Avances et montants récupérables		
	Programme d'immobilisations		1 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement			1 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations			1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
704-1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure		
	Paiements de transfert		
	Renouvellement des installations des partenaires	18 898 600	
	Subventions d'immobilisations	10 847 100	29 745 700
	Autres opérations		
	Provision pour dépréciation/perte/réduction de la valeur de certains biens	1 000	
	Investissements dans les immobilisations	4 779 300	4 780 300
Total à voter - Charges d'immobilisations			34 526 000
704-2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion		
	Autres opérations		1 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière		39 326 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations			73 854 500

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
704-3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires biens immobilisés liés à l'infrastructure	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
704-4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	569 900
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	85 500
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	17 598 000
	Total à voter - Biens immobilisés	18 253 400
	Total (Biens immobilisés) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	18 254 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	17 881 131 387	17 323 647 898
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	632 300	5 060 970
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(83 704 800)	(98 822 419)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	135 909 800	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	17 933 968 687	17 229 886 449

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Le ministère des Collèges et Universités est chargé de veiller à ce que le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario prépare les étudiants et les chercheurs d'emploi en leur proposant les compétences, les opportunités et l'éducation de haute qualité dont ils ont besoin pour obtenir de bons emplois, tout en procurant aux entreprises de l'Ontario les talents et la main-d'œuvre qualifiée qu'elles nécessitent pour prendre leur essor et prospérer. Le ministère soutient également la recherche et l'innovation afin d'aider la province à être compétitive et à s'imposer dans l'économie mondiale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3001	Programme d'administration du ministère	15 126 600	15 515 700	(389 100)	23 119 356
3002	Programme d'éducation postsecondaire	6 440 990 700	6 455 038 100	(14 047 400)	6 447 042 418
3005	Programme de recherche	191 011 700	189 375 300	1 636 400	184 970 756
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 647 129 000	6 659 929 100	(12 800 100)	6 655 132 530
Crédits législatifs		55 106 014	55 106 014	-	55 636 472
Total du ministère - Charges de fonctionnement		6 702 235 014	6 715 035 114	(12 800 100)	6 710 769 002
Redressement de consolidation - collèges		3 500 426 300	3 504 321 700	(3 895 400)	3 372 387 248
Redressement des charges de fonctionnement -		(48 979 900)	(48 979 900)	-	(30 953 709)
Reclassement des charges d'intérêt liées à					
l'aide financière aux étudiants					
Redressement de consolidation - hôpitaux		(11 934 300)	(9 886 600)	(2 047 700)	(11 055 136)
Redressement de consolidation - portefeuille		(653 800)	(5 904 600)	5 250 800	(132 241)
immobilier général					
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		10 141 093 314	10 154 585 714	(13 492 400)	10 041 015 164
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3001	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
3002	Programme d'éducation postsecondaire	422 500 000	395 100 000	27 400 000	363 009 840
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		422 500 000	395 101 000	27 399 000	363 009 840
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		422 500 000	395 101 000	27 399 000	363 009 840

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3002	Programme d'éducation postsecondaire	178 126 800	173 021 900	5 104 900	95 929 089
3005	Programme de recherche	99 600 000	90 700 000	8 900 000	83 400 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	277 726 800	263 721 900	14 004 900	179 329 089
	Crédits législatifs	7 060 600	7 060 500	100	6 769 383
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	284 787 400	270 782 400	14 005 000	186 098 472
	Redressement de consolidation - collèges	285 056 900	266 604 200	18 452 700	307 134 028
	Redressement de consolidation - hôpitaux	(33 028 600)	(23 576 800)	(9 451 800)	(15 091 126)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	536 815 700	513 809 800	23 005 900	478 141 374
BIENS IMMOBILISÉS					
3002	Programme d'éducation postsecondaire	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	10 677 909 014	10 668 395 514	9 513 500	10 519 156 538

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	15 126 600	15 515 700	(389 100)	23 119 356
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 126 600	15 515 700	(389 100)	23 119 356
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	15 191 614	15 580 714	(389 100)	23 185 324
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 166 700
	Avantages sociaux		966 800
	Transports et communications		171 200
	Services		6 753 600
	Fournitures et matériel		68 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			15 126 600
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 926 600	
	Avantages sociaux	489 000	
	Transports et communications	171 200	
	Services	353 600	
	Fournitures et matériel	68 300	4 008 700
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	1 545 900	
	Avantages sociaux	194 800	
	Services	3 327 200	5 067 900
Ressources humaines			
	Services	998 500	998 500
Services de communication			
	Traitements et salaires	2 694 200	
	Avantages sociaux	283 000	
	Services	505 300	3 482 500
Services juridiques			
	Services	1 336 200	1 336 200
Systèmes informatiques			
	Services	232 800	232 800
Total à voter - Charges de fonctionnement			15 126 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	15 191 614

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme de l'éducation postsecondaire appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatives et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités pour le fonctionnement et les immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert (PT); la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants compétents dans des programmes d'études postsecondaires. En plus du RAFEO, la DSANP propose des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques qui soutiennent l'apprentissage intégrant la technologie au palier postsecondaire et de l'élaboration d'une stratégie provinciale d'apprentissage numérique, et administre les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	6 440 990 700	6 455 038 100	(14 047 400)	6 447 042 418
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 440 990 700	6 455 038 100	(14 047 400)	6 447 042 418

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants <i>- Loi sur l'administration financière</i>	54 540 000	54 540 000	-	54 540 000
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés</i> <i>d'enseignement professionnel</i>	1 000	1 000	-	530 504
L	Créances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	500 000	500 000	-	500 000
	Total - Crédits législatifs	55 041 000	55 041 000	-	55 570 504
	Total - Charges de fonctionnement	6 496 031 700	6 510 079 100	(14 047 400)	6 502 612 922
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	422 500 000	395 100 000	27 400 000	363 009 840
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	422 500 000	395 100 000	27 400 000	363 009 840
	Total - Actifs de fonctionnement	422 500 000	395 100 000	27 400 000	363 009 840
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation postsecondaire	178 126 800	173 021 900	5 104 900	95 929 089
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	178 126 800	173 021 900	5 104 900	95 929 089
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i>	7 060 600	7 060 500	100	6 769 383
	Total - Crédits législatifs	7 060 600	7 060 500	100	6 769 383
	Total - Charges d'immobilisations	185 187 400	180 082 400	5 105 000	102 698 472
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3002-1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Traitements et salaires		23 328 500
	Avantages sociaux		3 373 400
	Transports et communications		1 124 400
	Services		25 456 500
	Fournitures et matériel		1 629 400
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	26 702 800	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 421 529 300	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 571 326 700	
	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	748 200	
	Renouvellement de l'éducation postsecondaire	13 600 000	
	Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 352 372 500	6 386 279 500
	Total partiel		6 441 191 700
	Moins : Recouvrements		201 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 440 990 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants - <i>Loi sur l'administration financière</i>		54 540 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>		500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		6 496 031 700

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3002-4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Prêts et investissements		
	Prêts aux étudiants	421 500 000	
	Prêts aux étudiants - impayés	1 000 000	422 500 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		422 500 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		422 500 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3002-3	Soutien à l'éducation postsecondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - collèges	85 275 800	
	Subventions d'immobilisations - universités	92 850 000	178 125 800
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		178 126 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		7 060 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation postsecondaire		185 187 400
BIENS IMMOBILISÉS			
3002-6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation postsecondaire		1 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005

Le programme de recherche œuvre au renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

Ce programme comprend également la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement en matière de propriété intellectuelle (PI) et des initiatives connexes visant à aider le secteur de l'enseignement postsecondaire et le milieu de l'innovation au sens large à profiter des débouchés économiques en s'axant davantage sur la génération, la protection et la gestion de la PI. De plus, le programme de recherche dirige également pour le ministère les initiatives de gestion de l'information et celles relatives aux données, en particulier les mesures liées aux établissements postsecondaires et aux ententes de mandat stratégiques. Il soutient un processus décisionnel fondé sur des éléments probants et l'amélioration continue au sein du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien à la recherche – charges de fonctionnement	191 011 700	189 375 300	1 636 400	184 970 756
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	191 011 700	189 375 300	1 636 400	184 970 756
	Total - Charges de fonctionnement	191 011 700	189 375 300	1 636 400	184 970 756
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à la recherche – charges d'immobilisations	99 600 000	90 700 000	8 900 000	83 400 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	99 600 000	90 700 000	8 900 000	83 400 000
	Total - Charges d'immobilisations	99 600 000	90 700 000	8 900 000	83 400 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3005-1	Soutien à la recherche – charges de fonctionnement	
	Traitements et salaires	5 195 200
	Avantages sociaux	858 300
	Transports et communications	145 300
	Services	5 677 100
	Fournitures et matériel	138 900
	Paielements de transfert	
	Coûts de fonctionnement liés à la recherche	178 996 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	191 011 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de recherche	191 011 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3005-3	Soutien à la recherche – charges d'immobilisations	
	Paielements de transfert	
	Fonds pour la recherche en Ontario - infrastructure de recherche	99 600 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	99 600 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de recherche	99 600 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 713 690 314	7 808 734 304
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 041 000	91 035 656
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(696 200)	(1 189 000 958)
Total - Charges de fonctionnement redressées	6 715 035 114	6 710 769 002

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	395 101 000	363 543 160
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(533 320)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	395 101 000	363 009 840

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	270 782 400	117 854 727
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	83 400 000
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(15 156 255)
Total - Charges d'immobilisations redressées	270 782 400	186 098 472

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

Le ministère soutient la croissance économique et la création d'emplois axées sur l'optimisation des ressources financières, une meilleure reddition des comptes et une transparence accrue pour l'ensemble de la population ontarienne. Pour ce faire, il aide les entreprises à se lancer, à se développer, à passer à l'échelon supérieur et à tirer profit des talents, il propose des programmes et services qui contribuent à accroître la productivité et la compétitivité globales de l'Ontario et, en cette période sans précédent, il aide à bâtir la capacité intérieure de produire les produits et services nécessaires pour assurer la sécurité des Ontariens.

Le ministère veille également à ce que les intérêts de l'Ontario soient représentés lors des négociations commerciales internationales dirigées par le gouvernement fédéral. Le ministère fait la promotion de l'Ontario comme une destination de premier plan en matière d'investissement, en montrant au monde ce que nous faisons pour faciliter l'investissement et les affaires dans notre province, et il aide les entreprises ontariennes à renforcer leurs capacités et à vendre leurs produits et services dans le monde entier.

Le Bureau du ministre associé délégué aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives travaille avec les intervenants et les ministères chargés de la réglementation pour moderniser et rationaliser les règlements dépassés, en double, peu clairs ou trop rigides afin de réduire le fardeau administratif qui pèse sur les entreprises tout en maintenant des normes élevées relativement à l'environnement, aux lieux de travail, à la santé et à la sécurité publique.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
901	Programme d'administration du ministère	23 118 500	23 447 200	(328 700)	21 670 007
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	862 985 100	553 064 400	309 920 700	581 855 540
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		886 103 600	576 511 600	309 592 000	603 525 547
Crédits législatifs		529 565	529 565	-	279 227
Total du ministère - Charges de fonctionnement		886 633 165	577 041 165	309 592 000	603 804 774
Redressement de consolidation - Société ontarienne de financement de la croissance		(1 335 000)	(1 551 900)	216 900	(16 932 177)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(8 098 837)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		885 298 165	575 489 265	309 808 900	578 773 760

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
901	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	65 000 000	50 000 000	15 000 000	8 307 026
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		65 000 000	50 001 000	14 999 000	8 307 026
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		65 000 000	50 001 000	14 999 000	8 307 026
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	3 000	3 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 000	3 000	-	-
Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		4 000	4 000	-	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		885 302 165	575 493 265	309 808 900	578 773 760

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 118 500	23 447 200	(328 700)	21 670 007
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 118 500	23 447 200	(328 700)	21 670 007
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	66 768
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	103 565	103 565	-	100 102
	Total - Charges de fonctionnement	23 222 065	23 550 765	(328 700)	21 770 109
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		14 014 400
	Avantages sociaux		1 430 000
	Transports et communications		630 000
	Services		6 590 000
	Fournitures et matériel		454 100
	Autres opérations		100 000
	Total partiel		23 218 500
	Moins : Recouvrements		100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 118 500
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	6 082 200	
	Avantages sociaux	562 300	
	Transports et communications	185 000	
	Services	1 761 900	
	Fournitures et matériel	75 000	8 666 400
Planification et finances			
	Traitements et salaires	3 673 100	
	Avantages sociaux	428 300	
	Transports et communications	350 000	
	Services	1 680 100	
	Fournitures et matériel	192 500	
	Autres opérations	100 000	
	Total partiel	6 424 000	
	Moins : Recouvrements	100 000	6 324 000
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 069 400	
	Avantages sociaux	105 400	
	Transports et communications	40 000	
	Services	183 000	
	Fournitures et matériel	20 000	1 417 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 154 700	
	Avantages sociaux	332 000	
	Transports et communications	35 000	
	Services	700 000	
	Fournitures et matériel	40 000	4 261 700
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	35 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 265 000	
	Fournitures et matériel	126 600	2 448 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 118 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		23 222 065

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario : il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux; il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes; il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises; il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international; il propose des services d'investissement et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province. Investissements Ontario, l'organisme ontarien de promotion des investissements, jouera un rôle central dans la reprise économique et la croissance de la province. Il aidera à obtenir des investissements ancrés qui créeront des emplois, diversifieront notre économie, établiront de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et procureront de nouvelles sources de revenus pour soutenir la poursuite des investissements qui aident à faire de l'Ontario un endroit où il fait bon vivre et travailler.

Le ministère établit également des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la viabilité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement; il fait progresser les investissements directs étrangers; il établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne; il fait au pays et à l'étranger la promotion de l'Ontario comme un lieu où les entreprises s'épanouissent et prospèrent.

Le ministère exécute des programmes d'investissement, de création d'emplois, d'entrepreneuriat, d'adoption des technologies et de développement des talents; il tisse des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises pour leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent faire passer leurs activités au niveau supérieur et créer des emplois; il soutient la génération, la protection et la commercialisation de la propriété intellectuelle pour optimiser la réussite des entreprises en Ontario et dans le reste du monde.

Le Bureau du ministre associé délégué aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives soutient l'élaboration d'initiatives de modernisation des services de conformité avec la réglementation, ainsi que d'une stratégie et de politiques pour les petites entreprises. L'objectif est que le gouvernement travaille plus efficacement pour les entreprises (à but lucratif, sans but lucratif et du secteur parapublic). Un autre axe du travail est la modernisation et la réduction des fardeaux administratifs qui pèsent sur les entreprises tout en maintenant des normes élevées en matière d'environnement, de travail, de santé et de sécurité publique.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	862 985 100	553 064 400	309 920 700	581 855 540
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	862 985 100	553 064 400	309 920 700	581 855 540
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	426 000	426 000	-	179 125
	Total - Crédits législatifs	426 000	426 000	-	179 125
	Total - Charges de fonctionnement	863 411 100	553 490 400	309 920 700	582 034 665

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	65 000 000	50 000 000	15 000 000	8 307 026
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	65 000 000	50 000 000	15 000 000	8 307 026
	Total - Actifs de fonctionnement	65 000 000	50 000 000	15 000 000	8 307 026
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	3 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
902-13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce		
	Traitements et salaires		48 291 700
	Avantages sociaux		5 782 100
	Transports et communications		4 295 700
	Services		27 694 200
	Fournitures et matériel		2 075 400
	Paielements de transfert		
	Subvention ontarienne pour le soutien aux petites entreprises du secteur du tourisme et de l'accueil	100 000 000	
	Fabriqué en Ontario	1 000 000	
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	36 100 000	
	Plan pour le secteur automobile	10 435 000	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	19 707 300	
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	17 304 200	
	Communité Hub	3 900 000	
	Renforcement de Digital Main Street	10 000 000	
	Fonds pour Investissements Ontario	100 000 000	
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	4 297 000	
	Site certifié – Prêt à l'investissement	350 000	
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	159 749 700	
	Société ontarienne de financement de la croissance - Fonctionnement	2 000 000	
	Centre d'innovation de l'Ontario	16 400 000	
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	157 139 600	
	Fonds L'Ontario, ensemble	44 000 000	
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	3 700 000	
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	64 661 100	
	Subventions de soutien aux secteurs	10 404 000	
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	10 901 000	
	Toronto Global	2 500 000	
	Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	775 048 900

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	Total partiel			863 188 000
	Moins : Recouvrements			202 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement			862 985 100
<i>Sous-postes :</i>				
<i>Développement économique et investissements</i>				
	Traitements et salaires		18 840 200	
	Avantages sociaux		2 403 600	
	Transports et communications		2 143 000	
	Services		7 817 400	
	Fournitures et matériel		1 390 600	
	Paielements de transfert			
	Subvention ontarienne pour le soutien aux petites entreprises du secteur du tourisme et de l'accueil	100 000 000		
	Fabriqué en Ontario	1 000 000		
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	36 100 000		
	Plan pour le secteur automobile	10 435 000		
	Renforcement de Digital Main Street	10 000 000		
	Fonds pour Investissements Ontario	100 000 000		
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	4 297 000		
	Site certifié – Prêt à l'investissement	350 000		
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	159 749 700		
	Fonds L'Ontario, ensemble	44 000 000		
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	3 700 000		
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	64 661 100		
	Subventions de soutien aux secteurs	10 404 000		
	Toronto Global	2 500 000		
	Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	547 696 800	580 291 600

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Stratégies et politiques				
	Traitements et salaires		7 534 700	
	Avantages sociaux		916 900	
	Transports et communications		137 100	
	Services		723 800	
	Fournitures et matériel		76 900	
	Total partiel		9 389 400	
	Moins : Recouvrements		202 900	9 186 500
Démarrage et expansion				
	Traitements et salaires		6 800 000	
	Avantages sociaux		885 000	
	Transports et communications		415 600	
	Services		2 502 700	
	Fournitures et matériel		229 000	
	Paiements de transfert			
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs		10 901 000	21 733 300
Commerce international				
	Traitements et salaires		15 116 800	
	Avantages sociaux		1 576 600	
	Transports et communications		1 600 000	
	Services		16 650 300	
	Fournitures et matériel		378 900	35 322 600
Innovation				
	Paiements de transfert			
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	19 707 300		
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	17 304 200		
	Communitech Hub	3 900 000		
	Société ontarienne de financement de la croissance - Fonctionnement	2 000 000		
	Centre d'innovation de l'Ontario	16 400 000		
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	157 139 600	216 451 100	216 451 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			862 985 100	

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)**

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		426 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce		863 411 100
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
902-14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce		
	Prêts et investissements		
	Investissements Ontario	25 000 000	
	Fonds L'Ontario, ensemble	10 000 000	
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	30 000 000	65 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		65 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce		65 000 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
902-21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce		
	Autres opérations		3 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		3 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce		4 000
	BIENS IMMOBILISÉS		
902-22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce		
	Investissements dans des immobilisations corporelles		1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce		2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	579 361 365	705 188 074
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(2 320 200)	(101 383 300)
Total - Charges de fonctionnement redressées	577 041 165	603 804 774

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	4 000	83 400 000
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(83 400 000)
Total - Charges d'immobilisations redressées	4 000	-

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le ministère de l'Éducation est responsable des programmes pour la petite enfance et la garde d'enfants ainsi que du système d'éducation de la maternelle à la 12e année. Le ministère s'engage à veiller à ce que les enfants et les élèves aient les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour s'épanouir pleinement et pour réussir tout au long de leur vie.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1001	Programme d'administration du ministère	16 896 900	17 397 600	(500 700)	23 680 855
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	26 325 639 800	26 508 113 800	(182 474 000)	25 683 619 969
1003	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	49 558 700	49 190 500	368 200	46 903 977
1004	Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	2 277 896 400	2 268 502 500	9 393 900	2 422 917 672
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		28 669 991 800	28 843 204 400	(173 212 600)	28 177 122 473
Crédits législatifs		1 630 944 314	1 620 802 014	10 142 300	1 570 253 466
Total du ministère - Charges de fonctionnement		30 300 936 114	30 464 006 414	(163 070 300)	29 747 375 939
Redressement de consolidation - Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)		2 217 600	2 868 600	(651 000)	3 936 227
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation		1 011 300	4 536 900	(3 525 600)	(1 662 251)
Redressement de consolidation - Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVOntario)		11 644 500	14 780 500	(3 136 000)	4 888 472
Redressement de consolidation - Reclassement des intérêts débiteurs - The 55 School Board Trust		(65 723 500)	(65 723 500)	-	(65 836 548)
Redressement de consolidation - écoles		1 129 433 100	505 018 500	624 414 600	745 554 163
Redressement de consolidation - collèges		(25 570 200)	(26 475 000)	904 800	(29 894 810)
Redressement de consolidation - hôpitaux		(7 639 900)	(7 722 400)	82 500	(7 795 798)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(4 827 700)	1 336 400	(6 164 100)	(14 862 389)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		31 341 481 314	30 892 626 414	448 854 900	30 381 703 005

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1001	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 000	1 485 800	(1 484 800)	1 680 319
1003	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		3 000	1 487 800	(1 484 800)	1 680 319
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		3 000	1 487 800	(1 484 800)	1 680 319
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	2 532 441 000	1 551 997 900	980 443 100	1 456 100 127
1004	Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	10 002 000	10 002 000	-	6 015 899
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 542 443 000	1 561 999 900	980 443 100	1 462 116 026
Crédits législatifs		3 555 600	2 968 900	586 700	2 655 720
Total du ministère - Charges d'immobilisations		2 545 998 600	1 564 968 800	981 029 800	1 464 771 746
Redressement de consolidation - Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)		1 072 600	1 049 000	23 600	1 014 313
Redressement de consolidation - Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)		1 995 000	2 351 400	(356 400)	2 517 046
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation		323 400	302 300	21 100	255 135
Redressement de consolidation - écoles		(389 537 400)	(89 963 700)	(299 573 700)	(102 153 207)
Redressement de consolidation - financement fédéral - contrepassation de charges		(539 504 200)	-	(539 504 200)	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(8 611 500)	(8 611 500)	-	(594 706)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 611 736 500	1 470 096 300	141 640 200	1 365 810 327

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	5 458 700	2 429 500	3 029 200	1 797 284
1004	Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		5 459 700	2 430 500	3 029 200	1 797 284
Total du ministère - Biens immobilisés		5 459 700	2 430 500	3 029 200	1 797 284
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		32 953 217 814	32 362 722 714	590 495 100	31 747 513 332

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	16 896 900	17 397 600	(500 700)	23 680 855
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 896 900	17 397 600	(500 700)	23 680 855
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	16 961 914	17 462 614	(500 700)	23 746 823
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 322 900
	Avantages sociaux		2 125 900
	Transports et communications		805 600
	Services		4 683 500
	Fournitures et matériel		362 400
	Total partiel		21 300 300
	Moins : Recouvrements		4 403 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 896 900
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	3 200 600	
	Avantages sociaux	427 300	
	Transports et communications	153 800	
	Services	158 800	
	Fournitures et matériel	61 500	4 002 000
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	5 019 800	
	Avantages sociaux	953 600	
	Transports et communications	477 800	
	Services	298 300	
	Fournitures et matériel	192 800	
	Total partiel	6 942 300	
	Moins : Recouvrements	1 896 100	5 046 200
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 881 300	
	Avantages sociaux	260 500	
	Transports et communications	66 000	
	Services	133 700	
	Fournitures et matériel	31 500	
	Total partiel	2 373 000	
	Moins : Recouvrements	1 290 700	1 082 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 201 200	
	Avantages sociaux	467 100	
	Transports et communications	108 000	
	Services	66 000	
	Fournitures et matériel	76 600	3 918 900
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	20 000	
	Avantages sociaux	17 400	
	Services	4 026 700	
	Total partiel	4 064 100	
	Moins : Recouvrements	1 216 600	2 847 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 896 900
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		16 961 914
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1001-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario tout en favorisant et en soutenant un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, qui les prépare à obtenir leur diplôme avec les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie. Pendant que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et prestation des programmes	26 184 805 500	26 367 279 500	(182 474 000)	25 542 538 070
2	Activités éducatives	140 834 300	140 834 300	-	141 081 899
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	26 325 639 800	26 508 113 800	(182 474 000)	25 683 619 969
L	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 630 877 300	1 620 735 000	10 142 300	1 570 072 635
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	114 863
	Total - Crédits législatifs	1 630 878 300	1 620 736 000	10 142 300	1 570 187 498
	Total - Charges de fonctionnement	27 956 518 100	28 128 849 800	(172 331 700)	27 253 807 467
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Politiques et prestation des programmes	1 000	1 485 800	(1 484 800)	1 680 319
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 485 800	(1 484 800)	1 680 319
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 485 800	(1 484 800)	1 680 319

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	2 532 440 000	1 551 996 900	980 443 100	1 456 100 127
5	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 532 441 000	1 551 997 900	980 443 100	1 456 100 127
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 758 500	1 171 800	586 700	1 111 382
Total - Crédits législatifs		1 758 500	1 171 800	586 700	1 111 382
Total - Charges d'immobilisations		2 534 199 500	1 553 169 700	981 029 800	1 457 211 509
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Éducation élémentaire et secondaire	5 458 700	2 429 500	3 029 200	1 797 284
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		5 458 700	2 429 500	3 029 200	1 797 284
Total - Biens immobilisés		5 458 700	2 429 500	3 029 200	1 797 284

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-1	Politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		72 825 800
	Avantages sociaux		10 924 500
	Transports et communications		11 976 800
	Services		24 252 800
	Fournitures et matériel		8 355 100
	Paielements de transfert		
	Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires	178 499 400	
	Financement des priorités et des partenariats - tiers	111 102 200	
	Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	18 198 894 500	
	Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 496 953 400	
	Fiducies provinciales d'avantages sociaux	1 000	
	Projets des langues officielles	42 485 800	
	Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	28 262 100	
	Subventions pour la viabilité des partenaires	2 515 500	26 058 713 900
	Total partiel		26 187 048 900
	Moins : Recouvrements		2 243 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		26 184 805 500

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-2	Activités éducatives		
	Traitements et salaires		45 483 300
	Avantages sociaux		6 836 300
	Transports et communications		1 059 100
	Services		15 828 200
	Fournitures et matériel		3 988 100
	Paielements de transfert		
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	63 800	
	Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100 000	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	24 793 700	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	42 906 800	67 864 300
	Total partiel		141 059 300
	Moins : Recouvrements		225 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		140 834 300
Crédits législatifs			
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario			
	Paielements de transfert		
L	Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>		1 630 877 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		27 956 518 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1002-4	Politiques et prestation des programmes		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1002-3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		
	Paiements de transfert		
	Fonds d'incitation à l'action pour le climat (FIAC)	14 304 200	
	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	656 500 000	
	Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires	20 000 000	
	Subventions d'immobilisations - conseils scolaires	1 692 003 300	
	Programme d'apprentissage des jeunes enfants	21 805 600	
	Conseils scolaires - Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	116 679 400	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	1 000 000	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	1 536 000	2 523 828 500
	Autres opérations		
	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		8 611 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations		2 532 440 000
1002-5	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 758 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		2 534 199 500
BIENS IMMOBILISÉS			
1002-6	Éducation élémentaire et secondaire		
	Matériel de technologie de l'information	437 500	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 021 200	
	Total à voter - Biens immobilisés		5 458 700
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		5 458 700

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	49 558 700	49 190 500	368 200	46 903 977
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		49 558 700	49 190 500	368 200	46 903 977
Total - Charges de fonctionnement		49 558 700	49 190 500	368 200	46 903 977
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003, suite

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)**

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1003-1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Traitements et salaires	31 065 900
	Avantages sociaux	3 427 700
	Transports et communications	647 500
	Services	66 881 800
	Fournitures et matériel	285 000
	Total partiel	102 307 900
	Moins : Recouvrements	52 749 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	49 558 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	49 558 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1003-2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Le gouvernement sait qu'un système solide pour la petite enfance et la garde d'enfants joue un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques et prestation des programmes	2 277 896 400	2 268 502 500	9 393 900	2 422 917 672
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 277 896 400	2 268 502 500	9 393 900	2 422 917 672
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	2 277 897 400	2 268 503 500	9 393 900	2 422 917 672
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	10 001 000	10 001 000	-	6 015 899
5	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	10 002 000	10 002 000	-	6 015 899
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 797 100	1 797 100	-	1 544 338
	Total - Crédits législatifs	1 797 100	1 797 100	-	1 544 338
	Total - Charges d'immobilisations	11 799 100	11 799 100	-	7 560 237
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1004-1	Élaboration des politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		12 908 800
	Avantages sociaux		1 730 600
	Transports et communications		100 000
	Services		5 635 800
	Fournitures et matériel		50 000
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants	430 319 600	
	Garde d'enfants et petite enfance	1 827 151 600	2 257 471 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		2 277 896 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		2 277 897 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1004-2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants		
	Paielements de transfert		
	Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		10 001 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		10 001 000
1004-5	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 797 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		11 799 100

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
1004-4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	29 792 645 714	29 756 808 939
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 439 300)	(9 433 000)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	674 800 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	30 464 006 414	29 747 375 939

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

Le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines (EDNM) établit le cadre législatif et stratégique permettant d'offrir à toute la population ontarienne un système fiable et abordable d'approvisionnement, de transport et de distribution en matière d'énergie et davantage de choix dans le système de facturation de sa consommation d'énergie. EDNM s'attache également à alimenter le dynamisme, la santé et la prospérité du Nord de l'Ontario et du secteur minier provincial.

Le ministère définit tous les aspects de la politique énergétique de l'Ontario (électricité, gaz naturel, pétrole, etc.) et fournit des conseils dans ces domaines. Il surveille les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité. Le ministère est l'unique actionnaire de l'Ontario Power Generation et le principal actionnaire d'Hydro One, une société ouverte cotée en bourse.

EDNM collabore avec des partenaires et des intervenants pour élaborer des politiques qui appuient des systèmes efficaces d'approvisionnement, de transport et de distribution en matière d'énergie et pour promouvoir la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique. Le ministère s'attache aussi à étudier et faire avancer des technologies et des solutions novatrices et à alimenter l'économie de manière à ce que l'Ontario soit ouvert aux affaires.

Le ministère exécute des programmes de développement économique et permet au Nord de l'Ontario de faire entendre sa voix. Les programmes d'EDNM soutiennent la croissance économique et le dynamisme des collectivités du Nord. La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, qui relève du ministère, réalise des investissements stratégiques qui contribuent à élargir les possibilités économiques dans le Nord.

EDNM encourage les investissements et l'exploration dans le secteur minier ontarien. La Commission géologique de l'Ontario, qui relève d'EDNM, offre aux clients de l'information géoscientifique sur la géologie et les ressources terrestres de l'Ontario. Ces études soutiennent un éventail de priorités stratégiques provinciales en matière de développement, de planification, de protection de l'environnement, d'énergie et de changement climatique. Le ministère assure également la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux et de réhabilitation des terrains miniers.

EDNM dirige l'élaboration de politiques et de programmes pour l'exploitation des minéraux dans la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Le ministère collabore étroitement avec les communautés autochtones, les sociétés minières et d'autres partenaires afin d'encourager un développement durable et responsable.

Le ministère dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquitter de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, de manière à alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives énergétiques et économiques. EDNM travaille également à accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans les secteurs énergétique et minier, notamment par le partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2201	Programme d'administration du ministère	25 070 200	25 467 100	(396 900)	26 047 129
2202	Programme de développement du Nord	271 338 100	222 828 700	48 509 400	216 590 322
2203	Programme des mines et des minéraux	50 662 000	48 829 200	1 832 800	41 008 800
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	59 363 700	24 702 600	34 661 100	52 362 896
2206	Atténuation du prix de l'électricité	6 491 181 600	5 602 561 800	888 619 800	5 448 874 758
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 897 615 600	5 924 389 400	973 226 200	5 784 883 905
	Crédits législatifs	590 392	590 392	-	(118 979)
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 898 205 992	5 924 979 792	973 226 200	5 784 764 926

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	14 310 000	18 482 700	(4 172 700)	67 338 067
	Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	207 831 100	213 912 400	(6 081 300)	313 586 131
	Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	48 728 200	47 566 400	1 161 800	42 614 277
	Redressement de consolidation - Fiducie pour des frais d'électricité équitables	1 000	1 000	-	3 000
	Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	-	-	-	(1 491 676)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(2 594 300)	(3 182 000)	587 700	(7 304 987)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	7 166 481 992	6 201 760 292	964 721 700	6 199 509 738
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2201	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2202	Programme de développement du Nord	2 000	51 000	(49 000)	30 000 000
2203	Programme des mines et des minéraux	1 000	1 000	-	-
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	507 000 000	495 000 000	12 000 000	80 400 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	507 005 000	495 054 000	11 951 000	110 400 000
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	507 005 000	495 054 000	11 951 000	110 400 000

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2201	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202	Programme de développement du Nord	83 503 000	78 203 000	5 300 000	69 580 382
2203	Programme des mines et des minéraux	5 529 500	5 637 000	(107 500)	1 595 029
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		89 034 500	83 842 000	5 192 500	71 175 411
Crédits législatifs		360 806 800	341 806 200	19 000 600	315 599 986
Total du ministère - Charges d'immobilisations		449 841 300	425 648 200	24 193 100	386 775 397
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario		(593 600)	-	(593 600)	(27 500 000)
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité		24 071 500	22 625 000	1 446 500	23 237 793
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario		1 228 000	1 153 700	74 300	1 305 000
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(1 560 000)	-	(1 560 000)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		472 987 200	449 426 900	23 560 300	383 818 190
BIENS IMMOBILISÉS					
2201	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202	Programme de développement du Nord	496 658 400	528 579 900	(31 921 500)	566 688 125
2203	Programme des mines et des minéraux	626 000	1 251 000	(625 000)	896 246
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		497 286 400	529 832 900	(32 546 500)	567 584 371
Total du ministère - Biens immobilisés		497 286 400	529 832 900	(32 546 500)	567 584 371
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		7 639 469 192	6 651 187 192	988 282 000	6 583 327 928

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	12 109 200	12 703 800	(594 600)	12 695 996
5	Programme d'administration du ministère de l'Énergie	12 961 000	12 763 300	197 700	13 351 133
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		25 070 200	25 467 100	(396 900)	26 047 129
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	66 768
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 390
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		87 392	87 392	-	83 158
Total - Charges de fonctionnement		25 157 592	25 554 492	(396 900)	26 130 287
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère – biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N ^o	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 069 500
	Avantages sociaux		884 900
	Transports et communications		486 300
	Services		9 983 800
	Fournitures et matériel		226 000
	Total partiel		18 650 500
	Moins : Recouvrements		6 541 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 109 200
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	1 691 000	
	Avantages sociaux	187 000	
	Transports et communications	184 100	
	Services	132 200	
	Fournitures et matériel	68 800	2 263 100
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	1 957 100	
	Avantages sociaux	229 300	
	Transports et communications	136 100	
	Services	6 459 000	
	Fournitures et matériel	79 600	
	Total partiel	8 861 100	
	Moins : Recouvrements	6 069 500	2 791 600
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	955 700	
	Avantages sociaux	233 700	
	Transports et communications	50 300	
	Services	99 400	
	Fournitures et matériel	26 200	1 365 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	1 402 700	
	Avantages sociaux	140 900	
	Transports et communications	38 600	
	Services	307 100	
	Fournitures et matériel	22 000	1 911 300
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	1 063 000	
	Avantages sociaux	94 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	44 800	
	Fournitures et matériel	14 400	1 264 400
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	29 000	
	Services	2 081 100	
	Fournitures et matériel	15 000	2 125 100
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	860 200	
	Moins : Recouvrements	471 800	388 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 109 200
2201-5	Programme d'administration du ministère de l'Énergie		
	Traitements et salaires		7 236 100
	Avantages sociaux		824 100
	Transports et communications		312 700
	Services		5 069 600
	Fournitures et matériel		343 600
	Total partiel		13 786 100
	Moins : Recouvrements		825 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 961 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Sous-postes :			
Bureau principal			
Traitements et salaires	1 807 200		
Avantages sociaux	194 200		
Transports et communications	90 400		
Services	300 500		
Fournitures et matériel	60 400	2 452 700	
Services financiers et administratifs			
Transports et communications	30 000		
Services	198 500		
Fournitures et matériel	60 000		
Total partiel	288 500		
Moins : Recouvrements	198 500	90 000	
Ressources humaines			
Services	136 600		
Moins : Recouvrements	94 000	42 600	
Services de communication			
Traitements et salaires	2 622 600		
Avantages sociaux	307 900		
Transports et communications	88 300		
Services	758 400		
Fournitures et matériel	81 800	3 859 000	
Analyse et planification			
Traitements et salaires	2 806 300		
Avantages sociaux	322 000		
Transports et communications	69 000		
Services	243 800		
Fournitures et matériel	66 400	3 507 500	
Services juridiques			
Transports et communications	35 000		
Services	2 678 900		
Fournitures et matériel	75 000	2 788 900	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	752 900	
	Moins : Recouvrements	532 600	220 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 961 000
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		25 157 592

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2201-2	Programme d'administration du ministère	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
2201-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2201-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2201-4	Administration du ministère – biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord et le Programme des routes d'hiver, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère soutient également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique du Nord	271 338 100	222 828 700	48 509 400	216 590 322
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	271 338 100	222 828 700	48 509 400	216 590 322
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	101 000	101 000	-	(49 256)
	Total - Crédits législatifs	101 000	101 000	-	(49 256)
	Total - Charges de fonctionnement	271 439 100	222 929 700	48 509 400	216 541 066
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	2 000	51 000	(49 000)	30 000 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	51 000	(49 000)	30 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	51 000	(49 000)	30 000 000

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Développement économique du Nord	83 503 000	78 203 000	5 300 000	69 580 382
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	83 503 000	78 203 000	5 300 000	69 580 382
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	360 331 300	341 438 200	18 893 100	315 481 200
	Total - Crédits législatifs	360 331 300	341 438 200	18 893 100	315 481 200
	Total - Charges d'immobilisations	443 834 300	419 641 200	24 193 100	385 061 582
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement du Nord — biens immobilisés	496 658 400	528 579 900	(31 921 500)	566 688 125
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	496 658 400	528 579 900	(31 921 500)	566 688 125
	Total - Biens immobilisés	496 658 400	528 579 900	(31 921 500)	566 688 125

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2202-1	Développement économique du Nord		
	Traitements et salaires		11 134 400
	Avantages sociaux		1 464 500
	Transports et communications		579 900
	Services		8 413 900
	Fournitures et matériel		217 200
	Paielements de transfert		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	15 900 000	
	Programme de soutien aux transporteurs aériens desservant les collectivités éloignées	1 000	
	Services communautaires	625 000	
	Développement économique	830 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	60 000 000	
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	700 000	
	Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	119 470 000	
	Développement économique pour les Autochtones	62 161 400	259 687 400
	Total partiel		281 497 300
	Moins : Recouvrements		10 159 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		271 338 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		101 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		271 439 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2202-3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Prêts et investissements		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2202-2	Développement économique du Nord		
	Services		28 102 000
	Paiements de transfert		
	Accès à large bande pour Matawa	5 800 000	
	Programme des routes d'hiver	6 000 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000	51 800 000
	Autres opérations		
	Routes d'accès aux ressources	3 600 000	
	Développement du Nord	1 000	3 601 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		83 503 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		360 331 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement du Nord		443 834 300
BIENS IMMOBILISÉS			
2202-4	Développement du Nord — biens immobilisés		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		496 657 400
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		496 658 400
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement du Nord		496 658 400

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2203

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et l'exploitation minières de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones, et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Compétitivité du secteur des minéraux	50 662 000	48 829 200	1 832 800	41 008 800
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	50 662 000	48 829 200	1 832 800	41 008 800
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	401 000	401 000	-	(152 881)
	Total - Crédits législatifs	401 000	401 000	-	(152 881)
	Total - Charges de fonctionnement	51 063 000	49 230 200	1 832 800	40 855 919
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Compétitivité du secteur des minéraux	5 528 500	5 636 000	(107 500)	1 595 029
5	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	5 529 500	5 637 000	(107 500)	1 595 029
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	473 500	366 000	107 500	118 786
	Total - Crédits législatifs	473 500	366 000	107 500	118 786
	Total - Charges d'immobilisations	6 003 000	6 003 000	-	1 713 815
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Mines et minéraux — biens immobilisés	626 000	1 251 000	(625 000)	896 246
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	626 000	1 251 000	(625 000)	896 246
	Total - Biens immobilisés	626 000	1 251 000	(625 000)	896 246

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2203-1	Compétitivité du secteur des minéraux	
	Traitements et salaires	23 441 200
	Avantages sociaux	3 162 200
	Transports et communications	1 843 600
	Services	13 379 100
	Fournitures et matériel	2 550 900
	Paielements de transfert	
	Exploitation des minéraux et investissement	100 000
	Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	2 000 000
	Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	100 000
	Rapports sur les activités minières en Ontario	85 000
	Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées	4 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	50 662 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	401 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux	51 063 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2203-3	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux	1 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2203-2	Compétitivité du secteur des minéraux	
	Transports et communications	50 000
	Services	4 953 000
	Fournitures et matériel	524 500
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	5 528 500
2203-5	Assainissement de l'environnement	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	473 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des mines et des minéraux	6 003 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2203-4	Mines et minéraux — biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	626 000
	Total à voter - Biens immobilisés	626 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des mines et des minéraux	626 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2205

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Le programme appuie la conservation, le rendement et l'innovation en matière d'énergie. De plus, il supervise l'engagement et la consultation des Premières Nations et des Métis à l'égard des initiatives du secteur provincial de l'énergie pour encourager la participation des communautés autochtones dans le secteur de l'énergie.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et programmes	59 363 700	24 702 600	34 661 100	52 362 896
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	59 363 700	24 702 600	34 661 100	52 362 896
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	59 364 700	24 703 600	34 661 100	52 362 896
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Développement et gestion des sources d'énergie — Actifs de fonctionnement	507 000 000	495 000 000	12 000 000	80 400 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	507 000 000	495 000 000	12 000 000	80 400 000
	Total - Actifs de fonctionnement	507 000 000	495 000 000	12 000 000	80 400 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2205, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2205-1	Politiques et programmes		
	Traitements et salaires		14 871 300
	Avantages sociaux		1 683 000
	Transports et communications		385 000
	Services		4 664 400
	Fournitures et matériel		312 600
	Paielements de transfert		
	Intervention contre la COVID-19 - remise pour les coûts d'énergie à l'intention des entreprises	35 000 000	
	Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	2 447 400	37 447 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		59 363 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		59 364 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2205-3	Développement et gestion des sources d'énergie — Actifs de fonctionnement		
	Prêts et investissements		507 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		507 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		507 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2205-2	Développement et gestion des sources d'énergie		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Développement et gestion des sources d'énergie		2 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2205, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
2205-4	Développement et gestion des sources d'énergie	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Développement et gestion des sources d'énergie	1 000

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2206

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	6 491 181 600	5 602 561 800	888 619 800	5 448 874 758
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 491 181 600	5 602 561 800	888 619 800	5 448 874 758
Total - Charges de fonctionnement		6 491 181 600	5 602 561 800	888 619 800	5 448 874 758

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2206, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2206-1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité		
	Paielements de transfert		
	Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité	207 039 200	
	Protection contre les frais de distribution	324 969 400	
	Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées	245 989 900	
	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	27 894 700	
	Remise de l'Ontario pour l'électricité	2 468 895 300	
	Transfert des coûts de l'énergie renouvelable	3 122 440 200	
	Fiducie pour des frais d'électricité équitables – coûts de financement	64 000 000	
	Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations	29 952 900	6 491 181 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 491 181 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Atténuation du prix de l'électricité		6 491 181 600

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	5 925 791 592	5 826 908 168
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(811 800)	(42 143 242)
Total - Charges de fonctionnement redressées	5 924 979 792	5 784 764 926

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	425 648 200	439 815 969
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(53 040 572)
Total - Charges d'immobilisations redressées	425 648 200	386 775 397

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs est responsable de protéger l'air, les sols, l'eau, les espèces en péril et l'habitat de ces derniers, en luttant contre le changement climatique et en gérant les parcs et les réserves de conservation de l'Ontario pour les générations actuelles et futures.

Le ministère s'est également engagé à protéger l'environnement de manière équilibrée et responsable tout en créant des emplois, en respectant les contribuables et en favorisant la croissance de l'économie.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1101	Programme d'administration du ministère	50 083 900	54 281 600	(4 197 700)	67 805 597
1112	Politiques environnementales	38 290 800	30 064 800	8 226 000	31 153 144
1114	Normes et sciences de l'environnement	44 365 500	43 327 500	1 038 000	43 539 752
1116	Conformité environnementale et opérations	95 002 100	91 804 900	3 197 200	90 281 518
1118	Évaluations et permissions environnementales	28 571 400	28 848 000	(276 600)	28 954 762
1119	Action en matière de changement climatique et résilience	15 768 500	20 813 200	(5 044 700)	16 259 062
1120	Gestion des terres et des eaux	60 051 000	57 937 300	2 113 700	48 379 148
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	332 133 200	327 077 300	5 055 900	326 372 983
	Crédits législatifs	68 314	68 314	-	2 537 120
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	332 201 514	327 145 614	5 055 900	328 910 103

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	219 731 200	214 756 700	4 974 500	199 930 830
	Redressement de consolidation - Comptes à des fins particulières pour Parcs Ontario	98 688 400	96 398 500	2 289 900	93 761 984
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 217 600)	(1 193 700)	(23 900)	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(10 656 500)	(15 078 100)	4 421 600	(25 912 360)
	Redressement des charges de fonctionnement - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	2 471 152
	Redressement du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	(2 471 152)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	638 747 014	622 029 014	16 718 000	596 690 557
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1101	Programme d'administration du ministère	1 000	-	1 000	-
1112	Politiques environnementales	1 000	750 000	(749 000)	-
1114	Normes et sciences de l'environnement	1 636 000	1 451 000	185 000	1 078 008
1116	Conformité environnementale et opérations	4 000	3 000	1 000	-
1118	Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1119	Action en matière de changement climatique et résilience	1 000	-	1 000	-
1120	Gestion des terres et des eaux	29 147 700	11 742 700	17 405 000	2 464 237
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	30 791 700	13 947 700	16 844 000	3 542 245
	Crédits législatifs	13 498 500	12 064 700	1 433 800	10 482 434
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	44 290 200	26 012 400	18 277 800	14 024 679
	Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	4 571 500	4 650 600	(79 100)	3 315 616
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 000 000)	-	(1 000 000)	-
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	47 861 700	30 663 000	17 198 700	17 340 295
BIENS IMMOBILISÉS					
1101	Programme d'administration du ministère	1 000	-	1 000	-
1114	Normes et sciences de l'environnement	11 365 000	14 244 700	(2 879 700)	1 176 138
1116	Conformité environnementale et opérations	1 000	5 409 300	(5 408 300)	3 734 216
1118	Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1120	Gestion des terres et des eaux	13 484 500	13 484 500	-	3 207 355
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	24 852 500	33 139 500	(8 287 000)	8 117 709
	Total du ministère - Biens immobilisés	24 852 500	33 139 500	(8 287 000)	8 117 709
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	686 608 714	652 692 014	33 916 700	614 030 852

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	50 083 900	54 281 600	(4 197 700)	67 805 597
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	50 083 900	54 281 600	(4 197 700)	67 805 597
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	50 148 914	54 346 614	(4 197 700)	67 871 565
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère – immobilisations	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère – infrastructure	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	17 145 500	
	Avantages sociaux	2 412 400	
	Transports et communications	573 500	
	Services	23 449 000	
	Fournitures et matériel	6 537 500	
	Total partiel	50 117 900	
	Moins : Recouvrements	34 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	50 083 900	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 967 500	
	Avantages sociaux	295 100	
	Transports et communications	64 700	
	Services	37 000	
	Fournitures et matériel	70 800	2 435 100
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	5 758 900	
	Avantages sociaux	779 600	
	Transports et communications	73 400	
	Services	8 028 100	
	Fournitures et matériel	6 028 500	
	Total partiel	20 668 500	
	Moins : Recouvrements	34 000	20 634 500
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 182 000	
	Avantages sociaux	160 400	
	Transports et communications	8 400	
	Services	153 700	
	Fournitures et matériel	13 100	1 517 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	3 775 200	
	Avantages sociaux	571 800	
	Transports et communications	95 600	
	Services	303 500	
	Fournitures et matériel	156 100	4 902 200
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	136 200	
	Services	11 906 300	
	Fournitures et matériel	107 700	12 150 200
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Traitements et salaires	4 461 900	
	Avantages sociaux	605 500	
	Transports et communications	195 200	
	Services	3 020 400	
	Fournitures et matériel	161 300	8 444 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		50 083 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		50 148 914
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1101-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1101-3	Administration du ministère – immobilisations	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	1 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1101-2	Administration du ministère – infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Politiques et programmes environnementaux	38 290 800	30 064 800	8 226 000	31 153 144
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 290 800	30 064 800	8 226 000	31 153 144
	Total - Charges de fonctionnement	38 290 800	30 064 800	8 226 000	31 153 144
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Politiques et programmes environnementaux — immobilisations	1 000	750 000	(749 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	750 000	(749 000)	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	750 000	(749 000)	-

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1112-3	Politiques et programmes environnementaux		
	Traitements et salaires		11 561 000
	Avantages sociaux		1 658 400
	Transports et communications		718 700
	Services		9 149 100
	Fournitures et matériel		654 600
	Paielements de transfert		
	Planification et action en protection environnementale	4 150 000	
	Participation des Autochtones et collaboration	100 000	
	Surveillance et rapports publics sur les eaux usées	7 300 000	
	Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	14 550 000
	Total partiel		38 291 800
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 290 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques environnementales		38 290 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1112-4	Politiques et programmes environnementaux — immobilisations		
	Paielements de transfert		
	Planification et action en protection environnementale - immobilisations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques environnementales		1 000

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114

Ce crédit a la responsabilité de la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que des résultats observés issus de la surveillance et des rapports sur l'état de l'environnement en Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes et sciences de l'environnement	44 365 500	43 327 500	1 038 000	43 539 752
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	44 365 500	43 327 500	1 038 000	43 539 752
	Total - Charges de fonctionnement	44 365 500	43 327 500	1 038 000	43 539 752
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Sciences de l'environnement — immobilisations	1 636 000	1 451 000	185 000	1 078 008
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 636 000	1 451 000	185 000	1 078 008
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 478 200	1 323 200	155 000	1 058 066
	Total - Crédits législatifs	1 478 200	1 323 200	155 000	1 058 066
	Total - Charges d'immobilisations	3 114 200	2 774 200	340 000	2 136 074
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sciences de l'environnement et laboratoires — infrastructure	11 365 000	14 244 700	(2 879 700)	1 176 138
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	11 365 000	14 244 700	(2 879 700)	1 176 138
	Total - Biens immobilisés	11 365 000	14 244 700	(2 879 700)	1 176 138

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1114-1	Normes et sciences de l'environnement	
	Traitements et salaires	32 859 700
	Avantages sociaux	4 503 100
	Transports et communications	1 161 400
	Services	4 411 700
	Fournitures et matériel	1 428 600
	Paielements de transfert	
	Sciences de l'environnement et recherche technique	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	44 365 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Normes et sciences de l'environnement	44 365 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1114-2	Sciences de l'environnement — immobilisations	
	Autres opérations	1 636 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 636 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 478 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Normes et sciences de l'environnement	3 114 200
BIENS IMMOBILISÉS		
1114-3	Sciences de l'environnement et laboratoires — infrastructure	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	10 000 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 365 000
	Total à voter - Biens immobilisés	11 365 000
	Total (Biens immobilisés) - Normes et sciences de l'environnement	11 365 000

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116

Ce crédit a les responsabilités suivantes : assurer la surveillance, à l'échelon provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutenir toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs, les enquêtes sur les infractions et le respect du droit environnemental protégeant l'air, les sols et l'eau, y compris l'eau potable salubre; faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable, qui continuera de surveiller la salubrité de l'eau potable de la province de l'Ontario et qui fait rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conformité environnementale et application des lois	94 110 500	90 970 400	3 140 100	89 595 074
3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	891 600	834 500	57 100	686 444
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		95 002 100	91 804 900	3 197 200	90 281 518
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 300	1 300	-	-
L	Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		2 300	2 300	-	-
Total - Charges de fonctionnement		95 004 400	91 807 200	3 197 200	90 281 518
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Assainissement de l'environnement — immobilisations	3 000	3 000	-	-
7	Conformité environnementale et application des lois - immobilisations	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		4 000	3 000	1 000	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	900 700	14 500	886 200	9 711
Total - Crédits législatifs		900 700	14 500	886 200	9 711
Total - Charges d'immobilisations		904 700	17 500	887 200	9 711
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Conformité environnementale et opérations — infrastructure	1 000	5 409 300	(5 408 300)	3 734 216
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	5 409 300	(5 408 300)	3 734 216
Total - Biens immobilisés		1 000	5 409 300	(5 408 300)	3 734 216

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1116-1	Conformité environnementale et application des lois	
	Traitements et salaires	76 180 600
	Avantages sociaux	10 728 200
	Transports et communications	538 500
	Services	6 022 200
	Fournitures et matériel	641 000
	Paielements de transfert	
	Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	890 000
	Total partiel	95 000 500
	Moins : Recouvrements	890 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	94 110 500
1116-3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	
	Traitements et salaires	242 400
	Avantages sociaux	34 100
	Transports et communications	1 000
	Services	613 100
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	891 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 300
Crédits législatifs		
	Paielements de transfert	
L	Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Conformité environnementale et opérations	95 004 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1116-5	Assainissement de l'environnement — immobilisations	
	Services	1 000
	Paielements de transfert	
	Assainissement de l'environnement - immobilisations	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	3 000

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1116-7	Conformité environnementale et application des lois immobilisations	
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	900 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Conformité environnementale et opérations	904 700
BIENS IMMOBILISÉS		
1116-6	Conformité environnementale et opérations — infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Conformité environnementale et opérations	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

NATURE ET DES PARCS

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique pour la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Le crédit est chargé de diriger la modernisation du programme d'évaluations environnementales et de veiller à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Évaluations et permissions environnementales	28 571 400	28 848 000	(276 600)	28 954 762
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 571 400	28 848 000	(276 600)	28 954 762
	Total - Charges de fonctionnement	28 571 400	28 848 000	(276 600)	28 954 762
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Évaluations et permissions environnementales — immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
	Total - Crédits législatifs	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
	Total - Charges d'immobilisations	3 852 000	3 852 000	-	3 851 036
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Évaluations et permissions environnementales — infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1118-1	Évaluations et permissions environnementales	
	Traitements et salaires	23 145 800
	Avantages sociaux	3 251 900
	Transports et communications	328 100
	Services	1 493 700
	Fournitures et matériel	351 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	28 571 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Évaluations et permissions environnementales	28 571 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1118-3	Évaluations et permissions environnementales — immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Évaluations et permissions environnementales	3 852 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1118-2	Évaluations et permissions environnementales — infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Évaluations et permissions environnementales	1 000

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du Plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique, de renforcement de la résilience et de facilitation d'un développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et débris urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Action en matière de changement climatique et résilience	15 768 500	20 813 200	(5 044 700)	16 259 062
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 768 500	20 813 200	(5 044 700)	16 259 062
	Total - Charges de fonctionnement	15 768 500	20 813 200	(5 044 700)	16 259 062
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Action en matière de changement climatique et résilience – immobilisations	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1119-1	Action en matière de changement climatique et résilience	
	Traitements et salaires	11 086 500
	Avantages sociaux	2 120 100
	Transports et communications	75 200
	Services	2 351 500
	Fournitures et matériel	84 200
	Paievements de transfert	
	Changement climatique	51 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	15 768 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Action en matière de changement climatique et résilience	15 768 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1119-2	Action en matière de changement climatique et résilience – immobilisations	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Action en matière de changement climatique et résilience	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, aux Offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Parcs Ontario	15 361 500	11 387 700	3 973 800	16 541 900
2	Conservation et protection de l'eau	44 689 500	46 549 600	(1 860 100)	31 837 248
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	60 051 000	57 937 300	2 113 700	48 379 148
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	60 052 000	57 938 300	2 113 700	48 379 148
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Parcs Ontario — immobilisations	10 947 700	5 367 700	5 580 000	2 464 237
5	Conservation et protection de l'eau — immobilisations	18 200 000	6 375 000	11 825 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	29 147 700	11 742 700	17 405 000	2 464 237
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	7 268 600	6 876 000	392 600	5 563 621
	Total - Crédits législatifs	7 268 600	6 876 000	392 600	5 563 621
	Total - Charges d'immobilisations	36 416 300	18 618 700	17 797 600	8 027 858
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure de Parcs Ontario	13 484 500	13 484 500	-	3 207 355
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	13 484 500	13 484 500	-	3 207 355
	Total - Biens immobilisés	13 484 500	13 484 500	-	3 207 355

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1120-1	Parcs Ontario		
	Traitements et salaires		59 239 700
	Avantages sociaux		8 417 000
	Transports et communications		2 148 200
	Services		28 540 600
	Fournitures et matériel		17 073 100
	Paiements de transfert		
	Parcs Ontario - intendance des ressources	105 000	
	Programmes d'emploi des jeunes	1 000	
	Partenariat pour la protection des espaces verts	1 600 000	
	Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario	20 000	1 726 000
	Total partiel		117 144 600
	Moins : Recouvrements		101 783 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		15 361 500
1120-2	Conservation et protection de l'eau		
	Traitements et salaires		11 206 500
	Avantages sociaux		1 553 500
	Transports et communications		119 700
	Services		9 693 000
	Fournitures et matériel		336 600
	Paiements de transfert		
	Protection des sources d'eau	7 169 800	
	Initiative pour le bassin versant de la rivière Muskoka	2 500 000	
	Grands Lacs	6 360 400	
	Lac Simcoe	1 250 000	
	Intendance des espèces en péril en Ontario	4 500 000	21 780 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		44 689 500

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des terres et des eaux		60 052 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1120-3	Parcs Ontario — immobilisations		
	Transports et communications		104 800
	Services		5 925 000
	Fournitures et matériel		1 516 900
	Paiements de transfert		
	Partenariat pour la protection des espaces verts - immobilisations	3 400 000	
	Investissement dans l'infrastructure partagée	1 000	3 401 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		10 947 700
1120-5	Conservation et protection de l'eau — immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Amélioration de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales municipales	12 200 000	
	Programmes de protection des terres humides	6 000 000	18 200 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		18 200 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		7 268 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des terres et des eaux		36 416 300

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
1120-4	Infrastructure de Parcs Ontario	
	Terrains	1 000
	Immeubles - traitements et salaires	145 000
	Immeubles - avantages sociaux	20 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 312 300
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	50 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	6 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 956 900
	Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires	106 000
	Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux	10 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 636 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	240 000
Total à voter - Biens immobilisés		13 484 500
Total (Biens immobilisés) - Gestion des terres et des eaux		13 484 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	330 708 014	326 129 803
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	6 850 400
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 562 400)	(4 070 100)
Total - Charges de fonctionnement redressées	327 145 614	328 910 103

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministère des Finances soutient les politiques et stratégies économiques, budgétaires et fiscales du gouvernement de l'Ontario et supervise le programme d'emprunt et de gestion de la dette de la province. Le ministère prépare le budget de l'Ontario et gère les liens budgétaires que l'Ontario entretient avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et les municipalités de l'Ontario. En conjonction avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, il gère également le Trésor et les politiques budgétaires et financières provinciales et publie des rapports sur des sujets financiers divers.

Le ministère élabore des politiques pour le secteur des services financiers de l'Ontario et appuie la réglementation des établissements et des intermédiaires qui font affaire dans ce secteur dans la province. Il fait également rapport sur l'évolution économique et démographique et fournit du soutien analytique et stratégique sur ces thèmes ainsi que du leadership en matière de statistique et une surveillance des tendances qui influent sur la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Le ministère administre une variété de lois fiscales provinciales et de programmes de crédits d'impôts et d'avantages fiscaux et il gère la relation de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le ministère supervise par ailleurs différents organismes rattachés au ministre des Finances.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1201	Programme d'administration du ministère	34 466 900	36 398 300	(1 931 400)	39 153 727
1202	Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	21 828 800	22 039 600	(210 800)	16 977 529
1203	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	16 090 000	261 328 100	(245 238 100)	147 361 223
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 003 956 000	982 879 000	21 077 000	916 241 589
-	Programme de soutien à la population et à l'emploi	-	4 965 600 000	(4 965 600 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 076 341 700	6 268 245 000	(5 191 903 300)	1 119 734 068
Crédits législatifs					
	Programme du Trésor	12 419 223 900	12 407 133 000	12 090 900	11 610 130 672
	Autres crédits législatifs	50 783 914	50 783 914	-	103 817 743
Total du ministère - Charges de fonctionnement		13 546 349 514	18 726 161 914	(5 179 812 400)	12 833 682 483

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	184 771 500	160 089 900	24 681 600	87 484 074
	Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	27 211 300	27 211 300	-	26 054 083
	Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	121 539 900	118 530 700	3 009 200	110 799 741
	Redressement de consolidation - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	108 454 600	(144 902 900)	253 357 500	(9 869 600)
	Autres redressements - Commission des services financiers de l'Ontario	-	-	-	17 104 461
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(13 070 536)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général pour l'Office ontarien de financement	(2 212 900)	(2 169 500)	(43 400)	-
	Redressement de consolidation - Office ontarien de réglementation des services financiers	94 934 200	94 375 000	559 200	64 289 028
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 201 645)
	Redressement de consolidation - programme du Trésor	885 973 200	979 042 700	(93 069 500)	983 774 270
	Redressement de consolidation - programme du Trésor - capitalisation des intérêts pour d'autres secteurs	(175 130 300)	(186 847 400)	11 717 100	(99 263 153)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		14 791 891 014	19 771 491 714	(4 979 600 700)	13 999 783 206

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1201	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1202	Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	20 000 000	20 000 000	-	-
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	650 000	650 000	-	450 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		20 651 000	20 651 000	-	450 000
Crédits législatifs		35 700 000	37 200 000	(1 500 000)	36 639 248
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		56 351 000	57 851 000	(1 500 000)	37 089 248
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1203	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	-	1 000	(1 000)	-
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	2 000	(1 000)	-
Crédits législatifs		1 000	1 000	-	2 637 609
Total du ministère - Charges d'immobilisations		2 000	3 000	(1 000)	2 637 609
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements		675 000	1 000 000	(325 000)	569 992
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement		699 000	645 000	54 000	611 000
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario		8 781 000	5 836 200	2 944 800	4 127 102
Autres redressements - Commission des services financiers de l'Ontario		-	-	-	3 359 753
Redressement de consolidation - Autorité ontarienne de réglementation des services financiers		3 422 000	2 313 000	1 109 000	1 380 526
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		13 579 000	9 797 200	3 781 800	12 685 982

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
1203	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	-	1 000	(1 000)	-
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	2 000	(1 000)	-
Total du ministère - Biens immobilisés		1 000	2 000	(1 000)	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		14 805 470 014	19 781 288 914	(4 975 818 900)	14 012 469 188

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	34 466 900	36 398 300	(1 931 400)	39 153 727
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	34 466 900	36 398 300	(1 931 400)	39 153 727
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 389
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 690
	Total - Charges de fonctionnement	34 531 914	36 463 314	(1 931 400)	39 219 417
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 247 600
	Avantages sociaux		2 739 500
	Transports et communications		1 097 700
	Services		11 548 700
	Fournitures et matériel		833 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			34 466 900
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	3 614 400	
	Avantages sociaux	389 600	
	Transports et communications	305 400	
	Services	233 700	
	Fournitures et matériel	77 200	4 620 300
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	7 730 700	
	Avantages sociaux	1 572 600	
	Transports et communications	428 200	
	Services	2 162 600	
	Fournitures et matériel	353 900	12 248 000
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 621 800	
	Avantages sociaux	308 200	
	Transports et communications	35 200	
	Services	149 800	
	Fournitures et matériel	64 800	2 179 800
Services de communication			
	Traitements et salaires	5 280 700	
	Avantages sociaux	469 100	
	Transports et communications	73 600	
	Services	110 900	
	Fournitures et matériel	164 100	6 098 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	255 300	
	Services	8 891 700	
	Fournitures et matériel	173 400	9 320 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		34 466 900
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		34 531 914
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1201-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la collaboration avec d'autres autorités législatives pour faciliter le travail du régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux. Le programme supervise également l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers et gère les activités résiduelles découlant de la transition et de la dissolution de la Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à plusieurs initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, notamment la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux ainsi que la vente au détail et la distribution du cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers ou de l'ancienne Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	7 793 600	7 816 300	(22 700)	4 689 635
7	Entreprises publiques	8 890 000	9 012 200	(122 200)	6 793 999
8	Politiques en matière de services financiers	5 144 200	5 210 100	(65 900)	5 493 895
12	Tribunal des services financiers	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	21 828 800	22 039 600	(210 800)	16 977 529
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	21 829 800	22 040 600	(210 800)	16 977 529

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Biens stratégiques – Prêts et investissements	20 000 000	20 000 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		20 000 000	20 000 000	-	-
L	Prêts et investissements - <i>Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers</i>	3 000 000	4 500 000	(1 500 000)	6 853 000
Total - Crédits législatifs		3 000 000	4 500 000	(1 500 000)	6 853 000
Total - Actifs de fonctionnement		23 000 000	24 500 000	(1 500 000)	6 853 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1202-6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	
	Traitements et salaires	5 919 600
	Avantages sociaux	739 200
	Transports et communications	47 500
	Services	1 032 000
	Fournitures et matériel	55 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 793 600
1202-7	Entreprises publiques	
	Traitements et salaires	4 234 300
	Avantages sociaux	531 900
	Transports et communications	122 400
	Services	4 134 200
	Fournitures et matériel	108 600
	Total partiel	9 131 400
	Moins : Recouvrements	241 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	8 890 000
1202-8	Politiques en matière de services financiers	
	Traitements et salaires	3 735 100
	Avantages sociaux	625 700
	Transports et communications	68 600
	Services	878 700
	Fournitures et matériel	62 700
	Total partiel	5 370 800
	Moins : Recouvrements	226 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 144 200

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1202-12	Tribunal des services financiers	
	Traitements et salaires	171 400
	Avantages sociaux	22 300
	Transports et communications	12 300
	Services	552 600
	Fournitures et matériel	1 700
	Total partiel	760 300
	Moins : Recouvrements	759 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	21 829 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1202-9	Biens stratégiques – Prêts et investissements	
	Prêts et investissements	
	Autres prêts - Stelco	20 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	20 000 000
Crédits législatifs		
	Prêts et investissements	
L	Prêts et investissements - <i>Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers</i>	3 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	23 000 000

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques économiques	11 625 300	11 807 800	(182 500)	11 827 853
8	Bureau du budget	4 335 700	4 391 300	(55 600)	3 970 170
12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	129 000	245 129 000	(245 000 000)	131 563 200
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 090 000	261 328 100	(245 238 100)	147 361 223
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	1 000	1 000	-	26 200 000
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	26 200 000
	Total - Charges de fonctionnement	16 092 000	261 330 100	(245 238 100)	173 561 223

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
-	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		-	1 000	(1 000)	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Crédits législatifs	-	1 000	(1 000)	-
Total - Charges d'immobilisations		-	2 000	(2 000)	-
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		-	1 000	(1 000)	-
Total - Biens immobilisés		-	1 000	(1 000)	-

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1203-1	Politiques économiques	
	Traitements et salaires	9 246 800
	Avantages sociaux	1 125 900
	Transports et communications	166 100
	Services	778 500
	Fournitures et matériel	308 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 625 300
1203-8	Bureau du budget	
	Traitements et salaires	3 650 800
	Avantages sociaux	455 100
	Transports et communications	71 800
	Services	115 800
	Fournitures et matériel	42 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 335 700
1203-12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Revenu réservé du secteur de l'électricité	129 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	129 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	16 092 000

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation, le tabac, les ventes, l'administration des successions et les cotisations sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.), exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des particuliers et des familles à faible revenu, ainsi que des services de vérification du revenu et des améliorations au service à la clientèle pour d'autres programmes d'avantages fiscaux, et réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale. Le programme gère également les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et de textes législatifs régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, gère les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme assure aussi la surveillance du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	447 046 700	405 523 000	41 523 700	349 530 460
5	Tribunal des services financiers	9 276 100	9 471 900	(195 800)	8 498 630
6	Politiques fiscales	24 765 100	25 016 000	(250 900)	22 871 472
7	Relations provinciales-municipales en matière de finances	522 868 100	542 868 100	(20 000 000)	535 341 027
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 003 956 000	982 879 000	21 077 000	916 241 589
L	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000	5 500 000	-	5 175 643
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900	45 215 900	-	72 376 410
Total - Crédits législatifs		50 715 900	50 715 900	-	77 552 053
Total - Charges de fonctionnement		1 054 671 900	1 033 594 900	21 077 000	993 793 642

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Actifs	650 000	650 000	-	450 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	650 000	650 000	-	450 000
L	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	20 300 000	20 300 000	-	18 784 163
L	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	6 200 000	6 200 000	-	5 192 669
L	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	6 200 000	6 200 000	-	5 809 416
	Total - Crédits législatifs	32 700 000	32 700 000	-	29 786 248
	Total - Actifs de fonctionnement	33 350 000	33 350 000	-	30 236 248
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Taxes, avantages fiscaux et prestations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	2 637 609
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	2 637 609
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	1 000	1 000	2 637 609
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Taxes, avantages fiscaux et prestations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations		
	Traitements et salaires		80 920 800
	Avantages sociaux		12 384 600
	Transports et communications		3 936 000
	Services		161 671 300
	Fournitures et matériel		2 107 200
	Paielements de transfert		
	Intervention contre la COVID-19 - remise pour les impôts fonciers à l'intention des entreprises	35 000 000	
	Régime de revenu annuel garanti	153 931 400	
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	120 000	189 051 400
	Total partiel		450 071 300
	Moins : Recouvrements		3 024 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		447 046 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>			
	Traitements et salaires	13 991 400	
	Avantages sociaux	2 302 600	
	Transports et communications	635 000	
	Services	150 196 500	
	Fournitures et matériel	637 000	167 762 500

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Observation fiscale et avantages fiscaux				
	Traitements et salaires		66 929 400	
	Avantages sociaux		10 082 000	
	Transports et communications		3 301 000	
	Services		11 474 800	
	Fournitures et matériel		1 470 200	
	Paiements de transfert			
	Intervention contre la COVID-19 - remise pour les impôts fonciers à l'intention des entreprises	35 000 000		
	Régime de revenu annuel garanti	153 931 400		
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	120 000	189 051 400	
	Total partiel		282 308 800	
	Moins : Recouvrements		3 024 600	279 284 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement			447 046 700
1209-5	Tribunal des services financiers			
	Traitements et salaires			6 997 400
	Avantages sociaux			1 030 500
	Transports et communications			186 900
	Services			863 600
	Fournitures et matériel			197 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement			9 276 100
1209-6	Politiques fiscales			
	Traitements et salaires			6 633 200
	Avantages sociaux			859 100
	Transports et communications			182 400
	Services			16 975 400
	Fournitures et matériel			115 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement			24 765 100

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-7	Relations provinciales-municipales en matière de finances		
	Paiements de transfert		
	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	501 850 000	
	Paiements spéciaux aux municipalités	16 693 100	
	Paiement d'atténuation transitoire	4 325 000	522 868 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		522 868 100
Crédits législatifs			
	Services		
L	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 500 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		45 215 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances		1 054 671 900

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1209-2	Actifs	
	Avances et montants récupérables	
	Régime de revenu annuel garanti	650 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	650 000
Crédits législatifs		
	Avances et montants récupérables	
L	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	20 300 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	6 200 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	6 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	33 350 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1209-3	Taxes, avantages fiscaux et prestations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1209-4	Taxes, avantages fiscaux et prestations	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000

PROGRAMME DU TRÉSOR

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

Sommaire
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>	12 419 223 900	12 407 133 000	12 090 900	11 610 130 672
	Total - Charges de fonctionnement	12 419 223 900	12 407 133 000	12 090 900	11 610 130 672

PROGRAMME DU TRÉSOR, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	Crédits législatifs		
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
	À des fins générales	12 241 207 500	
	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	399 300 000	
	Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	696 000	12 641 203 500
	Moins : Intérêt capitalisé dans les crédits ministériels		60 457 600
	Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		74 763 000
	Moins : Intérêts sur les investissements		484 759 000
			12 021 223 900
	Intérêt sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		398 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Trésor		12 419 223 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	15 728 812 914	12 836 333 483
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(2 651 000)	(2 651 000)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	3 000 000 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	18 726 161 914	12 833 682 483

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

À titre d'administrateur de la *Loi sur les services en français* et de principal conseiller du gouvernement sur les affaires francophones et les services en français, le ministère des Affaires francophones (MAFO) travaille avec les ministères pour veiller à ce que les services en français soient offerts au public dans les régions désignées de la province; il offre des conseils spécialisés et soutient les ministères et les organismes gouvernementaux dans leurs efforts visant à fournir des services en français accessibles et de qualité supérieure de sorte que les politiques et les programmes répondent aux besoins des francophones et aux obligations du gouvernement en vertu de la *Loi sur les services en français*; il formule des recommandations quant à la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes et coordonne la mise en œuvre des services en français dans les régions nouvellement désignées; il fait la promotion des affaires francophones au sein du gouvernement et s'associe à des ministères clés dans le cadre d'initiatives liées aux politiques et programmes visant à renforcer la communauté francophone; il forge des liens avec la communauté francophone et facilite des initiatives gouvernementales qui améliorent la vie des citoyennes et des citoyens francophones; il travaille avec d'autres ordres de gouvernement pour promouvoir la francophonie de l'Ontario et rehausser l'image de la province tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	8 756 600	6 028 700	2 727 900	4 965 876
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 756 600	6 028 700	2 727 900	4 965 876
	Crédits législatifs	16 173	16 173	-	16 667
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	8 772 773	6 044 873	2 727 900	4 982 543
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	8 772 773	6 044 873	2 727 900	4 982 543
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	8 773 773	6 045 873	2 727 900	4 982 543

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301

Le ministère des Affaires francophones conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du ministère comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et la Commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la mise en œuvre d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que ces services soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la *Loi sur les services en français* et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne, du Fonds de secours pour les organismes francophones sans but lucratif suite à la COVID-19 et d'autres initiatives qui soutiennent les francophones; la collaboration avec les ministères partenaires pour stimuler le développement économique francophone; la participation à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Coordination des affaires francophones	8 756 600	6 028 700	2 727 900	4 965 876
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 756 600	6 028 700	2 727 900	4 965 876
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Charges de fonctionnement	8 772 773	6 044 873	2 727 900	4 982 543
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1301-1	Coordination des affaires francophones		
	Traitements et salaires		2 243 100
	Avantages sociaux		238 200
	Transports et communications		118 500
	Services		1 777 800
	Fournitures et matériel		79 000
	Paielements de transfert		
	Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	300 000	
	Fonds de secours pour les organismes francophones sans but lucratif suite à la COVID-19	2 000 000	
	Programme d'appui à la francophonie ontarienne	2 000 000	4 300 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		8 756 600
Crédits législatifs			
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires francophones		8 772 773
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1301-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des affaires francophones		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1301-2	Programme des affaires francophones		
	Autres opérations		
	Autre bien matériel		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires francophones		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 088 273	5 025 943
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(43 400)	(43 400)
Total - Charges de fonctionnement redressées	6 044 873	4 982 543

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs est déterminé à aider la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic à devenir, de même que les services offerts par les organismes, plus accessibles, fiables et pratiques. L'amélioration de la prestation de services numériques, la protection des consommateurs et l'optimisation des dépenses sont au cœur de sa démarche visant à obtenir de meilleurs résultats pour la population ontarienne.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1801	Programme d'administration du ministère	32 546 100	33 829 300	(1 283 200)	32 372 027
1809	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 643 800	16 643 900	(100)	15 471 088
1811	Services communs de l'Ontario	180 909 100	152 159 700	28 749 400	155 872 913
1814	Programme ServiceOntario	239 780 800	221 088 600	18 692 200	252 105 486
1816	Services aux consommateurs	16 930 400	14 999 800	1 930 600	13 137 848
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	72 362 800	65 446 300	6 916 500	67 833 211
1820	Projets d'infrastructure du gouvernement	373 878 900	291 922 900	81 956 000	102 650 738
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	133 364 100	131 520 000	1 844 100	111 235 506
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 066 416 000	927 610 500	138 805 500	750 678 817
Crédits législatifs		18 869 014	19 013 014	(144 000)	7 499 442
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 085 285 014	946 623 514	138 661 500	758 178 259
Redressement de consolidation - hôpitaux		-	-	-	(962 531)
Redressement de consolidation et autres - Portefeuille immobilier général		482 445 900	555 156 600	(72 710 700)	597 213 601
Redressement de consolidation et autres - Programme d'utilisation des couloirs de transport d'électricité		(17 053 800)	(16 987 500)	(66 300)	(16 578 871)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(1 300 000)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 550 677 114	1 484 792 614	65 884 500	1 336 550 458

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1801	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1811	Services communs de l'Ontario	1 000	1 000	-	3 774 682
1816	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 200 000	1 150 000	50 000	750 000
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	25 000 000	25 000 000	-	27 403 141
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		26 203 000	26 153 000	50 000	31 927 823
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		26 203 000	26 153 000	50 000	31 927 823
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1801	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1809	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 060 700	3 155 100	(94 400)	3 245 613
1811	Services communs de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
1814	Programme ServiceOntario	1 000	2 000 000	(1 999 000)	583 598
1816	Services aux consommateurs	2 000	2 000	-	-
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
1820	Projets d'infrastructure du gouvernement	97 387 800	82 543 600	14 844 200	87 752 096
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	9 183 500	9 741 800	(558 300)	10 014 823
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		109 640 000	97 447 500	12 192 500	101 596 130
Crédits législatifs		19 702 700	11 910 800	7 791 900	14 788 387
Total du ministère - Charges d'immobilisations		129 342 700	109 358 300	19 984 400	116 384 517
Redressement de consolidation - Portefeuille immobilier général		207 897 500	126 626 300	81 271 200	154 666 496
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(651 552)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		337 240 200	235 984 600	101 255 600	270 399 461

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
1811	Services communs de l'Ontario	3 000	23 476 000	(23 473 000)	2 937 659
1814	Programme ServiceOntario	6 934 300	9 207 400	(2 273 100)	8 078 535
1816	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	4 060 852
1820	Projets d'infrastructure du gouvernement	436 847 400	304 827 500	132 019 900	175 198 357
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	63 528 100	62 537 400	990 700	44 918 989
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		507 314 800	400 050 300	107 264 500	235 194 392
Total du ministère - Biens immobilisés		507 314 800	400 050 300	107 264 500	235 194 392
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		1 887 917 314	1 720 777 214	167 140 100	1 606 949 919

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la coordination des initiatives de politiques et ministérielles. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	32 546 100	33 829 300	(1 283 200)	32 372 027
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 546 100	33 829 300	(1 283 200)	32 372 027
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	32 610 114	33 893 314	(1 283 200)	32 437 995
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 436 400
	Avantages sociaux		2 439 700
	Transports et communications		236 100
	Services		11 158 300
	Fournitures et matériel		275 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		32 546 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 779 100	
	Avantages sociaux	461 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	109 200	
	Fournitures et matériel	142 700	3 562 200
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	10 322 500	
	Avantages sociaux	1 348 200	
	Transports et communications	99 600	
	Services	1 396 800	
	Fournitures et matériel	45 500	13 212 600
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	10 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	30 200	
	Services	8 427 000	
	Fournitures et matériel	17 100	8 486 300
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	3 325 500	
	Avantages sociaux	348 400	
	Transports et communications	32 300	
	Services	774 000	
	Fournitures et matériel	67 100	4 547 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 999 300	
	Avantages sociaux	279 900	
	Transports et communications	4 000	
	Services	451 300	
	Fournitures et matériel	3 200	2 737 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		32 546 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		32 610 114
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1801-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1801-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000

INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES - CRÉDIT 1809

La Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques est responsable du leadership stratégique général concernant la garde des documents, l'accès à l'information et la protection de la vie privée pour la fonction publique de l'Ontario, les organismes et certains éléments du secteur parapublic. Elle supervise le fonctionnement et la prestation des services publics offerts par les Archives de l'Ontario (les plus grandes archives provinciales au Canada). Cette fonction inclut la collecte, la préservation, la gestion et l'accessibilité des documents gouvernementaux et privés d'importance historique et provinciale. La Division veille également à l'apport continu d'améliorations à l'accès, la protection et l'utilisation de l'information du gouvernement par la modernisation des services et le renforcement des canaux numériques.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 643 800	16 643 900	(100)	15 471 088
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 643 800	16 643 900	(100)	15 471 088
Total - Charges de fonctionnement		16 643 800	16 643 900	(100)	15 471 088
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 060 700	3 155 100	(94 400)	3 245 613
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 060 700	3 155 100	(94 400)	3 245 613
Total - Charges d'immobilisations		3 060 700	3 155 100	(94 400)	3 245 613

INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1809-7	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Traitements et salaires	8 585 200
	Avantages sociaux	1 377 200
	Transports et communications	519 800
	Services	14 991 900
	Fournitures et matériel	168 700
	Paielements de transfert	
	Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	1 000
	Total partiel	25 643 800
	Moins : Recouvrements	9 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	16 643 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 643 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1809-8	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Services	3 060 700
	Total à voter - Charges d'immobilisations	3 060 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 060 700

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811

Les Services communs de l'Ontario offrent à tous les ministères, aux fonctionnaires, à certains organismes et à certaines entités du secteur parapublic des services internes centralisés. Le programme permet l'exécution efficiente et efficace des activités internes essentielles du gouvernement, notamment l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement, le traitement des opérations financières, le traitement et l'administration des paiements de transfert, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques. Le programme est aussi responsable de l'orientation générale et de l'obligation de rendre compte en matière de paiements de transfert pour Approvisionnement Ontario, un organisme d'approvisionnement centralisé qui permet l'application d'une approche pangouvernementale dans l'achat de biens et de services.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Services communs de l'Ontario	180 907 100	152 157 700	28 749 400	155 872 913
27	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	1 000	1 000	-	-
31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		180 909 100	152 159 700	28 749 400	155 872 913
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	13 500 000	13 500 000	-	7 266 561
	Total - Crédits législatifs	13 500 000	13 500 000	-	7 266 561
Total - Charges de fonctionnement		194 409 100	165 659 700	28 749 400	163 139 474
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Services communs de l'Ontario	1 000	1 000	-	3 774 682
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	3 774 682
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	3 774 682
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	Services communs de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	2 000	-	-
L	Amortissement - Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	7 357 900	2 643 200	4 714 700	6 192 678
	Total - Crédits législatifs	7 357 900	2 643 200	4 714 700	6 192 678
Total - Charges d'immobilisations		7 359 900	2 645 200	4 714 700	6 192 678

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
14	Services communs de l'Ontario	3 000	23 476 000	(23 473 000)	2 937 659
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		3 000	23 476 000	(23 473 000)	2 937 659
Total - Biens immobilisés		3 000	23 476 000	(23 473 000)	2 937 659

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1811-5	Services communs de l'Ontario	
	Traitements et salaires	114 712 200
	Avantages sociaux	16 637 800
	Transports et communications	7 001 900
	Services	36 636 700
	Fournitures et matériel	1 434 700
	Paielements de transfert	
	Gestion centralisée de la chaîne d'approvisionnement	36 550 400
	Autres opérations	
	Autres opérations - autre	862 500
	Total partiel	213 836 200
	Moins : Recouvrements	32 929 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	180 907 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	13 500 000
1811-27	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	
	Services	58 001 000
	Moins : Recouvrements	58 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
1811-31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Traitements et salaires	2 855 300
	Avantages sociaux	412 600
	Transports et communications	100 900
	Services	9 668 100
	Fournitures et matériel	140 700
	Total partiel	13 177 600
	Moins : Recouvrements	13 176 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services communs de l'Ontario	194 409 100

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1811-6	Services communs de l'Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services communs de l'Ontario	1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1811-12	Services communs de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	13 844 100
	Moins : Recouvrements	6 486 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Services communs de l'Ontario	7 359 900
	BIENS IMMOBILISÉS	
1811-14	Services communs de l'Ontario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	3 000
	Total (Biens immobilisés) - Services communs de l'Ontario	3 000

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels et service d'inscription des entreprises. Il aide les Ontariens par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier, en ligne, etc.).

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ServiceOntario	239 780 800	221 088 600	18 692 200	252 105 486
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	239 780 800	221 088 600	18 692 200	252 105 486
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000	5 001 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000	301 000	-	166 913
	Total - Crédits législatifs	5 302 000	5 302 000	-	166 913
	Total - Charges de fonctionnement	245 082 800	226 390 600	18 692 200	252 272 399
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	ServiceOntario	1 000	2 000 000	(1 999 000)	583 598
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	2 000 000	(1 999 000)	583 598
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 352 600	6 776 100	1 576 500	6 844 080
	Total - Crédits législatifs	8 352 600	6 776 100	1 576 500	6 844 080
	Total - Charges d'immobilisations	8 353 600	8 776 100	(422 500)	7 427 678
BIENS IMMOBILISÉS					
3	ServiceOntario	6 934 300	9 207 400	(2 273 100)	8 078 535
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	6 934 300	9 207 400	(2 273 100)	8 078 535
	Total - Biens immobilisés	6 934 300	9 207 400	(2 273 100)	8 078 535

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1814-1	ServiceOntario	
	Traitements et salaires	112 235 300
	Avantages sociaux	17 718 600
	Transports et communications	17 654 700
	Services	97 300 400
	Fournitures et matériel	12 440 100
	Total partiel	257 349 100
	Moins : Recouvrements	17 568 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	239 780 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ServiceOntario	245 082 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1814-2	ServiceOntario	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 352 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme ServiceOntario	8 353 600

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
1814-3	ServiceOntario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	948 100
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	152 700
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 835 500
	Total partiel	6 936 300
	Moins : Recouvrements	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	6 934 300
	Total (Biens immobilisés) - Programme ServiceOntario	6 934 300

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816

Les Services aux consommateurs sont responsables de politiques, de programmes et de services adaptés aux besoins de la population et des entreprises de l'Ontario. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs s'engagent à protéger les consommateurs, mettent en œuvre des politiques relatives à tout un éventail de questions touchant la protection des consommateurs et la sécurité du public et soutiennent le renouvellement du droit des entreprises en Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux consommateurs	16 930 400	14 999 800	1 930 600	13 137 848
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 930 400	14 999 800	1 930 600	13 137 848
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	16 932 400	15 001 800	1 930 600	13 137 848
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Services aux consommateurs	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	3 000	3 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1816-1	Services aux consommateurs	
	Traitements et salaires	12 957 900
	Avantages sociaux	1 626 800
	Transports et communications	466 200
	Services	1 443 700
	Fournitures et matériel	60 800
	Paievements de transfert	
	Subventions pour les services aux consommateurs	375 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	16 930 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux consommateurs	16 932 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1816-3	Services aux consommateurs	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services aux consommateurs	1 000

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1816-4	Services aux consommateurs	
	Autres opérations	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux consommateurs	3 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1816-6	Services aux consommateurs	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services aux consommateurs	1 000

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique, Création d'emplois et Commerce, Services aux aînés et Accessibilité, Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Infrastructure et Affaires francophones). Le Groupement fournit la technologie de l'information dont les ministères et organismes partenaires ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer leurs activités et la prestation des services au public, aux entreprises et au personnel. Le Groupement est également responsable de la Solution organisationnelle de l'InfoCentre qui, en tant que service central commun obligatoire, rend possible l'exécution de plus de 40 programmes dans tout le gouvernement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	72 362 800	65 446 300	6 916 500	67 833 211
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	72 362 800	65 446 300	6 916 500	67 833 211
	Total - Charges de fonctionnement	72 362 800	65 446 300	6 916 500	67 833 211
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 200 000	1 150 000	50 000	750 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 200 000	1 150 000	50 000	750 000
	Total - Actifs de fonctionnement	1 200 000	1 150 000	50 000	750 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 478 400	2 487 500	(9 100)	1 750 629
	Total - Crédits législatifs	2 478 400	2 487 500	(9 100)	1 750 629
	Total - Charges d'immobilisations	2 480 400	2 489 500	(9 100)	1 750 629
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	4 060 852
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	4 060 852
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	4 060 852

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1817-1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Traitements et salaires	29 399 800
	Avantages sociaux	4 062 200
	Transports et communications	159 300
	Services	82 826 000
	Fournitures et matériel	47 800
	Total partiel	116 495 100
	Moins : Recouvrements	44 132 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	72 362 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	72 362 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1817-7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 200 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 200 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1817-3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Services	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	3 670 900
	Moins : Recouvrements	1 192 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 480 400

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1817-6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 1820

Le programme des projets d'infrastructure du gouvernement est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement. Pour ce faire, il prépare les politiques, les lois et l'exécution des programmes. Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour mettre en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme. Celui-ci est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et de renforcer l'efficacité de la main-d'œuvre au sein du gouvernement, des organismes et du secteur parapublic. Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en éliminant les espaces de bureau aux loyers élevés loués à des tiers et en refaçonnant les lieux et les processus de travail de la fonction publique de l'Ontario (FPO) afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et la rénovation de l'édifice Whitney.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Biens immobiliers	373 878 900	291 922 900	81 956 000	102 650 738
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	373 878 900	291 922 900	81 956 000	102 650 738
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	144 000	(144 000)	-
	Total - Crédits législatifs	-	144 000	(144 000)	-
	Total - Charges de fonctionnement	373 878 900	292 066 900	81 812 000	102 650 738
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Biens immobiliers	97 386 800	82 542 600	14 844 200	87 752 096
4	Biens immobiliers – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	97 387 800	82 543 600	14 844 200	87 752 096
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> - Programme des biens immobiliers	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	97 388 800	82 544 600	14 844 200	87 752 096
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Biens immobiliers	436 847 400	304 827 500	132 019 900	175 198 357
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	436 847 400	304 827 500	132 019 900	175 198 357
	Total - Biens immobilisés	436 847 400	304 827 500	132 019 900	175 198 357

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 1820, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1820-1	Biens immobiliers		
	Traitements et salaires		10 372 700
	Avantages sociaux		1 151 100
	Transports et communications		130 800
	Services		371 718 500
	Fournitures et matériel		147 600
	Paielements de transfert		
	Transactions immobilières	2 726 400	
	Parc fédéral de la Rouge	1 000	2 727 400
	Autres opérations		17 007 700
	Total partiel		403 255 800
	Moins : Recouvrements		29 376 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		373 878 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Projets d'infrastructure du gouvernement		373 878 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1820-2	Biens immobiliers		
	Services		97 111 600
	Paielements de transfert		
	Transactions immobilières		1 000
	Autres opérations		274 200
	Total à voter - Charges d'immobilisations		97 386 800
1820-4	Biens immobiliers – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> - Programme des biens immobiliers		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Projets d'infrastructure du gouvernement		97 388 800

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 1820, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1820-3	Biens immobiliers	
	Terrains	32 858 500
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	401 160 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 828 800
	Total à voter - Biens immobilisés	436 847 400
	Total (Biens immobilisés) - Projets d'infrastructure du gouvernement	436 847 400

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique de l'Ontario (FPO), des organismes et du secteur parapublic. Cela inclut une feuille de route gouvernementale en technologie afin de tirer les bénéfices d'une gestion stratégique des technologies, des produits et des services, et la coordination des investissements technologiques à l'échelle de tous les ministères. Ces plans transformeront la prestation des services au public et apporteront des solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables. Le programme veille à la sécurité permanente des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes, à l'établissement et à la tenue à jour des politiques opérationnelles, des normes techniques et des lignes directrices de la FPO en TI et à la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	133 364 100	131 520 000	1 844 100	111 235 506
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	133 364 100	131 520 000	1 844 100	111 235 506
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	133 365 100	131 521 000	1 844 100	111 235 506
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	25 000 000	25 000 000	-	27 403 141
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	25 000 000	25 000 000	-	27 403 141
	Total - Actifs de fonctionnement	25 000 000	25 000 000	-	27 403 141
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 183 500	9 741 800	(558 300)	10 014 823
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 183 500	9 741 800	(558 300)	10 014 823
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 510 800	1 000	1 509 800	1 000
	Total - Crédits législatifs	1 510 800	1 000	1 509 800	1 000
	Total - Charges d'immobilisations	10 694 300	9 742 800	951 500	10 015 823

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	63 528 100	62 537 400	990 700	44 918 989
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		63 528 100	62 537 400	990 700	44 918 989
Total - Biens immobilisés		63 528 100	62 537 400	990 700	44 918 989

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1821-1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	150 033 200
	Avantages sociaux	21 322 700
	Transports et communications	49 394 400
	Services	197 968 600
	Fournitures et matériel	18 078 100
	Total partiel	436 797 000
	Moins : Recouvrements	303 432 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	133 364 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	133 365 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1821-4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Dépôts et charges payées d'avance	25 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	25 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	25 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1821-2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Services	9 182 500
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	9 183 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	53 023 800
	Moins : Recouvrements	51 513 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	10 694 300

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1821-3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Matériel de technologie de l'information	51 513 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	12 015 100
	Total à voter - Biens immobilisés	63 528 100
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	63 528 100

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	891 407 914	701 346 302
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	85 178 800	89 373 088
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(29 963 200)	(32 541 131)
Total - Charges de fonctionnement redressées	946 623 514	758 178 259

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le ministère de la Santé travaille pour enrayer la propagation de la COVID-19 en faisant preuve d'adaptabilité et de réactivité au fil de la crise.

Parallèlement, le ministère s'attache à mettre fin à la prestation des soins de santé de couloir, à aider la population à rester en santé, à fournir des soins de haute qualité au moment et à l'endroit où les gens en ont besoin et à renforcer la pérennité de notre système de santé.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1401	Programme d'administration du ministère	99 055 100	101 547 000	(2 491 900)	91 321 719
1402	Programme des politiques de santé et de la recherche	796 879 700	794 309 000	2 570 700	744 770 497
1403	Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information	323 507 300	194 208 100	129 299 200	198 267 478
1405	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	23 464 624 300	22 157 038 400	1 307 585 900	21 529 519 894
1406	Programme de la santé de la population et de la santé publique	4 547 542 700	7 685 464 000	(3 137 921 300)	1 314 843 081
1412	Programmes provinciaux et intendance	2 579 143 800	2 239 202 600	339 941 200	2 219 112 169
1413	Systèmes informatiques	174 144 500	144 822 800	29 321 700	136 786 471
1416	Services et programmes de santé	30 624 537 600	30 611 246 700	13 290 900	27 657 268 361
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		62 609 435 000	63 927 838 600	(1 318 403 600)	53 891 889 670
Crédits législatifs		89 392	89 392	-	836 935
Total du ministère - Charges de fonctionnement		62 609 524 392	63 927 927 992	(1 318 403 600)	53 892 726 605

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - hôpitaux	4 235 519 500	3 226 959 500	1 008 560 000	3 872 698 536
	Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire	25 729 800	28 419 100	(2 689 300)	42 229 119
	Redressement de consolidation - ORNGE	(23 149 500)	(37 957 700)	14 808 200	(20 969 905)
	Redressement de consolidation - financement des collèges	(2 894 800)	(3 988 000)	1 093 200	(32 409 244)
	Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	(13 406 200)	(14 735 600)	1 329 400	(25 133 877)
	Redressement de consolidation - Santé Ontario	5 303 630 500	4 027 159 100	1 276 471 400	3 771 852 242
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(7 336 400)	(7 489 600)	153 200	(30 685 110)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 930 031)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	72 127 617 292	71 146 294 792	981 322 500	61 468 378 335
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1401	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
1402	Programme des politiques de santé et de la recherche	4 500 000	4 500 000	-	1 000 000
1405	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	781 900 000	(768 900 000)	13 000 000
1406	Programme de la santé de la population et de la santé publique	750 000	750 000	-	-
1412	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	5 729 400
1416	Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	62 089 000	830 989 000	(768 900 000)	57 836 000
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	62 089 000	830 989 000	(768 900 000)	57 836 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1413	Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	-
1416	Services et programmes de santé	19 216 100	26 716 100	(7 500 000)	15 934 600
1407	Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	1 604 151 400	1 335 270 100	268 881 300	1 489 685 201
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 623 368 500	1 361 987 200	261 381 300	1 505 619 801
Crédits législatifs		16 249 100	17 400 700	(1 151 600)	15 046 176
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 639 617 600	1 379 387 900	260 229 700	1 520 665 977
Redressement de consolidation - hôpitaux		356 855 600	614 799 700	(257 944 100)	327 013 807
Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire		2 881 700	4 157 300	(1 275 600)	4 497 080
Redressement de consolidation - ORNGE		16 347 000	12 734 900	3 612 100	11 163 800
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé		(6 101 500)	(13 359 200)	7 257 700	(6 449 006)
Redressement de consolidation - Santé Ontario		2 285 300	(38 082 000)	40 367 300	2 486 470
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(3 189 000)	(21 694 300)	18 505 300	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		2 008 696 700	1 937 944 300	70 752 400	1 859 378 128
BIENS IMMOBILISÉS					
1413	Systèmes informatiques	28 034 300	29 283 900	(1 249 600)	7 919 090
1416	Services et programmes de santé	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		28 034 300	29 284 900	(1 250 600)	7 919 090
Total du ministère - Biens immobilisés		28 034 300	29 284 900	(1 250 600)	7 919 090
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		74 136 313 992	73 084 239 092	1 052 074 900	63 327 756 463

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et au ministre des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leurs portefeuilles et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; approvisionnement; installations; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications, gestion de projet et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment la prestation de services, de soutien et de conseils financiers à d'autres intervenants pour contribuer à l'atteinte des buts et objectifs ministériels en appliquant des pratiques modernes de contrôle financier s'appuyant sur des prévisions, la préparation de rapports et le contrôle des dépenses de gestion pour l'année en cours ainsi que la présentation de rapports ministériels aux organismes centraux dans le cadre des documents financiers internes et publics.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	91 953 000	94 444 900	(2 491 900)	84 790 551
2	Commission ontarienne d'examen	7 102 100	7 102 100	-	6 531 168
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	99 055 100	101 547 000	(2 491 900)	91 321 719
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	17 467
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	86 392	86 392	-	83 435
	Total - Charges de fonctionnement	99 141 492	101 633 392	(2 491 900)	91 405 154

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		44 554 000
	Avantages sociaux		12 186 700
	Transports et communications		3 359 700
	Services		31 297 700
	Fournitures et matériel		631 600
	Total partiel		92 029 700
	Moins : Recouvrements		76 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		91 953 000
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	5 007 600	
	Avantages sociaux	622 200	
	Transports et communications	231 100	
	Services	539 500	
	Fournitures et matériel	10 500	6 410 900
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	29 811 400	
	Avantages sociaux	10 135 100	
	Transports et communications	2 539 800	
	Services	23 454 000	
	Fournitures et matériel	476 400	
	Total partiel	66 416 700	
	Moins : Recouvrements	76 700	66 340 000
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	2 815 600	
	Avantages sociaux	408 300	
	Transports et communications	57 300	
	Services	412 200	
	Fournitures et matériel	10 700	3 704 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	6 798 700	
	Avantages sociaux	1 018 600	
	Transports et communications	476 000	
	Services	4 281 600	
	Fournitures et matériel	89 200	12 664 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	120 700	
	Avantages sociaux	2 500	
	Transports et communications	55 500	
	Services	2 610 400	
	Fournitures et matériel	44 800	2 833 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		91 953 000
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
1401-2	Commission ontarienne d'examen		
	Traitements et salaires		1 280 100
	Avantages sociaux		204 100
	Transports et communications		607 800
	Services		4 953 500
	Fournitures et matériel		56 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 102 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		99 141 492

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1401-6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
1401-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques de santé et recherche	796 879 700	794 309 000	2 570 700	744 770 497
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	796 879 700	794 309 000	2 570 700	744 770 497
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	131 500
	Total - Crédits législatifs	-	-	-	131 500
	Total - Charges de fonctionnement	796 879 700	794 309 000	2 570 700	744 901 997
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques de santé et recherche	4 500 000	4 500 000	-	1 000 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	4 500 000	4 500 000	-	1 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	4 500 000	4 500 000	-	1 000 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1402-1	Politiques de santé et recherche		
	Traitements et salaires		15 633 000
	Avantages sociaux		2 467 000
	Transports et communications		525 400
	Services		9 315 600
	Fournitures et matériel		127 800
	Paielements de transfert		
	Formation clinique	740 868 300	
	Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé	27 942 600	768 810 900
Total à voter - Charges de fonctionnement			796 879 700
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			796 879 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1402-2	Politiques de santé et recherche		
	Avances et montants récupérables		
	Formation clinique		4 500 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement			4 500 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			4 500 000

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1403

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé rationalisera l'approche de l'Ontario en matière de prestation de services de santé par des solutions numériques en s'orientant vers des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes et réduire la fragmentation et les doublons. Le programme établira les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et mettra à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possible. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de gestion de l'information et de protection de la vie privée soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques, la législation et la réglementation afin d'orienter l'utilisation appropriée des données sur la santé de la population ontarienne et de veiller à la gestion et au partage de ces données dans un cadre protégeant la vie privée.

De plus, la prestation des services de conception, d'élaboration et d'exécution de l'analytique des mégadonnées fait partie des objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie Priorité au numérique pour la santé.

La Division de la planification de la capacité et de l'analytique soutient la planification des systèmes, l'élaboration des politiques, la conception des programmes, le rendement, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 14 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Solutions numériques pour la santé et gestion de l'information	323 507 300	194 208 100	129 299 200	198 267 478
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		323 507 300	194 208 100	129 299 200	198 267 478
Total - Charges de fonctionnement		323 507 300	194 208 100	129 299 200	198 267 478

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1403-1	Solutions numériques pour la santé et gestion de l'information		
	Traitements et salaires		17 611 500
	Avantages sociaux		2 555 300
	Transports et communications		246 600
	Services		12 107 600
	Fournitures et matériel		261 200
	Paiements de transfert		
	Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes	263 544 700	
	Gestion de l'information sur le système de santé	27 180 400	290 725 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			323 507 300
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information			323 507 300

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires (y compris les tests génétiques), l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile) ainsi que la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Assurance-santé de l'Ontario	17 463 884 800	16 769 311 200	694 573 600	16 183 918 005
2	Programmes de médicaments	5 469 352 400	4 878 940 100	590 412 300	4 813 199 297
4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	531 387 100	508 787 100	22 600 000	532 402 592
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		23 464 624 300	22 157 038 400	1 307 585 900	21 529 519 894
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	501 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	501 000
Total - Charges de fonctionnement		23 464 626 300	22 157 040 400	1 307 585 900	21 530 020 894
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	781 900 000	(768 900 000)	13 000 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		13 000 000	781 900 000	(768 900 000)	13 000 000
Total - Actifs de fonctionnement		13 000 000	781 900 000	(768 900 000)	13 000 000

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1405-1	Assurance-santé de l'Ontario		
	Traitements et salaires		45 392 400
	Avantages sociaux		7 982 200
	Transports et communications		3 402 200
	Services		17 480 800
	Fournitures et matériel		502 700
	Paiements de transfert		
	Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	16 962 204 800	
	Établissements de santé autonomes	52 177 900	
	Programme des services aux régions insuffisamment desservies	30 864 000	
	Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	48 181 600	
	Services de télétriage	24 822 200	
	Programme de gestion de la qualité - Services de laboratoire	4 748 900	
	Services de sages-femmes	203 521 900	
	Stratégie de prévention des maladies	2 524 600	
	Initiatives pour la qualité des services de santé	60 078 600	17 389 124 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		17 463 884 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
1405-2	Programmes de médicaments		
	Traitements et salaires		9 155 900
	Avantages sociaux		1 298 600
	Transports et communications		806 800
	Services		15 996 500
	Fournitures et matériel		105 100
	Paiements de transfert		
	Programme de médicaments de l'Ontario		5 442 389 500
	Total partiel		5 469 752 400
	Moins : Recouvrements		400 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 469 352 400

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
1405-4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	
	Traitements et salaires	3 180 500
	Avantages sociaux	461 200
	Transports et communications	579 000
	Services	901 000
	Fournitures et matériel	29 000
	Paielements de transfert	
	Programme de fournitures et d'appareils et accessoires fonctionnels	526 236 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	531 387 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario	23 464 626 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1405-5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	
	Avances et montants récupérables	
	Paielements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	10 000 000
	Services de sages-femmes	3 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	13 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique, qui comprend la Modernisation du système de santé publique (en association avec la Division de l'intervention contre la pandémie et de la modernisation du système de santé publique), et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Santé de la population et santé publique	4 547 542 700	1 518 564 000	3 028 978 700	1 314 843 081
-	Intervention contre la COVID-19 : fonds pour le secteur de la santé	-	6 166 900 000	(6 166 900 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		4 547 542 700	7 685 464 000	(3 137 921 300)	1 314 843 081
Total - Charges de fonctionnement		4 547 542 700	7 685 464 000	(3 137 921 300)	1 314 843 081
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Santé de la population et santé publique	750 000	750 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		750 000	750 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		750 000	750 000	-	-

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1406-4	Santé de la population et santé publique		
	Traitements et salaires		16 221 500
	Avantages sociaux		2 312 900
	Transports et communications		912 400
	Services		26 209 500
	Fournitures et matériel		1 001 300
	Paielements de transfert		
	Organismes de santé locaux officiels	1 083 640 300	
	Épidémies	273 187 100	
	Prévention de la tuberculose	9 113 900	
	Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	2 062 400	
	Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	393 217 900	
	Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	68 121 900	
	Ontario sans fumée	18 795 400	
	Intervention contre la COVID-19	2 652 746 200	4 500 885 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			4 547 542 700
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique			4 547 542 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1406-6	Santé de la population et santé publique		
	Avances et montants récupérables		
	Organismes locaux officiels responsables de la santé		750 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement			750 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique			750 000

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, qui assurent le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) de l'agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la *Loi sur les ambulances*. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze Centres de répartition d'ambulances financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes provinciaux	1 313 420 100	1 034 274 300	279 145 800	1 080 915 099
2	Services de santé d'urgence	1 217 648 000	1 154 143 700	63 504 300	1 091 371 600
4	Intendance	48 075 700	50 784 600	(2 708 900)	46 825 470
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 579 143 800	2 239 202 600	339 941 200	2 219 112 169
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	121 000
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	121 000
	Total - Charges de fonctionnement	2 579 144 800	2 239 203 600	339 941 200	2 219 233 169
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	5 729 400
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 729 400	5 729 400	-	5 729 400
	Total - Actifs de fonctionnement	5 729 400	5 729 400	-	5 729 400

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE - N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1412-1	Programmes provinciaux		
	Paielements de transfert		
	Fonctionnement des établissements connexes	27 475 000	
	Société canadienne du sang	706 780 100	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	102 874 200	
	Services communautaires et prioritaires	476 290 800	1 313 420 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 313 420 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
1412-2	Services de santé d'urgence		
	Traitements et salaires		46 537 500
	Avantages sociaux		8 432 900
	Transports et communications		2 746 800
	Services		10 488 400
	Fournitures et matériel		578 800
	Paielements de transfert		
	Paielements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	874 064 400	
	Paielements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	74 445 800	
	Ambulances aériennes	200 353 400	1 148 863 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 217 648 000
1412-4	Intendance		
	Traitements et salaires		33 944 100
	Avantages sociaux		4 472 600
	Transports et communications		2 582 100
	Services		6 943 100
	Fournitures et matériel		133 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		48 075 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		2 579 144 800

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1412-5	Programmes provinciaux et intendance		
	Avances et montants récupérables		
	Paiements pour services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	500 000	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	375 000	
	Services communautaires et prioritaires	4 393 400	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	461 000	5 729 400
Total à voter - Actifs de fonctionnement			5 729 400
Total (Actifs de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance			5 729 400

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques et d'ITI économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	174 144 500	144 822 800	29 321 700	136 786 471
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	174 144 500	144 822 800	29 321 700	136 786 471
	Total - Charges de fonctionnement	174 144 500	144 822 800	29 321 700	136 786 471
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	15 836 100	16 987 700	(1 151 600)	14 687 861
	Total - Crédits législatifs	15 836 100	16 987 700	(1 151 600)	14 687 861
	Total - Charges d'immobilisations	15 837 100	16 988 700	(1 151 600)	14 687 861
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Systèmes informatiques	28 034 300	29 283 900	(1 249 600)	7 919 090
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	28 034 300	29 283 900	(1 249 600)	7 919 090
	Total - Biens immobilisés	28 034 300	29 283 900	(1 249 600)	7 919 090

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1413-1	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	
	Traitements et salaires	48 058 200
	Avantages sociaux	7 308 900
	Transports et communications	2 455 700
	Services	113 326 900
	Fournitures et matériel	2 994 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	174 144 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Systèmes informatiques	174 144 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1413-3	Systèmes informatiques	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	15 836 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Systèmes informatiques	15 837 100
BIENS IMMOBILISÉS		
1413-4	Systèmes informatiques	
	Matériel de technologie de l'information	2 587 800
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	25 446 500
	Total à voter - Biens immobilisés	28 034 300
	Total (Biens immobilisés) - Systèmes informatiques	28 034 300

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario pour mettre en œuvre les stratégies liées au système de santé élaborées par le ministère. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que Santé Ontario assume la responsabilité de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé.

Santé Ontario exerce les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés*. Des responsabilités administratives supplémentaires sont énoncées dans le protocole d'entente, tandis que les attentes en matière de financement opérationnel et de rendement sont définies dans la lettre du mandat de Santé Ontario émise par le ministère et dans l'entente de responsabilité conclue entre Santé Ontario et le ministère.

Santé Ontario gère les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale.

De plus, dans le cadre de ses programmes (cancer et dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, Services numériques, qualité des services de santé, services de dons et de greffes d'organes et de tissus, programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé et soutien aux activités de coordination régionale), Santé Ontario est responsable des activités suivantes :

- fournir du soutien d'arrière-guichet aux organismes qui gèrent et exécutent les soins à domicile (TI, services financiers, ressources humaines, approvisionnement, base de données sur les soins à domicile, etc.);
- superviser les soins hautement spécialisés (p. ex., cancer, troubles rénaux, dons d'organes);
- gérer les programmes provinciaux de santé de la population (p. ex., dépistage du cancer);
- élaborer des normes cliniques et de qualité renforçant la prise en charge et la sécurité des patients;
- faciliter l'engagement des patients et les relations avec les patients;
- promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la stratégie Priorité au numérique en matière de santé du ministère pour offrir aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques;
- soutenir le recrutement et le maintien en poste des professionnels de la santé;
- planifier, coordonner, réaliser et soutenir les activités liées aux dons et aux greffes d'organes et de tissus;
- soutenir le Bureau de l'ombudsman des patients dans l'exercice de ses fonctions conformément à la *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous*;
- soutenir ou fournir des services de gestion de la chaîne d'approvisionnement aux fournisseurs de services de santé et aux organisations connexes;
- promouvoir l'intégration des services de santé et les équipes Santé Ontario pour permettre la prestation de services de santé appropriés, coordonnés et efficaces.

Ce crédit comprend également le financement de programmes de soins à domicile (p. ex., soins infirmiers, services de soutien à la personne et traitements) et d'autres services professionnels rendus à domicile, à l'école ou dans la collectivité. Les programmes de soins à domicile incluent également les services de soins palliatifs fournis à domicile et dans les maisons de soins palliatifs.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de santé	28 017 729 800	28 086 938 900	(69 209 100)	25 090 133 541
2	Programmes et administration	2 606 807 800	2 524 307 800	82 500 000	2 567 134 820
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	30 624 537 600	30 611 246 700	13 290 900	27 657 268 361
	Total - Charges de fonctionnement	30 624 537 600	30 611 246 700	13 290 900	27 657 268 361
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Avances et montants récupérables	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
	Total - Actifs de fonctionnement	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Solutions numériques pour la santé — immobilisations	19 216 100	26 716 100	(7 500 000)	15 934 600
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		19 216 100	26 716 100	(7 500 000)	15 934 600
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	413 000	413 000	-	358 315
Total - Crédits législatifs		413 000	413 000	-	358 315
Total - Charges d'immobilisations		19 629 100	27 129 100	(7 500 000)	16 292 915
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Solutions numériques pour la santé	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		-	1 000	(1 000)	-
Total - Biens immobilisés		-	1 000	(1 000)	-

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1416-1	Services de santé			
	Paie­ments de transfert			
	Exploitation des hôpitaux	20 452 263 100		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	733 255 400		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100		
	Soins à domicile	3 295 505 400		
	Services communautaires de soutien	652 881 900		
	Logements avec services de soutien	340 942 300		
	Centres de santé communautaire	482 991 300		
	Traumatismes crâniens	65 081 200		
	Services communautaires de santé mentale	1 301 608 100		
	Programme de lutte contre les dépendances	254 495 200		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	434 748 800	28 017 729 800	
Total à voter - Charges de fonctionnement			28 017 729 800	
Sous-postes :				
Hôpitaux				
	Paie­ments de transfert			
	Exploitation des hôpitaux	20 452 263 100		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	733 255 400		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	21 189 475 600	21 189 475 600
Services communautaires				
	Paie­ments de transfert			
	Soins à domicile	3 295 505 400		
	Services communautaires de soutien	652 881 900		
	Logements avec services de soutien	340 942 300		
	Centres de santé communautaire	482 991 300		
	Traumatismes crâniens	65 081 200	4 837 402 100	4 837 402 100

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Santé mentale et Lutte contre les dépendances				
Paie­ments de trans­fert				
	Services communau­tai­res de santé men­tale	1 301 608 100		
	Pro­gram­me de lutte contre les dépendances	254 495 200		
	Santé men­tale des enfants et des jeunes	434 748 800	1 990 852 100	1 990 852 100
Total à voter - Charges de fonc­tion­ne­ment				28 017 729 800
1416-2	Pro­gram­mes et admi­nis­tra­tion			
Paie­ments de trans­fert				
	Solutions numériques pour la santé		203 456 100	
	Pro­gram­mes pour la qualité des services de santé		31 909 500	
	Soutien aux activités de coordina­tion ré­gion­ale		298 291 000	
	Services de traite­ment du cancer		1 915 896 900	
	Services de dons et de greffes d'organes et de tissus		58 741 100	
	Pro­gram­mes de dépistage du cancer		92 846 300	
	Pro­gram­mes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé		5 666 900	2 606 807 800
Total à voter - Charges de fonc­tion­ne­ment				2 606 807 800
Total (Charges de fonc­tion­ne­ment) - Services et programmes de santé				30 624 537 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1416-10	Avances et montants récupérables			
Avances et montants récupérables				
	Exploitation des hôpitaux		24 000 000	
	Soins à domicile		700 000	
	Services communau­tai­res de soutien		2 966 800	
	Logements avec services de soutien		793 500	
	Centres de santé communautaire		3 000 000	
	Traumatismes crâniens		246 300	
	Services communau­tai­res de santé men­tale		5 500 000	
	Pro­gram­me de lutte contre les dépendances		900 000	
	Services de traite­ment du cancer		1 000	38 107 600
Total à voter - Actifs de fonc­tion­ne­ment				38 107 600
Total (Actifs de fonc­tion­ne­ment) - Services et programmes de santé				38 107 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1416-3	Solutions numériques pour la santé — immobilisations	
	Paiements de transfert	
	Solutions numériques pour la santé - immobilisations	19 215 100
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	19 216 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	413 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services et programmes de santé	19 629 100

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407

Le programme d'Immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 604 151 400	1 335 270 100	268 881 300	1 489 685 201
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 604 151 400	1 335 270 100	268 881 300	1 489 685 201
Total - Charges d'immobilisations		1 604 151 400	1 335 270 100	268 881 300	1 489 685 201

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1407-1	Immobilisations dans le domaine de la santé		
	Paiements de transfert		
	Projets visant les grands hôpitaux	1 269 620 700	
	Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	175 000 000	
	Projets visant les petits hôpitaux	40 000 000	
	Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	34 500 000	
	Programmes de santé communautaire	44 511 100	
	Laboratoires de santé publique	16 437 800	
	Programmes des établissements de services de santé intégrés	20 000 000	1 600 069 600
	Autres opérations		
	Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	3 189 000	
	Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé	892 800	4 081 800
Total à voter - Charges d'immobilisations			1 604 151 400
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé			1 604 151 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	57 598 320 192	58 321 003 098
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	266 300	3 119 600
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(8 063 600)	(4 431 396 093)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	6 337 405 100	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	63 927 927 992	53 892 726 605

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	62 089 000	78 266 959
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(20 430 959)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	768 900 000	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	830 989 000	57 836 000

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	1 350 187 900	1 521 833 177
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(1 167 200)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	29 200 000	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	1 379 387 900	1 520 665 977

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE

Avant la COVID-19, les partenaires du ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture (MIPSTC) obtenaient des résultats spectaculaires à deux égards, économique et social. Le bilan économique se traduisait par des milliards de dollars d'activité économique et des centaines de milliers d'emplois dans chaque collectivité de la province.

Les industries du tourisme, des arts et de la création, les musées et bibliothèques publiques, les activités récréatives et le sport amateur ont été les premières et les plus touchées par la pandémie, et elles auront besoin de plus de temps que les autres pour se rétablir. Le ministère a agi rapidement pour protéger les secteurs du tourisme, de la culture, du patrimoine et du sport de l'Ontario en adoptant des mesures immédiates, p. ex. en adaptant ses programmes pour accélérer le financement de manière réactive et souple afin d'aider les entreprises et les organisations à s'adapter à un nouveau mode de vie et à une nouvelle façon de faire affaire pendant la pandémie.

Le ministère continue de dialoguer avec ses partenaires, d'adapter ses programmes existants et d'en créer de nouveaux pour soutenir les entreprises, les intervenants et les collectivités locales. Le moment venu, les pays et les collectivités rouvriront et l'Ontario doit être prêt à reconstruire et à aider les secteurs relevant du ministère dans leur rétablissement à court, moyen et long terme.

Dans une perspective d'avenir, le gouvernement transforme la Place de l'Ontario en une destination de classe mondiale, ouverte toute l'année, qui attirera des visiteurs locaux, provinciaux et étrangers – et qui pourrait comprendre des lieux de sport et de divertissement passionnants, des espaces et des parcs publics, des installations récréatives et des commerces de détail. Alors que la Place de l'Ontario célèbre son 50e anniversaire, elle jouera un rôle central dans la relance du patrimoine, de la culture, des loisirs et du tourisme pour tous les Ontariens après la pandémie – à la fois comme destination touristique et comme manifestation de notre forte identité culturelle en Ontario.

Le ministère dirige la remise des distinctions et prix de premier plan de l'Ontario au nom du gouvernement, par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario.

Les efforts soutenus du ministère contribueront à générer de l'activité économique, à créer des emplois et à stimuler les économies locales en établissant un environnement propice à la reconstruction et à l'épanouissement des entreprises et de leur personnel.

Les investissements dans les programmes ministériels alimentent la croissance économique dans les collectivités de toute la province, procurent des emplois et des débouchés à la population et aident les collectivités ontariennes à prospérer en mettant en valeur leurs atouts à l'étranger. Par ces investissements, le ministère garde à un rôle prépondérant à deux égards, en alimentant de bons résultats financiers et, tout aussi important, en renforçant l'identité et le tissu culturel de la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE **(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3801	Programme d'administration du ministère	23 985 000	24 364 500	(379 500)	29 654 952
3803	Sports, loisirs et programmes communautaires	59 979 400	61 026 500	(1 047 100)	57 604 340
3805	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	418 692 700	94 605 100	324 087 600	102 511 952
3806	Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	178 557 000	103 497 000	75 060 000	103 497 000
3808	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	602 135 900	704 341 500	(102 205 600)	735 832 907
3811	Programmes relatifs aux organismes	235 372 900	240 098 300	(4 725 400)	235 233 866
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 518 722 900	1 227 932 900	290 790 000	1 264 335 017
Crédits législatifs		99 360	99 360	-	649 824
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 518 822 260	1 228 032 260	290 790 000	1 264 984 841

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	7 022 000	10 190 000	(3 168 000)	4 931 046
	Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	35 000 000	54 603 500	(19 603 500)	51 033 873
	Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	639 900	1 363 000	(723 100)	3 252 610
	Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	14 071 800	11 184 900	2 886 900	7 436 293
	Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	20 742 000	28 521 400	(7 779 400)	36 507 817
	Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	34 295 000	42 112 100	(7 817 100)	39 905 669
	Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	1 257 500	1 292 400	(34 900)	1 393 878
	Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	84 556 400	107 069 500	(22 513 100)	100 623 527
	Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	14 346 400	17 750 400	(3 404 000)	16 739 136
	Redressement de consolidation - Science Nord	5 846 200	13 209 500	(7 363 300)	11 002 610
	Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - Parcs du Saint-Laurent	12 277 800	16 535 000	(4 257 200)	13 657 851
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(891 000)	(221 500)	(669 500)	(5 528 747)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(2 373 028)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 747 986 260	1 531 642 460	216 343 800	1 543 567 376

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3801	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3801	Programme d'administration du ministère	4 000	4 000	-	-
3803	Sports, loisirs et programmes communautaires	-	1 000	(1 000)	-
3804	Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	85 821 100	101 677 800	(15 856 700)	65 074 374
3805	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	85 827 100	101 684 800	(15 857 700)	65 074 374
	Crédits législatifs	4 000	4 000	-	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	85 831 100	101 688 800	(15 857 700)	65 074 374
	Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	473 500	789 000	(315 500)	(2 256 016)
	Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	11 100 000	11 009 300	90 700	10 761 248
	Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	514 000	697 400	(183 400)	1 263 714
	Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	1 423 500	2 347 000	(923 500)	467 657
	Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	234 000	250 000	(16 000)	317 974
	Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	7 248 000	7 247 000	1 000	7 769 000
	Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	210 000	270 000	(60 000)	379 770
	Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	14 679 500	13 653 700	1 025 800	11 348 996

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	(1 253 600)	5 703 400	(6 957 000)	3 341 865
	Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - Parcs du Saint-Laurent	(422 700)	(2 312 000)	1 889 300	(2 200 125)
	Redressement de consolidation - Science Nord	1 746 600	2 697 200	(950 600)	2 791 347
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(46 007 100)	(25 207 000)	(20 800 100)	-
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	75 776 800	118 833 800	(43 057 000)	99 059 804
BIENS IMMOBILISÉS					
3801	Programme d'administration du ministère	3 000	3 000	-	-
3805	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811	Programmes relatifs aux organismes	39 273 000	39 273 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	39 277 000	39 277 000	-	-
	Total du ministère - Biens immobilisés	39 277 000	39 277 000	-	-
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 823 763 060	1 650 476 260	173 286 800	1 642 627 180

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien aux programmes régionaux, politiques stratégiques générales, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères et à leurs organismes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 985 000	24 364 500	(379 500)	29 654 952
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 985 000	24 364 500	(379 500)	29 654 952
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	48 519	48 519	-	36 388
	Total - Crédits législatifs	96 360	96 360	-	85 689
	Total - Charges de fonctionnement	24 081 360	24 460 860	(379 500)	29 740 641
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	4 000	4 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 000	4 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 000	6 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère	3 000	3 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 000	3 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	3 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		16 935 300
	Avantages sociaux		1 980 500
	Transports et communications		934 000
	Services		3 550 300
	Fournitures et matériel		584 900
	Paielements de transfert		
	Programme Expérience Été		1 000
Total partiel			23 986 000
Moins : Recouvrements			1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			23 985 000
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 575 000	
	Avantages sociaux	313 400	
	Transports et communications	204 700	
	Services	100 900	
	Fournitures et matériel	83 400	3 277 400
Services de communication			
	Traitements et salaires	2 238 300	
	Avantages sociaux	348 400	
	Transports et communications	48 000	
	Services	95 900	
	Fournitures et matériel	121 000	2 851 600
Technologie de l'information			
	Services	1 155 100	1 155 100
Services juridiques			
	Traitements et salaires	207 400	
	Avantages sociaux	27 000	
	Transports et communications	17 500	
	Services	1 860 600	
	Fournitures et matériel	12 400	2 124 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services régionaux</i>		
	Traitements et salaires	5 920 200	
	Avantages sociaux	632 800	
	Transports et communications	541 200	
	Services	80 500	
	Fournitures et matériel	227 100	
	Paielements de transfert		
	Programme Expérience Été	1 000	
	Total partiel	7 402 800	
	Moins : Recouvrements	1 000	7 401 800
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 218 200	
	Avantages sociaux	91 000	
	Transports et communications	24 400	
	Services	54 100	
	Fournitures et matériel	26 200	1 413 900
	<i>Services de soutien financier et administratif</i>		
	Traitements et salaires	2 926 100	
	Avantages sociaux	362 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	183 200	
	Fournitures et matériel	95 300	3 636 800
	<i>Élaboration des politiques stratégiques et planification</i>		
	Traitements et salaires	1 850 100	
	Avantages sociaux	205 700	
	Transports et communications	28 200	
	Services	20 000	
	Fournitures et matériel	19 500	2 123 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 985 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	48 519
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	24 081 360
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3801-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	4 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	4 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	6 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3801-2	Administration du ministère	
	Terrains	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	3 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	3 000

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à hausser les niveaux de participation aux sports et à l'activité physique et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au sport amateur est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes en finançant des partenaires clés pour l'exécution de projets qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

Le Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario administre et exécute des programmes qui célèbrent les réalisations exceptionnelles des Ontariennes et Ontariens et qui saluent les personnes ayant contribué à une variété de secteurs et de collectivités de l'Ontario. Ces programmes servent à encourager l'engagement civique et la participation citoyenne.

Chaque année, le MIPSTC planifie, exécute et administre les programmes de distinction et de reconnaissance suivants :

Programmes de distinction (c.-à-d., médailles) :

- Ordre de l'Ontario
- Médaille du mérite civique de l'Ontario
- Médaille de bravoure des pompiers de l'Ontario
- Médaille de bravoure des policiers de l'Ontario.

Programmes de reconnaissance (c.-à-d., récompenses) :

Bravoure :

- Prix de bravoure des paramédicaux de l'Ontario

Prix du lieutenant-gouverneur :

- Prix David C. Onley pour le leadership en matière d'accessibilité
- Bourse d'études Hilary M. Weston
- Prix James Bartleman pour la création littéraire des jeunes Autochtones
- Prix Lincoln M. Alexander

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sports, loisirs et programmes communautaires	59 979 400	61 026 500	(1 047 100)	57 604 340
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	59 979 400	61 026 500	(1 047 100)	57 604 340
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	89 778
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	89 778
	Total - Charges de fonctionnement	59 980 400	61 027 500	(1 047 100)	57 694 118

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
-	Sports, loisirs et programmes communautaires	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		-	1 000	(1 000)	-
Total - Charges d'immobilisations		-	1 000	(1 000)	-

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3803-1	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Traitements et salaires		5 302 000
	Avantages sociaux		595 100
	Transports et communications		385 000
	Services		1 660 000
	Fournitures et matériel		408 100
	Paielements de transfert		
	Sport	27 354 000	
	Loisirs actifs	24 274 200	
	Reconnaissance	1 000	51 629 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		59 979 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sports, loisirs et programmes communautaires		59 980 400

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et de l'étranger – grâce à de possibles incontournables comme des attractions dans les domaines du sport et du divertissement ainsi que des commerces.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations touristiques et culturelles	85 821 100	101 677 800	(15 856 700)	65 074 374
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		85 821 100	101 677 800	(15 856 700)	65 074 374
Total - Charges d'immobilisations		85 821 100	101 677 800	(15 856 700)	65 074 374

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3804-1	Immobilisations touristiques et culturelles		
	Services		46 848 700
	Fournitures et matériel		1 000
	Paielements de transfert		
	Réparations et rénovations - immobilisations	24 870 400	
	Subventions à l'appui des sports et des loisirs	11 601 000	
	Subventions pour la culture	2 500 000	38 971 400
	Total à voter - Charges d'immobilisations		85 821 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations touristiques et culturelles		85 821 100

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, à l'archéologie, aux musées, au patrimoine, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministère travaille avec des partenaires aux fins suivantes : stimuler les capacités communautaires en matière de conservation du patrimoine ontarien; mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles, patrimoniales et archéologiques; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, l'enregistrement musical et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; attirer des investissements du secteur privé; soutenir la planification et le développement économique dans les régions par l'intermédiaire des organismes touristiques régionaux afin de bâtir une industrie touristique plus solide et concurrentielle.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	418 692 700	94 605 100	324 087 600	102 511 952
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	418 692 700	94 605 100	324 087 600	102 511 952
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	98 285
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	98 285
	Total - Charges de fonctionnement	418 693 700	94 606 100	324 087 600	102 610 237
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3805-1	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	
	Traitements et salaires	10 812 400
	Avantages sociaux	1 328 100
	Transports et communications	152 100
	Services	1 426 800
	Fournitures et matériel	98 100
	Paielements de transfert	
	Subventions pour les régions touristiques	35 005 200
	Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	19 500 000
	Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques	100 500 000
	Paielement de transfert concernant l'Initiative relative au patrimoine	7 000 000
	Relance et soutien du tourisme	150 000 000
	Subvention de l'Ontario pour les organismes confessionnels et culturels	50 000 000
	Soutien au secteur des arts	2 245 800
	Soutien au secteur du patrimoine	5 730 600
	Soutien au secteur des bibliothèques	25 394 600
	Service des bibliothèques de l'Ontario - Nord	1 000 000
	Fonds ontarien d'investissement dans l'industrie de la musique	7 000 000
	Service des bibliothèques de l'Ontario - Sud	1 500 000
	Total partiel	418 693 700
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	418 692 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	418 693 700

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3805-3	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3805-2	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Fondation Trillium de l'Ontario	178 557 000	103 497 000	75 060 000	103 497 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	178 557 000	103 497 000	75 060 000	103 497 000
	Total - Charges de fonctionnement	178 557 000	103 497 000	75 060 000	103 497 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3806-1	Fondation Trillium de l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Fondation Trillium de l'Ontario	178 557 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	178 557 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	178 557 000

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies dans la province pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	602 135 900	704 341 500	(102 205 600)	735 832 907
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		602 135 900	704 341 500	(102 205 600)	735 832 907
Total - Charges de fonctionnement		602 135 900	704 341 500	(102 205 600)	735 832 907

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3808-1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		
	Paielements de transfert		
	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	4 405 900	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	49 558 000	
	Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	201 669 000	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	75 698 400	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	270 804 600	602 135 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		602 135 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		602 135 900

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

Le programme relatif aux organismes est chargé de mener les initiatives ministérielles de modernisation et de transformation des organismes et de veiller à ce que ceux-ci reçoivent des fonds de stabilisation à l'appui de leurs besoins opérationnels.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes relatifs aux organismes	235 372 900	240 098 300	(4 725 400)	235 233 866
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	235 372 900	240 098 300	(4 725 400)	235 233 866
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	376 072
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	376 072
	Total - Charges de fonctionnement	235 373 900	240 099 300	(4 725 400)	235 609 938
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes relatifs aux organismes	39 273 000	39 273 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	39 273 000	39 273 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	39 273 000	39 273 000	-	-

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3811-1	Programmes relatifs aux organismes		
	Traitements et salaires		9 527 900
	Avantages sociaux		1 306 900
	Transports et communications		277 200
	Services		2 104 500
	Fournitures et matériel		867 100
	Paiements de transfert		
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
	Conseil des arts de l'Ontario	64 937 400	
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	28 450 300	
	Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300	
	Centre des sciences de l'Ontario	19 364 100	
	Jardins botaniques royaux	4 036 000	
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
	Science Nord	6 828 900	
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800	
	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	2 070 000	
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500	
	Soutien au secteur des organismes et des attractions	1 000	
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	221 289 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			235 372 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du renouvellement et de la mise en œuvre</i>			
	Traitements et salaires	2 255 200	
	Avantages sociaux	228 200	
	Transports et communications	75 200	
	Services	191 400	
	Fournitures et matériel	54 000	
	Paiements de transfert		
	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	2 070 000	4 874 000

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Relations avec les organismes et responsabilisation</i>			
	Traitements et salaires		7 272 700	
	Avantages sociaux		1 078 700	
	Transports et communications		202 000	
	Services		1 913 100	
	Fournitures et matériel		813 100	
	Paielements de transfert			
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800		
	Conseil des arts de l'Ontario	64 937 400		
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	28 450 300		
	Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300		
	Centre des sciences de l'Ontario	19 364 100		
	Jardins botaniques royaux	4 036 000		
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900		
	Science Nord	6 828 900		
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800		
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500		
	Soutien au secteur des organismes et des attractions	1 000		
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	219 219 300	230 498 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement			235 372 900
Crédits législatifs				
	Autres opérations			
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>			1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes relatifs aux organismes			235 373 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3811-3	Programmes relatifs aux organismes			
	Autres opérations			1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations			1 000
Crédits législatifs				
	Autres opérations			
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>			1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes relatifs aux organismes			2 000

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
3811-2	Programmes relatifs aux organismes	
	Terrains	39 272 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	39 273 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes relatifs aux organismes	39 273 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 228 831 160	1 265 783 741
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(798 900)	(798 900)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 228 032 260	1 264 984 841

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les Autochtones, à orienter les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et à soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2001	Programme des affaires autochtones	81 715 500	77 511 000	4 204 500	81 320 007
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	81 715 500	77 511 000	4 204 500	81 320 007
	Crédits législatifs	1 019 014	1 491 014	(472 000)	5 172 304
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	82 734 514	79 002 014	3 732 500	86 492 311
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(3 055 202)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	82 734 514	79 002 014	3 732 500	83 437 109
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2001	Programme des affaires autochtones	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2001	Programme des affaires autochtones	6 733 900	3 001 000	3 732 900	2 972 561
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 733 900	3 001 000	3 732 900	2 972 561
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	6 733 900	3 001 000	3 732 900	2 972 561
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	89 468 414	82 003 014	7 465 400	86 409 670

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001

Le mandat du ministère des Affaires autochtones (MAA) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Administration du ministère	11 848 600	9 314 200	2 534 400	11 991 696
1	Affaires autochtones	69 864 900	68 194 800	1 670 100	55 228 311
2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	2 000	2 000	-	14 100 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	81 715 500	77 511 000	4 204 500	81 320 007
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	3 657
L	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, <i>convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986</i>	954 000	1 426 000	(472 000)	5 168 647
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 019 014	1 491 014	(472 000)	5 172 304
	Total - Charges de fonctionnement	82 734 514	79 002 014	3 732 500	86 492 311
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones	6 733 900	3 001 000	3 732 900	2 972 561
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 733 900	3 001 000	3 732 900	2 972 561
	Total - Charges d'immobilisations	6 733 900	3 001 000	3 732 900	2 972 561

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2001-4	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	4 417 000
	Avantages sociaux	450 000
	Transports et communications	312 600
	Services	6 598 800
	Fournitures et matériel	70 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 848 600
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
2001-1	Affaires autochtones	
	Traitements et salaires	10 797 300
	Avantages sociaux	1 130 300
	Transports et communications	716 700
	Services	11 413 400
	Fournitures et matériel	197 300
	Paievements de transfert	
	Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	1 924 900
	Fonds de développement économique pour les Autochtones	7 000 000
	Fonds de participation	6 500 000
	Soutien au fonds de négociations communautaires	12 725 000
	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure - administration	150 000
	Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	6 110 000
	Fonds pour les nouvelles relations	14 500 000
	Fonds de développement économique des Métis	3 000 000
	Total partiel	76 164 900
	Moins : Recouvrements	6 300 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	69 864 900

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	Crédits législatifs		
	Paiements de transfert		
L	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986		954 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
2001-2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale		
	Paiements de transfert		
	Règlement des revendications territoriales	1 000	
	Règlements négociés	1 000	2 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires autochtones		82 734 514
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2001-3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	6 000 000	
	Règlements négociés	733 900	6 733 900
	Total à voter - Charges d'immobilisations		6 733 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires autochtones		6 733 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	79 214 414	86 704 711
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(212 400)	(212 400)
Total - Charges de fonctionnement redressées	79 002 014	86 492 311

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

Le ministère de l'Infrastructure est chargé de diriger l'élaboration des politiques et la planification infrastructurelles afin de renforcer les collectivités et l'économie de l'Ontario. Il est aussi responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes d'infrastructure, y compris en collaboration avec le gouvernement fédéral dans le cadre de programmes de financement conjoint. Le ministère a pour autre responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre de politiques efficaces de gestion des biens, de surveiller Infrastructure Ontario et Waterfront Toronto et d'établir des politiques de financement de l'infrastructure, y compris, mais sans s'y limiter, des partenariats publics-privés.

Le ministère a diverses grandes priorités : orienter le plan d'infrastructure de la province; coordonner la recherche pour soutenir l'amélioration de la planification de l'infrastructure fondée sur des données probantes et de la prise de décisions connexes; travailler avec les administrations locales pour renforcer la planification et la mise en œuvre de la gestion des biens; diriger l'« initiative efficace » en matière de gestion des biens immobilisés afin d'améliorer les modes de planification, d'approvisionnement et d'exécution liés à l'infrastructure; élaborer et mettre en œuvre le cadre pour les propositions spontanées; élaborer et mettre en œuvre une stratégie provinciale pour les réseaux cellulaire et à large bande; diriger les négociations et la mise en œuvre des programmes d'infrastructures fédéraux-provinciaux et municipaux; surveiller Infrastructure Ontario et Waterfront Toronto pour veiller à ce que les mandats de ces organismes soient conformes aux priorités de la province.

Le ministère a la responsabilité législative à l'égard d'Infrastructure Ontario, ainsi que celle de Waterfront Toronto en partenariat avec le gouvernement fédéral et la cité de Toronto.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4001	Programme d'administration du ministère	5 532 800	5 966 400	(433 600)	6 378 942
4003	Politiques et planification infrastructurelles	16 530 100	14 384 100	2 146 000	11 930 440
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		22 062 900	20 350 500	1 712 400	18 309 382
Crédits législatifs		65 014	65 014	-	65 690
Total du ministère - Charges de fonctionnement		22 127 914	20 415 514	1 712 400	18 375 072
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(1 262 480)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		123 723 800	126 609 500	(2 885 700)	96 304 164
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto		3 395 100	6 050 700	(2 655 600)	2 498 384
Redressement de consolidation - conseils scolaires		-	-	-	(485 802)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		149 246 814	153 075 714	(3 828 900)	115 429 338

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4001	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
4003	Politiques et planification infrastructurelles	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000	(2 000)	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		-	2 000	(2 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4003	Politiques et planification infrastructurelles	1 373 808 900	706 940 700	666 868 200	285 607 442
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 373 808 900	706 940 700	666 868 200	285 607 442
Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 373 809 900	706 940 700	666 869 200	285 607 442
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		3 000 000	2 418 000	582 000	1 758 460
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto		18 405 000	-	18 405 000	(38 813 400)
Redressement de consolidation - conseils scolaires		-	-	-	(6 136 227)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 395 214 900	709 358 700	685 856 200	242 416 275
BIENS IMMOBILISÉS					
4003	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		1 544 461 714	862 434 414	682 027 300	357 845 613

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001

Le Programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme d'administration du ministère	5 532 800	5 966 400	(433 600)	6 378 942
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 532 800	5 966 400	(433 600)	6 378 942
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 389
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 690
	Total - Charges de fonctionnement	5 596 814	6 030 414	(433 600)	6 444 632
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4001-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires		3 550 200
	Avantages sociaux		407 600
	Transports et communications		91 700
	Services		1 413 000
	Fournitures et matériel		70 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			5 532 800
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	1 459 500	
	Avantages sociaux	198 100	
	Transports et communications	34 400	
	Services	103 600	
	Fournitures et matériel	34 400	1 830 000
Planification et finances			
	Traitements et salaires	1 080 800	
	Avantages sociaux	78 200	
	Transports et communications	10 600	
	Services	411 900	
	Fournitures et matériel	10 600	1 592 100
Services de communication			
	Traitements et salaires	1 009 900	
	Avantages sociaux	131 300	
	Transports et communications	19 600	
	Services	168 900	
	Fournitures et matériel	19 600	1 349 300
Services juridiques			
	Transports et communications	27 100	
	Services	728 600	
	Fournitures et matériel	5 700	761 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			5 532 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	5 596 814

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles (PPI) est responsable du pilotage de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure provinciale et d'exécuter les projets d'investissement de l'Ontario. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux, les établissements correctionnels, d'autres édifices gouvernementaux et l'infrastructure cellulaire et à large bande.

Le secteur des PPI est responsable de l'élaboration d'une approche stratégique de planification de l'infrastructure à partir de données probantes. Dans ce contexte, il met en œuvre de la *Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité*, qui impose l'établissement du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement et d'un inventaire des actifs, la définition des besoins en infrastructure et l'élaboration d'une stratégie pour prioriser ces besoins. De plus, en vertu de la Loi, le secteur a également pour responsabilité l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des actifs pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Ce secteur dirige des initiatives de recherche sur les infrastructures, avec notamment la coordination, la commande ou l'exécution d'études sur les pratiques exemplaires dans la planification infrastructurelle, et le soutien aux améliorations des pratiques gouvernementales dans les domaines connexes, comme la gestion des actifs et la productivité de l'infrastructure. Le secteur assure également la promotion et le soutien de l'intégration des considérations liées au changement climatique (p. ex., l'évaluation de la durée de vie) à la planification infrastructurelle.

Ce secteur dirige les efforts du gouvernement provincial pour élargir l'accès à large bande et cellulaire dans les collectivités rurales, éloignées et du Nord de tout l'Ontario. Cela comprend une collaboration étroite avec le gouvernement fédéral et le secteur des télécommunications pour l'adoption de mesures, la recherche de moyens novateurs d'optimiser les programmes et les actifs existants et la suppression des obstacles à la mise en service d'une infrastructure cellulaire et à large bande.

Le secteur gère les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure, en travaillant pour négocier, mettre en œuvre et administrer directement des programmes de financement visant à soutenir l'infrastructure communautaire dans tout l'Ontario. De plus, le secteur élabore, conçoit et surveille l'exécution des politiques et programmes d'infrastructure municipale pour s'assurer de la conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province.

Le secteur surveille également la réussite soutenue d'Infrastructure Ontario et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution de projets d'infrastructure.

Par ailleurs, le secteur élabore des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure, notamment des partenariats publics-privés, un programme de prêts, des projets commerciaux et des services immobiliers pour des biens ne relevant pas du portefeuille immobilier du gouvernement, et il soutient une transparence accrue par la présentation au public de données et de profils sur les investissements dans l'infrastructure.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification infrastructurelles	16 530 100	14 384 100	2 146 000	11 930 440
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 530 100	14 384 100	2 146 000	11 930 440
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	16 531 100	14 385 100	2 146 000	11 930 440

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Infrastructure communautaire	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programmes d'infrastructure	1 373 808 900	706 940 700	666 868 200	285 607 442
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 373 808 900	706 940 700	666 868 200	285 607 442
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 373 809 900	706 940 700	666 869 200	285 607 442
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Programmes d'infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4003-1	Politiques et planification infrastructurelles		
	Traitements et salaires		12 747 500
	Avantages sociaux		1 582 700
	Transports et communications		175 300
	Services		4 270 300
	Fournitures et matériel		177 300
	Paielements de transfert		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	
	Gestion des biens	1 000	2 000
Total partiel			18 955 100
Moins : Recouvrements			2 425 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			16 530 100
Sous-postes :			
Politiques infrastructurelles			
	Traitements et salaires	9 175 700	
	Avantages sociaux	1 152 500	
	Transports et communications	100 500	
	Services	2 755 500	
	Fournitures et matériel	102 500	
	Paielements de transfert		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	
	Total partiel	13 287 700	
	Moins : Recouvrements	2 425 000	10 862 700
Recherche et planification en matière d'infrastructure			
	Traitements et salaires	3 571 800	
	Avantages sociaux	430 200	
	Transports et communications	74 800	
	Services	1 514 800	
	Fournitures et matériel	74 800	
	Paielements de transfert		
	Gestion des biens	1 000	5 667 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			16 530 100

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification infrastructurelles		16 531 100
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4003-2	Programmes d'infrastructure		
	Paielements de transfert		
	Revitalisation du secteur riverain de Toronto	155 559 800	
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale	102 489 200	
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale	58 525 200	
	infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	405 601 900	
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales)	61 337 800	
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérales)	80 903 100	
	Infrastructure verte (contributions provinciales)	42 255 300	
	Infrastructure verte (contributions fédérales)	10 009 300	
	PIIC - volet Résilience à la COVID-19 (contribution provinciale)	23 700 000	
	PIIC - volet Résilience à la COVID-19 (contribution fédérale)	94 800 000	
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions provinciales	2 608 300	
	Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure - contributions fédérales	43 771 000	
	Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure - contributions provinciales	69 606 700	
	Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale	3 553 000	
	Infrastructure municipale	200 000 000	
	Accès au gaz naturel	19 087 300	1 373 807 900
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 373 808 900
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques et planification infrastructurelles		1 373 809 900

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
4003-8	Programmes d'infrastructure	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques et planification infrastructurelles	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	20 628 614	18 671 402
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(213 100)	(296 330)
Total - Charges de fonctionnement redressées	20 415 514	18 375 072

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences a pour vision d'avoir des milieux de travail sécuritaires, concurrentiels, équitables et harmonieux soutenant une économie florissante.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1601	Programme d'administration du ministère	20 010 500	19 887 400	123 100	23 181 305
1602	Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 466 200	3 472 700	(6 500)	2 887 418
1603	Programme des relations de travail	23 830 700	23 025 300	805 400	24 254 776
1604	Programme de santé et sécurité au travail	238 428 000	218 964 300	19 463 700	201 828 761
1605	Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	42 799 200	45 908 600	(3 109 400)	39 663 193
1607	Emploi Ontario	1 657 669 200	1 263 475 900	394 193 300	1 172 361 913
1608	Talents étrangers et formation linguistique pour adultes	85 102 100	83 645 300	1 456 800	95 561 519
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 071 305 900	1 658 379 500	412 926 400	1 559 738 885
Crédits législatifs		6 565 014	6 565 014	-	9 481 115
Total du ministère - Charges de fonctionnement		2 077 870 914	1 664 944 514	412 926 400	1 569 220 000
Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - collègues		(231 088 200)	(223 806 200)	(7 282 000)	(235 065 849)
Redressement de consolidation - écoles		(116 486 400)	(122 424 800)	5 938 400	(125 854 451)
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants		4 100	30 300	(26 200)	168 713
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(13 692 200)	(13 013 100)	(679 100)	(18 258 979)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 716 608 214	1 305 730 714	410 877 500	1 190 209 434
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1601	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
1607	Emploi Ontario	-	2 000 000	(2 000 000)	533 320
1608	Talents étrangers et formation linguistique pour adultes	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	2 001 000	(2 000 000)	533 320
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		1 000	2 001 000	(2 000 000)	533 320

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604	Programme de santé et sécurité au travail	3 319 000	3 621 000	(302 000)	394 000
1605	Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 000	1 000	-	124 215
1607	Emploi Ontario	15 498 500	14 001 000	1 497 500	13 970 621
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		18 819 500	17 624 000	1 195 500	14 488 836
Crédits législatifs		1 201 700	1 600 200	(398 500)	1 650 660
Total du ministère - Charges d'immobilisations		20 021 200	19 224 200	797 000	16 139 496
Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - collègues		(12 296 200)	(12 296 200)	-	(11 999 976)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(3 055 000)	-	(3 055 000)	(124 215)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		4 670 000	6 928 000	(2 258 000)	4 015 305
BIENS IMMOBILISÉS					
1601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604	Programme de santé et sécurité au travail	213 000	1 000	212 000	2 011 933
1605	Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	-	499 000	(499 000)	2 857 984
1607	Emploi Ontario	3 243 900	1 000	3 242 900	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		3 457 900	502 000	2 955 900	4 869 917
Total du ministère - Biens immobilisés		3 457 900	502 000	2 955 900	4 869 917
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		1 721 278 214	1 312 658 714	408 619 500	1 194 224 739

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	20 010 500	19 887 400	123 100	23 181 305
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	20 010 500	19 887 400	123 100	23 181 305
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	1 058
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	67 026
	Total - Charges de fonctionnement	20 075 514	19 952 414	123 100	23 248 331
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		8 891 500
	Avantages sociaux		1 048 200
	Transports et communications		789 900
	Services		8 962 600
	Fournitures et matériel		318 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			20 010 500
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 104 200	
	Avantages sociaux	258 900	
	Transports et communications	75 800	
	Services	149 800	
	Fournitures et matériel	51 400	2 640 100
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	1 783 900	
	Avantages sociaux	207 300	
	Transports et communications	46 700	
	Services	279 400	
	Fournitures et matériel	33 300	2 350 600
Services ministériels			
	Traitements et salaires	997 000	
	Avantages sociaux	120 100	
	Transports et communications	16 900	
	Services	178 900	
	Fournitures et matériel	11 800	1 324 700
Activités stratégiques des ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 262 600	
	Avantages sociaux	132 900	
	Transports et communications	34 800	
	Services	186 200	
	Fournitures et matériel	26 800	1 643 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 681 300	
	Avantages sociaux	319 200	
	Transports et communications	119 500	
	Services	162 100	
	Fournitures et matériel	25 000	3 307 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 500	
	Avantages sociaux	9 800	
	Transports et communications	496 200	
	Services	7 698 600	
	Fournitures et matériel	170 000	8 437 100
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	307 600	307 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 010 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		20 075 514

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1601-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1601-2	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'équité salariale	2 999 900	3 006 500	(6 600)	2 554 704
2	Tribunal de l'équité salariale	466 300	466 200	100	332 714
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 466 200	3 472 700	(6 500)	2 887 418
Total - Charges de fonctionnement		3 466 200	3 472 700	(6 500)	2 887 418

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1602-1	Bureau de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	2 346 000
	Avantages sociaux	266 100
	Transports et communications	42 800
	Services	325 000
	Fournitures et matériel	20 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 999 900
1602-2	Tribunal de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	275 800
	Avantages sociaux	39 700
	Transports et communications	14 900
	Services	134 900
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	466 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 466 200

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

La Division des solutions en matière de relations de travail fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des relations de travail de l'Ontario	11 968 900	12 009 100	(40 200)	13 194 571
2	Commission de règlement des griefs	2 673 500	2 473 400	200 100	2 281 716
3	Solutions en matière de relations de travail	9 188 300	8 542 800	645 500	8 778 489
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		23 830 700	23 025 300	805 400	24 254 776
Total - Charges de fonctionnement		23 830 700	23 025 300	805 400	24 254 776

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1603-1	Commission des relations de travail de l'Ontario	
	Traitements et salaires	8 150 700
	Avantages sociaux	1 002 100
	Transports et communications	419 500
	Services	2 314 400
	Fournitures et matériel	82 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 968 900
1603-2	Commission de règlement des griefs	
	Traitements et salaires	466 800
	Avantages sociaux	73 500
	Transports et communications	127 400
	Services	4 088 700
	Fournitures et matériel	23 200
	Total partiel	4 779 600
	Moins : Recouvrements	2 106 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 673 500
1603-3	Solutions en matière de relations de travail	
	Traitements et salaires	6 847 000
	Avantages sociaux	746 200
	Transports et communications	514 900
	Services	1 006 300
	Fournitures et matériel	73 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	9 188 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des relations de travail	23 830 700

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Santé et sécurité au travail	96 729 000	87 441 500	9 287 500	84 429 277
2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	606 300	606 300	-	605 300
3	Bureau des conseillers des travailleurs	12 916 700	11 222 500	1 694 200	11 460 670
4	Bureau des conseillers des employeurs	4 028 300	3 586 400	441 900	3 632 167
7	Bureau de la prévention	124 147 700	116 107 600	8 040 100	101 701 347
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		238 428 000	218 964 300	19 463 700	201 828 761
Total - Charges de fonctionnement		238 428 000	218 964 300	19 463 700	201 828 761

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Santé et sécurité au travail	2 829 000	3 131 000	(302 000)	-
8	Bureau de la prévention — Immobilisations	490 000	490 000	-	394 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 319 000	3 621 000	(302 000)	394 000
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	133 800	133 800	-	-
	Total - Crédits législatifs	133 800	133 800	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	3 452 800	3 754 800	(302 000)	394 000
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Santé et sécurité au travail	212 000	1 000	211 000	2 011 933
9	Système de gestion de l'agrément lié à la prévention - santé et sécurité au travail	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	213 000	1 000	212 000	2 011 933
	Total - Biens immobilisés	213 000	1 000	212 000	2 011 933

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-1	Santé et sécurité au travail		
	Traitements et salaires	67 960 700	
	Avantages sociaux	10 311 300	
	Transports et communications	4 654 900	
	Services	12 037 000	
	Fournitures et matériel	1 724 100	
	Paielements de transfert		
	Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	1 000	41 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		96 729 000
1604-2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail		
	Traitements et salaires	506 200	
	Avantages sociaux	75 900	
	Transports et communications	8 200	
	Services	5 600	
	Fournitures et matériel	10 400	
	Total à voter - Charges de fonctionnement		606 300
1604-3	Bureau des conseillers des travailleurs		
	Traitements et salaires	8 370 600	
	Avantages sociaux	1 883 700	
	Transports et communications	296 000	
	Services	2 266 400	
	Fournitures et matériel	100 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 916 700
1604-4	Bureau des conseillers des employeurs		
	Traitements et salaires	2 753 600	
	Avantages sociaux	734 200	
	Transports et communications	148 700	
	Services	302 000	
	Fournitures et matériel	89 800	
	Total à voter - Charges de fonctionnement		4 028 300

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-7	Bureau de la prévention		
	Traitements et salaires		9 310 400
	Avantages sociaux		1 239 500
	Transports et communications		311 900
	Services		2 843 000
	Fournitures et matériel		147 600
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité	98 545 300	
	Recherche en matière de prévention	8 612 200	
	Subventions aux programmes de prévention	3 137 800	110 295 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			124 147 700
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de santé et sécurité au travail			238 428 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1604-6	Santé et sécurité au travail		
	Autres opérations		2 829 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			2 829 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		133 800
1604-8	Bureau de la prévention — Immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité - Immobilisations		490 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			490 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme de santé et sécurité au travail			3 452 800

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1604-5	Santé et sécurité au travail	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	212 000
	Total à voter - Biens immobilisés	212 000
1604-9	Système de gestion de l'agrément lié à la prévention santé et sécurité au travail	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de santé et sécurité au travail	213 000

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes d'emploi	42 799 200	45 908 600	(3 109 400)	39 663 193
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	42 799 200	45 908 600	(3 109 400)	39 663 193
	Total - Charges de fonctionnement	42 799 200	45 908 600	(3 109 400)	39 663 193
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Normes d'emploi	1 000	1 000	-	124 215
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	124 215
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	971 400	971 400	-	465 026
	Total - Crédits législatifs	971 400	971 400	-	465 026
	Total - Charges d'immobilisations	972 400	972 400	-	589 241
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Normes d'emploi	-	499 000	(499 000)	2 857 984
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	499 000	(499 000)	2 857 984
	Total - Biens immobilisés	-	499 000	(499 000)	2 857 984

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1605-1	Normes d'emploi	
	Traitements et salaires	30 534 000
	Avantages sociaux	4 539 900
	Transports et communications	1 962 100
	Services	5 117 600
	Fournitures et matériel	643 600
	Paielements de transfert	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	2 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	42 799 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	42 799 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1605-2	Normes d'emploi	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	971 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	972 400

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de six catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, alphabétisation, projets locaux en matière d'emploi et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le rôle du programme de formation, d'accréditation et de réglementation liées aux métiers spécialisés est de fournir pour les métiers spécialisés et l'apprentissage un système de formation et d'accréditation modernisé, souple, capable de s'adapter aux besoins de l'industrie et conforme à la *Loi de 2019 sur la modernisation des métiers spécialisés et de l'apprentissage*.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Système Emploi Ontario	1 642 067 300	1 261 698 100	380 369 200	1 171 326 641
2	Commissaire à l'équité	1 778 100	1 777 800	300	1 035 272
7	Formation, agrément et réglementation pour les métiers spécialisés	13 823 800	-	13 823 800	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 657 669 200	1 263 475 900	394 193 300	1 172 361 913
L	Créances irrécouvrables - prêts pour l'acquisition d'outils de travail - <i>Loi sur l'administration financière</i>	503 600	503 600	-	8 721 279
L	Créances irrécouvrables - autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 996 400	5 996 400	-	692 810
Total - Crédits législatifs		6 500 000	6 500 000	-	9 414 089
Total - Charges de fonctionnement		1 664 169 200	1 269 975 900	394 193 300	1 181 776 002
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Système Emploi Ontario	-	2 000 000	(2 000 000)	533 320
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000 000	(2 000 000)	533 320
Total - Actifs de fonctionnement		-	2 000 000	(2 000 000)	533 320

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Système Emploi Ontario	15 498 500	14 001 000	1 497 500	13 970 621
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	15 498 500	14 001 000	1 497 500	13 970 621
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	494 000	(494 000)	1 185 634
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	95 500	-	95 500	-
	Total - Crédits législatifs	95 500	494 000	(398 500)	1 185 634
	Total - Charges d'immobilisations	15 594 000	14 495 000	1 099 000	15 156 255
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	3 243 900	1 000	3 242 900	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 243 900	1 000	3 242 900	-
	Total - Biens immobilisés	3 243 900	1 000	3 242 900	-

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1607-1	Système Emploi Ontario		
	Traitements et salaires		72 271 300
	Avantages sociaux		11 136 100
	Transports et communications		1 757 000
	Services		18 952 000
	Fournitures et matériel		338 000
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour la formation en apprentissage	5 658 500	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	83 222 200	
	Paielement de transfert relatif au crédit d'impôt de l'Ontario pour la formation	195 000 000	
	Emploi et formation	1 253 732 200	1 537 612 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 642 067 300
1607-2	Commissaire à l'équité		
	Traitements et salaires		800 300
	Avantages sociaux		119 500
	Services		858 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 778 100
1607-7	Formation, agrément et réglementation pour les métiers spécialisés		
	Traitements et salaires		5 435 300
	Avantages sociaux		815 500
	Transports et communications		1 000 000
	Services		5 873 000
	Fournitures et matériel		700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		13 823 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - prêts pour l'acquisition d'outils de travail - <i>Loi sur l'administration financière</i>		503 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 996 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Emploi Ontario		1 664 169 200

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1607-4	Système Emploi Ontario	
	Paielements de transfert	
	Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage	14 000 000
	Autres opérations	1 498 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations	15 498 500
Crédit législatif		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	
	Autres opérations	95 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Emploi Ontario	15 594 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1607-6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 243 900
	Total à voter - Biens immobilisés	3 243 900
	Total (Biens immobilisés) - Emploi Ontario	3 243 900

TALENTS ÉTRANGERS ET FORMATION LINGUISTIQUE POUR ADULTES - CRÉDIT 1608

Le programme relatif aux talents étrangers et à la formation linguistique pour adultes aide à répondre aux besoins des employeurs ontariens et contribue au vivier d'un capital humain de grande valeur dans la province.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer à l'économie de la province.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre à des immigrants de la formation en anglais et en français langue seconde afin de les aider à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour s'établir et s'intégrer à la société et au marché du travail. De plus, le Programme propose de l'information, de l'orientation et des conseils sur l'utilisation des services afin de faciliter l'établissement social et économique des immigrants en Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	11 292 000	9 690 700	1 601 300	9 797 000
2	Programme de formation linguistique pour adultes	73 810 100	73 954 600	(144 500)	85 764 519
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		85 102 100	83 645 300	1 456 800	95 561 519
Total - Charges de fonctionnement		85 102 100	83 645 300	1 456 800	95 561 519
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Programme d'établissement et d'intégration - actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	-	1 000	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	-	1 000	-

TALENTS ÉTRANGERS ET FORMATION LINGUISTIQUE POUR ADULTES - CRÉDIT 1608, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1608-1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	
	Traitements et salaires	7 126 200
	Avantages sociaux	1 013 100
	Transports et communications	297 200
	Services	2 686 400
	Fournitures et matériel	169 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 292 000
1608-2	Programme de formation linguistique pour adultes	
	Traitements et salaires	4 655 700
	Avantages sociaux	602 500
	Transports et communications	187 200
	Services	85 000
	Fournitures et matériel	111 200
	Paielements de transfert	
	Paielement de transfert concernant l'établissement et l'intégration	68 168 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	73 810 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Talents étrangers et formation linguistique pour adultes	85 102 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1608-3	Programme d'établissement et d'intégration actifs de fonctionnement	
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Talents étrangers et formation linguistique pour adultes	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 596 956 914	293 304 479
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	73 954 600	1 280 615 421
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(5 967 000)	(4 699 900)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 664 944 514	1 569 220 000

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 001 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	533 320
Total - Actifs de fonctionnement redressés	2 001 000	533 320

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	19 224 200	983 241
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	15 156 255
Total - Charges d'immobilisations redressées	19 224 200	16 139 496

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

La Reine du Canada, Sa Majesté la reine Elizabeth II, représentée en Ontario par le lieutenant-gouverneur, est le chef d'État du Canada.

Le lieutenant-gouverneur est investi des responsabilités que lui confèrent la constitution et son rôle de représentant officiel de la Souveraine dans la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1701	Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter des fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les membres de la royauté, les chefs d'État, les dirigeants mondiaux et les membres des corps diplomatiques. Le lieutenant-gouverneur fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Il met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011
	Total - Charges de fonctionnement	1 903 500	1 903 500	-	1 957 011

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1701-1	Bureau du lieutenant-gouverneur	
	Traitements et salaires	1 254 000
	Avantages sociaux	118 600
	Transports et communications	52 100
	Services	235 500
	Fournitures et matériel	87 500
	Autres opérations	
	Allocation discrétionnaire	155 800
Total à voter - Charges de fonctionnement		1 903 500
Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur		1 903 500

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

Le ministère des Soins de longue durée travaille pour créer un secteur des soins de longue durée digne du 21^e siècle réellement axé sur les besoins des résidents, qui offre un accès à des soins de la plus haute qualité aux personnes les plus vulnérables, au moment et à l'endroit où elles en ont besoin.

Le ministère travaille avec le ministère de la Santé et d'autres partenaires pour améliorer la qualité de vie dans les foyers de soins de longue durée et pour accélérer l'aménagement de nouvelles places de soins de longue durée modernes dans toute la province afin de soutenir la population croissante de personnes âgées en Ontario.

La pandémie de COVID-19 a créé des défis sans précédent dans les secteurs de la santé et des soins de longue durée. Le ministère est déterminé à mettre à profit les enseignements tirés pour bâtir et renforcer un système de soins de longue durée servant au mieux les intérêts des résidents et des personnes qui travaillent d'arrache-pied pour préserver leur sécurité.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4501	Programme d'administration du ministère	6 036 700	5 661 300	375 400	2 131 754
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	6 403 685 600	4 876 511 300	1 527 174 300	4 419 090 220
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 409 722 300	4 882 172 600	1 527 549 700	4 421 221 974
	Crédits législatifs	314 014	314 014	-	55 149
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 410 036 314	4 882 486 614	1 527 549 700	4 421 277 123
	Redressement de consolidation - Santé Ontario	(5 573 825 400)	(4 216 982 600)	(1 356 842 800)	(4 023 424 584)
	Redressement de consolidation - hôpitaux	(47 681 800)	(17 602 100)	(30 079 700)	(17 689 296)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	788 529 114	647 901 914	140 627 200	380 163 243
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 430 959
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 431 000	20 431 000	-	20 430 959
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	20 431 000	20 431 000	-	20 430 959

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	524 641 500	1 000	524 640 500	1 167 200
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	524 641 500	1 000	524 640 500	1 167 200
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	524 641 500	1 000	524 640 500	1 167 200
	Redressement de consolidation - hôpitaux	(524 640 500)	-	(524 640 500)	-
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 000	1 000	-	1 167 200
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	788 530 114	647 902 914	140 627 200	381 330 443

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Il assure l'orientation générale du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	6 036 700	5 661 300	375 400	2 131 754
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 036 700	5 661 300	375 400	2 131 754
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	38 482
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	55 149
	Total - Charges de fonctionnement	6 100 714	5 725 314	375 400	2 186 903
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4501-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		4 489 900
	Avantages sociaux		651 000
	Transports et communications		139 700
	Services		741 000
	Fournitures et matériel		15 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 036 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 300 000	
	Avantages sociaux	333 500	
	Transports et communications	97 900	
	Services	124 500	
	Fournitures et matériel	7 100	2 863 000
<i>Communications</i>			
	Traitements et salaires	2 189 900	
	Avantages sociaux	317 500	
	Transports et communications	41 800	
	Services	616 500	
	Fournitures et matériel	8 000	3 173 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 036 700
Crédit législatif			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		6 100 714
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4501-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

Le gouvernement bâtit des collectivités plus saines et plus sûres en créant un secteur des soins de longue durée du 21^e siècle axé sur les résidents et sur des lieux que les personnes les plus vulnérables de notre province peuvent considérer comme leur foyer. À l'appui de cette vision, le ministère des Soins de longue durée se concentrera sur la création, sur les dix prochaines années, de 30 000 places en soins de longue durée grandement nécessaires.

Notre gouvernement dispose d'un plan novateur et souple visant à stimuler de manière responsable l'aménagement de places pour que notre population vieillissante puisse recevoir les soins qu'elle nécessite et mérite. Ce plan inclut des réponses aux diverses expériences régionales que connaissent les exploitants et définit plusieurs obstacles auxquels l'ensemble du secteur est confronté à l'échelle de la province. Le gouvernement de l'Ontario investit dans l'aménagement de foyers de soins de longue durée pour que nous puissions commencer les travaux et veiller à ce que les Ontariens les plus vulnérables passent plus rapidement des listes d'attente aux lits.

Le ministère dirige également la réponse, en collaboration avec les partenaires du secteur, aux recommandations formulées dans le rapport de l'Enquête publique sur la sécurité des résidents des foyers de soins de longue durée.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des foyers de soins de longue durée	6 403 685 600	4 876 511 300	1 527 174 300	4 419 090 220
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 403 685 600	4 876 511 300	1 527 174 300	4 419 090 220
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	250 000	250 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	250 000	250 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	6 403 935 600	4 876 761 300	1 527 174 300	4 419 090 220
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Programme des soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 430 959
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 430 959
	Total - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 430 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des soins de longue durée	524 641 500	1 000	524 640 500	1 167 200
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	524 641 500	1 000	524 640 500	1 167 200
	Total - Charges d'immobilisations	524 641 500	1 000	524 640 500	1 167 200

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4502-1	Programme des foyers de soins de longue durée		
	Traitements et salaires		42 508 500
	Avantages sociaux		6 163 700
	Transports et communications		2 632 200
	Services		7 038 300
	Fournitures et matériel		178 200
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - aménagement	228 269 500	
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement	6 116 895 200	6 345 164 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 403 685 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		250 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		6 403 935 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4502-10	Programme des soins de longue durée		
	Avances et montants récupérables		
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement		20 430 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		20 430 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		20 430 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4502-2	Programme des soins de longue durée		
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - immobilisations		524 640 500
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		524 641 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de foyers de soins de longue durée		524 641 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	4 627 107 314	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 119 600	4 421 849 923
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(572 800)	(572 800)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	254 832 500	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	4 882 486 614	4 421 277 123

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	20 431 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	20 430 959
Total - Actifs de fonctionnement redressés	20 431 000	20 430 959

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	1 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	1 167 200
Total - Charges d'immobilisations redressées	1 000	1 167 200

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Le ministère des Affaires municipales et du Logement a pour objectifs d'assurer le leadership pour contribuer à assurer que les collectivités sont desservies par des administrations locales fortes et efficaces et que chaque Ontarien et chaque Ontarienne disposent d'un logement adapté à leurs besoins. Pour y parvenir, le ministère élabore, coordonne et met en œuvre les politiques et programmes du gouvernement de l'Ontario qui ont une incidence sur les municipalités; il gère les relations provinciales-municipales avec les intervenants municipaux, y compris l'Association of Municipalities of Ontario et la cité de Toronto, ainsi que les relations provinciales-entrepreneuriales avec des partenaires de premier plan en matière de croissance; il soutient les relations entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les municipalités.

De plus, le ministère met au point et administre des politiques et des programmes à l'appui des domaines suivants : l'administration, la gouvernance et les finances municipales; l'amélioration des infrastructures; l'aménagement du territoire aux niveaux municipal et provincial; la gestion de la croissance; la réglementation de la construction; les logements communautaires et les logements à but lucratif, y compris la réglementation des locations résidentielles et commerciales et les programmes de prévention de l'itinérance et de logement. Le ministère administre l'aide financière aux collectivités et aux particuliers admissibles lorsque survient une catastrophe.

Les politiques et les programmes du ministère soutiennent l'intervention et la reprise dans le contexte de la COVID-19.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1901	Programme d'administration du ministère	20 278 200	21 182 700	(904 500)	20 321 287
1902	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	77 897 800	1 032 632 100	(954 734 300)	57 364 094
1903	Administrations locales et politiques d'aménagement	16 554 100	31 654 100	(15 100 000)	23 048 374
1904	Programme de logement	1 041 147 900	1 164 603 500	(123 455 600)	853 273 043
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 155 878 000	2 250 072 400	(1 094 194 400)	954 006 798
Crédits législatifs		84 187	84 187	-	82 635
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 155 962 187	2 250 156 587	(1 094 194 400)	954 089 433
Redressement de consolidation - débetures pour les logements publics - intérêts sur la dette		(3 609 700)	(5 016 400)	1 406 700	-
Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - Société ontarienne d'hypothèques et de logement		-	(97 199 500)	97 199 500	-
Redressement de consolidation - Société ontarienne d'hypothèques et de logement		-	(1 000)	1 000	(53 149 537)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(208 000)	(956 300)	748 300	54 632 166
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(592 294)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 152 144 487	2 146 983 387	(994 838 900)	954 979 768

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1901	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
1902	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	3 600 000	500 000	3 100 000	-
1904	Programme de logement	-	291 800	(291 800)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 600 000	792 800	2 807 200	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 600 000	792 800	2 807 200	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1901	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1902	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	4 002 000	2 000	4 000 000	21 236 032
1904	Programme de logement	275 519 400	161 110 600	114 408 800	223 269 337
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	279 522 400	161 113 600	118 408 800	244 505 369
	Crédits législatifs	636 500	636 500	-	422 821
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	280 158 900	161 750 100	118 408 800	244 928 190
	Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - Société ontarienne d'hypothèques et de logement -	-	(37 894 800)	37 894 800	-
	Redressement de consolidation - Société ontarienne d'hypothèques et de logement	-	(1 000)	1 000	(2 456 908)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	280 158 900	123 854 300	156 304 600	242 471 282
BIENS IMMOBILISÉS					
1904	Programme de logement	-	-	-	1 256 032
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	-	-	1 256 032
	Total du ministère - Biens immobilisés	-	-	-	1 256 032
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 432 303 387	2 270 837 687	(838 534 300)	1 197 451 050

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements), les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	20 278 200	21 182 700	(904 500)	20 321 287
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	20 278 200	21 182 700	(904 500)	20 321 287
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	82 635
	Total - Charges de fonctionnement	20 359 387	21 263 887	(904 500)	20 403 922
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère – immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		11 031 300
	Avantages sociaux		1 196 800
	Transports et communications		376 000
	Services		6 978 000
	Fournitures et matériel		696 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			20 278 200
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	3 031 900	
	Avantages sociaux	293 200	
	Transports et communications	223 300	
	Services	164 100	
	Fournitures et matériel	83 000	3 795 500
Services de communication			
	Traitements et salaires	2 573 200	
	Avantages sociaux	262 700	
	Transports et communications	5 800	
	Services	127 900	
	Fournitures et matériel	2 200	2 971 800
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	3 890 200	
	Avantages sociaux	437 300	
	Transports et communications	4 500	
	Services	1 129 100	
	Fournitures et matériel	2 900	5 464 000
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 496 000	
	Avantages sociaux	203 600	
	Transports et communications	5 100	
	Services	5 300	
	Fournitures et matériel	2 500	1 712 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	40 000	
	Transports et communications	31 900	
	Services	5 323 800	
	Fournitures et matériel	72 200	5 467 900
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Transports et communications	105 400	
	Services	227 800	
	Fournitures et matériel	533 300	866 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 278 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		20 359 387
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1901-2	Administration du ministère – immobilisations		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		1 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1902

Ce programme a pour objectifs de bâtir des administrations locales puissantes, d'encourager des collectivités bien planifiées, sûres, complètes et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement*, de la *Loi sur le code du bâtiment* ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes de paiement de transfert connexes; soutenir l'harmonisation du Code du bâtiment de l'Ontario avec les codes nationaux de construction et l'adoption opportune de mesures connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger le système d'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement et de gestion de la croissance; protéger la sécurité publique dans les bâtiments. Ce programme exécute également les programmes provinciaux d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe, comme le projet pilote Reconstruire en mieux exécuté dans le cadre du Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe, et il gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret.

Ce programme apporte également un soutien aux initiatives de la province visant à enrayer la propagation de COVID-19, soutient les efforts de prévention et de rétablissement tel l'élaboration et l'application des décrets d'urgence et des listes de projets de construction essentiels et fournit aux intervenants des conseils sur la mise en œuvre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	77 897 800	1 032 632 100	(954 734 300)	57 364 094
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 897 800	1 032 632 100	(954 734 300)	57 364 094
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	77 898 800	1 032 633 100	(954 734 300)	57 364 094
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Avances et montants récupérables	3 600 000	500 000	3 100 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 600 000	500 000	3 100 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	3 600 000	500 000	3 100 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	4 002 000	2 000	4 000 000	21 236 032
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 002 000	2 000	4 000 000	21 236 032
	Total - Charges d'immobilisations	4 002 000	2 000	4 000 000	21 236 032

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1902-4	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		
	Traitements et salaires		15 114 400
	Avantages sociaux		1 566 000
	Transports et communications		633 100
	Services		2 501 900
	Fournitures et matériel		143 000
	Paielements de transfert		
	Programme national d'atténuation des catastrophes	6 000 000	
	Programme pour la modernisation au niveau municipal	50 000 000	
	Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Paielements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	85 179 000	
	Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	9 181 000	
	Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 586 400	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	
	Aide aux conseils d'aménagement	350 000	152 299 400
	Total partiel		172 257 800
	Moins : Recouvrements		94 360 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		77 897 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		77 898 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1902-10	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables		3 600 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		3 600 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		3 600 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1902-3	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		
	Paiements de transfert		
	Programme national d'atténuation des catastrophes	4 000 000	
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	4 002 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			4 002 000
Total (Charges d'immobilisations) - Services aux municipalités et réglementation du bâtiment			4 002 000

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités urbaines et rurales de l'Ontario soient des collectivités sécuritaires, solides et complètes jouissant d'économies locales dynamiques qui sont bien planifiées, durables et saines, qui offrent une meilleure qualité de vie et qui fournissent de manière rapide et efficiente des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut notamment la surveillance de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la Déclaration de principes provinciale, de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, de la *Loi de 1997 sur les redevances* et de la *Loi de 2005 sur les zones de croissance*, ainsi que des politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. Le programme fournit le cadre législatif et les outils nécessaires pour les élections municipales et pour des administrations municipales responsables et efficaces. Il soutient les investissements dans l'infrastructure et le développement économique ainsi que la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également, par la législation et les politiques d'aménagement du territoire, un cadre pour la planification, la gestion de la croissance et les approbations des demandes d'aménagement soutenant la résilience dynamique de l'infrastructure, des logements et des emplois. Le programme fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Tout ce travail fondé sur des politiques et des programmes est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles.

Ce programme soutient également le rétablissement, par le secteur municipal, des répercussions de la COVID-19 en collaborant avec les municipalités et d'autres ministères pour faire avancer des options législatives ou réglementaires ciblant les priorités et en travaillant pour réduire les fardeaux qui pèsent sur les municipalités et les autres intervenants.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Administrations locales et politiques d'aménagement	11 435 300	26 142 200	(14 706 900)	19 097 252
10	Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario	5 118 800	5 511 900	(393 100)	3 951 122
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 554 100	31 654 100	(15 100 000)	23 048 374
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		16 555 100	31 655 100	(15 100 000)	23 048 374

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1903-7	Administrations locales et politiques d'aménagement	
	Traitements et salaires	9 200 900
	Avantages sociaux	811 700
	Transports et communications	399 900
	Services	912 300
	Fournitures et matériel	110 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 435 300
1903-10	Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario	
	Traitements et salaires	3 167 300
	Avantages sociaux	419 300
	Transports et communications	182 800
	Services	1 226 900
	Fournitures et matériel	122 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 118 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administrations locales et politiques d'aménagement	16 555 100

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention de l'itinérance et de logement du marché. Cela inclut les activités suivantes : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités de renforcer les logements avec services de soutien; diriger l'apport de modifications aux politiques et à la législation afin d'accroître l'offre de logements et l'abordabilité; soutenir la vente de biens excédentaires du gouvernement; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; pendant la COVID-19, continuer de soutenir les populations vulnérables par nos programmes de prévention de l'itinérance et d'allocation transférable relatifs au logement communautaire. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions, réglementation des locations à usages résidentiel et commercial et financement des programmes de logement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Logement communautaire et logement à but lucratif	1 039 329 300	1 162 784 900	(123 455 600)	851 527 449
3	Location à usage d'habitation	1 818 600	1 818 600	-	1 745 594
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 041 147 900	1 164 603 500	(123 455 600)	853 273 043
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		1 041 148 900	1 164 604 500	(123 455 600)	853 273 043
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Avances et montants récupérables	-	291 800	(291 800)	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	291 800	(291 800)	-
Total - Actifs de fonctionnement		-	291 800	(291 800)	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations	275 518 400	161 109 600	114 408 800	223 269 337
5	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		275 519 400	161 110 600	114 408 800	223 269 337
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	636 500	636 500	-	422 821
Total - Crédits législatifs		636 500	636 500	-	422 821
Total - Charges d'immobilisations		276 155 900	161 747 100	114 408 800	223 692 158
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations	-	-	-	1 256 032
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		-	-	-	1 256 032
Total - Biens immobilisés		-	-	-	1 256 032

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1904-2	Logement communautaire et logement à but lucratif		
	Traitements et salaires		11 866 500
	Avantages sociaux		1 567 700
	Transports et communications		64 300
	Services		2 894 800
	Fournitures et matériel		66 200
	Paiements de transfert		
	Programmes relatifs à l'itinérance	620 095 500	
	Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	8 473 300	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	113 356 500	
	Programmes relatifs au logement communautaire	312 119 200	1 054 044 500
	Total partiel		1 070 504 000
	Moins : Recouvrements		31 174 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 039 329 300
1904-3	Location à usage d'habitation		
	Traitements et salaires		1 573 800
	Avantages sociaux		133 500
	Transports et communications		85 200
	Services		7 300
	Fournitures et matériel		18 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 818 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de logement		1 041 148 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1904-4	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Programmes relatifs au logement communautaire	16 848 300	
	Programmes relatifs à l'itinérance	111 909 100	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	146 759 000	
	Terres provinciales - vente	1 000	
	Terres provinciales - location	1 000	275 518 400
	Total à voter - Charges d'immobilisations		275 518 400

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1904-5	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	636 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de logement	276 155 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 002 378 087	955 186 333
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 017 800)	(1 096 900)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	1 248 796 300	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 250 156 587	954 089 433

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

Le ministère supervise la gestion et la préservation des richesses naturelles de l'Ontario, notamment les forêts, les pêches, la faune, les agrégats minéraux, les ressources pétrolières et les terres de la Couronne.

La vision du ministère est de promouvoir un environnement sain et naturellement divers qui rend possible le développement durable en Ontario et qui y contribue.

La mission du ministère est de gérer et protéger les richesses naturelles de la province de manière durable afin que les générations futures puissent elles aussi en profiter et les utiliser.

Le ministère réalise sa vision et sa mission en diffusant les connaissances sur les richesses naturelles de l'Ontario, leur gestion et les possibilités d'en profiter, en renforçant la gestion de ces richesses pour en garantir l'intégrité et la résilience de l'environnement et en élargissant les retombées économiques liées aux richesses naturelles par l'innovation et une gestion viable de celles-ci.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2101	Programme d'administration du ministère	38 388 500	33 131 200	5 257 300	41 101 113
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	282 766 900	274 201 600	8 565 300	275 215 782
2104	Protection du public	130 480 500	129 521 000	959 500	165 299 922
2105	Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	29 443 700	27 774 000	1 669 700	27 126 398
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		481 079 600	464 627 800	16 451 800	508 743 215
Crédits législatifs		5 167 014	5 167 014	-	2 015 183
Total du ministère - Charges de fonctionnement		486 246 614	469 794 814	16 451 800	510 758 398
Redressement des charges de fonctionnement - Comptes à des fins particulières pour la protection du poisson et de la faune		75 000 000	75 000 000	-	71 221 914
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin		23 795 000	23 918 500	(123 500)	26 587 118
Redressement de consolidation - Fonds de reboisement		60 108 500	58 082 000	2 026 500	49 796 911
Redressement des charges de fonctionnement - Recouvrements en vertu de l'article 15		-	-	-	5 139 144
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(21 615 000)	(19 043 200)	(2 571 800)	(34 012 534)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(717 059)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		623 535 114	607 752 114	15 783 000	628 773 892

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	4 394 200	4 824 000	(429 800)	2 912 000
2104	Protection du public	49 500	49 500	-	49 557
2105	Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		4 445 700	4 875 500	(429 800)	2 961 557
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		4 445 700	4 875 500	(429 800)	2 961 557
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	27 462 900	16 859 600	10 603 300	21 665 619
2104	Protection du public	5 203 800	1 236 500	3 967 300	1 321 451
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		32 666 700	18 096 100	14 570 600	22 987 070
Crédits législatifs		17 463 400	19 997 100	(2 533 700)	13 899 324
Total du ministère - Charges d'immobilisations		50 130 100	38 093 200	12 036 900	36 886 394
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin		250 000	241 500	8 500	200 995
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(596 924)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(598 800)	-	(598 800)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		49 781 300	38 334 700	11 446 600	36 490 465
BIENS IMMOBILISÉS					
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	37 947 100	534 255 300	(496 308 200)	25 918 605
2104	Protection du public	8 490 100	15 608 400	(7 118 300)	12 635 851
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		46 437 200	549 863 700	(503 426 500)	38 554 456
Total du ministère - Biens immobilisés		46 437 200	549 863 700	(503 426 500)	38 554 456
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		673 316 414	646 086 814	27 229 600	665 264 357

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	38 388 500	33 131 200	5 257 300	41 101 113
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 388 500	33 131 200	5 257 300	41 101 113
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	38 453 514	33 196 214	5 257 300	41 167 081
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		16 496 300
	Avantages sociaux		4 969 500
	Transports et communications		339 200
	Services		17 642 400
	Fournitures et matériel		104 300
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes		335 300
	Total partiel		39 887 000
	Moins : Recouvrements		1 498 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 388 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	4 805 900	
	Avantages sociaux	601 600	
	Transports et communications	178 000	
	Services	4 523 000	
	Fournitures et matériel	29 900	10 138 400
<i>Finances et administration</i>			
	Traitements et salaires	3 646 100	
	Avantages sociaux	505 200	
	Transports et communications	40 200	
	Services	5 796 900	
	Fournitures et matériel	19 100	10 007 500
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	5 054 700	
	Avantages sociaux	3 445 400	
	Transports et communications	46 500	
	Services	417 100	
	Fournitures et matériel	25 200	
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes	335 300	
	Total partiel	9 324 200	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Moins : Recouvrements	1 498 500	7 825 700
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 927 600	
	Avantages sociaux	417 300	
	Transports et communications	27 300	
	Services	621 800	
	Fournitures et matériel	12 100	4 006 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 000	
	Transports et communications	47 200	
	Services	6 283 600	
	Fournitures et matériel	18 000	6 410 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 388 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		38 453 514

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2101-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion durable des ressources	282 766 900	274 201 600	8 565 300	275 215 782
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	282 766 900	274 201 600	8 565 300	275 215 782
L	Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 091 000	5 091 000	-	1 949 215
	Total - Crédits législatifs	5 092 000	5 092 000	-	1 949 215
	Total - Charges de fonctionnement	287 858 900	279 293 600	8 565 300	277 164 997

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Gestion des richesses naturelles — actif de fonctionnement	4 394 200	4 824 000	(429 800)	2 912 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		4 394 200	4 824 000	(429 800)	2 912 000
Total - Actifs de fonctionnement		4 394 200	4 824 000	(429 800)	2 912 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	27 461 900	16 858 600	10 603 300	21 665 619
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		27 462 900	16 859 600	10 603 300	21 665 619
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	9 297 000	12 110 100	(2 813 100)	9 833 725
Total - Crédits législatifs		9 297 000	12 110 100	(2 813 100)	9 833 725
Total - Charges d'immobilisations		36 759 900	28 969 700	7 790 200	31 499 344
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles — biens immobilisés	37 947 100	534 255 300	(496 308 200)	25 918 605
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		37 947 100	534 255 300	(496 308 200)	25 918 605
Total - Biens immobilisés		37 947 100	534 255 300	(496 308 200)	25 918 605

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2103-1	Gestion durable des ressources		
	Traitements et salaires		167 274 200
	Avantages sociaux		25 700 800
	Transports et communications		8 581 500
	Services		143 959 100
	Fournitures et matériel		8 193 300
	Paiements de transfert		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	11 792 100	
	Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	1 821 800	
	Initiatives pour le secteur forestier	9 350 000	
	Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000	
	Services provinciaux - intendance des ressources	520 000	
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 297 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	36 483 600
Total partiel			390 192 500
Moins : Recouvrements			107 425 600
Total à voter - Charges de fonctionnement			282 766 900
Sous-postes :			
Cartographie et information géographique			
	Traitements et salaires	8 491 900	
	Avantages sociaux	1 314 300	
	Transports et communications	87 500	
	Services	5 035 500	
	Fournitures et matériel	160 500	
	Total partiel	15 089 700	
	Moins : Recouvrements	5 700 000	9 389 700

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et planification			
Traitements et salaires		15 041 600	
Avantages sociaux		2 008 600	
Transports et communications		375 000	
Services		1 887 900	
Fournitures et matériel		60 000	
Paiements de transfert			
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources		1 821 800	21 194 900
Industrie forestière			
Traitements et salaires		7 638 300	
Avantages sociaux		1 073 200	
Transports et communications		480 400	
Services		51 826 300	
Fournitures et matériel		258 500	
Paiements de transfert			
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	11 792 100		
Initiatives pour le secteur forestier	9 350 000	21 142 100	82 418 800
Services provinciaux - sciences et recherche			
Traitements et salaires		32 563 300	
Avantages sociaux		5 153 700	
Transports et communications		1 167 400	
Services		21 762 700	
Fournitures et matériel		4 376 400	
Paiements de transfert			
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000		
Services provinciaux - intendance des ressources	520 000	2 520 000	
Total partiel		67 543 500	
Moins : Recouvrements		20 670 000	46 873 500

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Opérations régionales			
	Traitements et salaires	63 062 300	
	Avantages sociaux	10 086 400	
	Transports et communications	2 561 900	
	Services	31 800 700	
	Fournitures et matériel	793 200	
	Paielements de transfert		
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 297 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	10 797 200
	Total partiel		119 101 700
	Moins : Recouvrements		6 055 600
			113 046 100
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune			
	Traitements et salaires	40 476 800	
	Avantages sociaux	6 064 600	
	Transports et communications	3 909 300	
	Services	21 803 100	
	Fournitures et matériel	2 544 700	
	Paielements de transfert		
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	
	Total partiel		75 001 000
	Moins : Recouvrements		75 000 000
			1 000
Administration du programme			
	Services	9 842 900	9 842 900
Total à voter - Charges de fonctionnement			282 766 900
Crédits législatifs			
	Paielements de transfert		
L	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne		2 000
	Moins : Recouvrements		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 091 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles			287 858 900

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2103-5	Gestion des richesses naturelles — actif de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		4 393 200
	Inventaire détenu à des fins de revente		2 000
	Total partiel		4 395 200
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		4 394 200
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		4 394 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2103-3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
	Transports et communications		21 000
	Services		21 710 300
	Fournitures et matériel		3 933 600
	Paielements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	733 900	5 733 900
	Total partiel		31 398 800
	Moins : Recouvrements		3 936 900
	Total à voter - Charges d'immobilisations		27 461 900
Sous-postes :			
Services provinciaux - sciences et recherche			
	Transports et communications	20 000	
	Services	272 000	
	Fournitures et matériel	3 931 600	4 223 600
Opérations régionales			
	Transports et communications	1 000	
	Services	16 068 300	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paielements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Total partiel	21 070 300	
	Moins : Recouvrements	3 204 000	17 866 300

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	<i>Industrie forestière</i>		
	Services	156 000	156 000
	<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
	Services	5 214 000	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paielements de transfert		
	Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	733 900	
	Total partiel	5 948 900	
	Moins : Recouvrements	732 900	5 216 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		27 461 900
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		9 297 000
2103-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de gestion des richesses naturelles		36 759 900

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
BIENS IMMOBILISÉS			
2103-4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles — biens immobilisés		
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés		9 427 700
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		7 705 000
	Améliorations locatives		755 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés		13 100 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		2 740 600
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		4 218 800
Total à voter - Biens immobilisés			37 947 100
Sous-postes :			
Services provinciaux - sciences et recherche			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 189 700	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 090 600	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 218 800	10 500 100
Opérations régionales			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 705 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 099 000	14 804 000
Industrie forestière			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 000 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	300 000	6 300 000
Infrastructure de soutien ministériel			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 238 000	
	Améliorations locatives	755 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	350 000	6 343 000
Total à voter - Biens immobilisés			37 947 100
Total (Biens immobilisés) - Programme de gestion des richesses naturelles			37 947 100

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Protection du public	130 480 500	129 521 000	959 500	165 299 922
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	130 480 500	129 521 000	959 500	165 299 922
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000	10 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	130 490 500	129 531 000	959 500	165 299 922
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — actifs de fonctionnement	49 500	49 500	-	49 557
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	49 500	49 500	-	49 557
	Total - Actifs de fonctionnement	49 500	49 500	-	49 557
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	5 203 800	1 236 500	3 967 300	1 321 451
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	5 203 800	1 236 500	3 967 300	1 321 451
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 166 400	7 887 000	279 400	4 065 599
	Total - Crédits législatifs	8 166 400	7 887 000	279 400	4 065 599
	Total - Charges d'immobilisations	13 370 200	9 123 500	4 246 700	5 387 050

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — biens immobilisés	8 490 100	15 608 400	(7 118 300)	12 635 851
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		8 490 100	15 608 400	(7 118 300)	12 635 851
Total - Biens immobilisés		8 490 100	15 608 400	(7 118 300)	12 635 851

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2104-1	Protection du public		
	Traitements et salaires		73 813 000
	Avantages sociaux		8 746 300
	Transports et communications		5 298 900
	Services		85 356 000
	Fournitures et matériel		7 085 500
	Paielements de transfert		
	Intendance des services provinciaux	50 000	
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	250 000
Total partiel			180 549 700
Moins : Recouvrements			50 069 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			130 480 500
Sous-postes :			
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence			
	Traitements et salaires	31 334 000	
	Avantages sociaux	2 980 000	
	Transports et communications	1 900 000	
	Services	30 227 800	
	Fournitures et matériel	3 653 000	
	Paielements de transfert		
	Intendance des services provinciaux	50 000	
	Total partiel	70 144 800	
	Moins : Recouvrements	39 068 200	31 076 600
Lutte d'urgence contre les incendies			
	Traitements et salaires	42 479 000	
	Avantages sociaux	5 766 300	
	Transports et communications	3 398 900	
	Services	55 128 200	
	Fournitures et matériel	3 432 500	
	Paielements de transfert		
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	
	Total partiel	110 404 900	

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Moins : Recouvrements	11 001 000	99 403 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		130 480 500
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Protection du public		130 490 500
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2104-3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		49 500
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		49 500
	Total (Actifs de fonctionnement) - Protection du public		49 500
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2104-5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence		
	Transports et communications		1 000
	Services		1 962 800
	Fournitures et matériel		3 239 000
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		5 203 800
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		8 166 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Protection du public		13 370 200

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2104-4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — biens immobilisés	
	Immeubles - traitements et salaires	249 300
	Immeubles - avantages sociaux	23 700
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 953 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	702 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 560 000
Total à voter - Biens immobilisés		8 490 100
Total (Biens immobilisés) - Protection du public		8 490 100

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie, Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ITI – Groupement pour les terres et les ressources	29 443 700	27 774 000	1 669 700	27 126 398
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	29 443 700	27 774 000	1 669 700	27 126 398
	Total - Charges de fonctionnement	29 443 700	27 774 000	1 669 700	27 126 398
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Groupement ITI pour les terres et les ressources	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2105-1	ITI – Groupement pour les terres et les ressources	
	Traitements et salaires	20 129 300
	Avantages sociaux	2 622 400
	Transports et communications	834 500
	Services	43 888 700
	Fournitures et matériel	94 900
	Total partiel	67 569 800
	Moins : Recouvrements	38 126 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	29 443 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	29 443 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2105-2	Groupement ITI pour les terres et les ressources	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	474 973 814	522 901 098
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(5 179 000)	(12 142 700)
Total - Charges de fonctionnement redressées	469 794 814	510 758 398

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	49 863 700	38 554 456
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	500 000 000	-
Total - Biens immobilisés redressés	549 863 700	38 554 456

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le personnel du Cabinet du Premier ministre fournit un appui essentiel au premier ministre de l'Ontario pour lui permettre d'exercer ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2401	Programme du Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 319 671
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-	2 319 671
	Crédits législatifs	105 861	105 861	-	105 156
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-	2 424 827
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 432 661	2 432 661	-	2 424 827

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 319 671
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-	2 319 671
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688	89 688	-	92 424
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	12 732
	Total - Crédits législatifs	105 861	105 861	-	105 156
	Total - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-	2 424 827

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2401-1	Cabinet du Premier ministre	
	Traitements et salaires	2 007 100
	Avantages sociaux	207 100
	Transports et communications	73 100
	Services	19 400
	Fournitures et matériel	20 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 326 800
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Cabinet du Premier ministre	2 432 661

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

Le ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité s'attache à améliorer la qualité de vie des personnes âgées et des personnes handicapées en changeant les perceptions à leur égard et en mettant de l'avant les avantages d'un Ontario inclusif, accessible et diversifié du point de vue de l'âge, où chacun est respecté et peut participer. Le ministère travaille avec l'ensemble du gouvernement ainsi qu'avec les collectivités, les entreprises et d'autres partenaires pour exécuter des programmes et services visant à créer des environnements socio-économiques qui, d'une part, aident les Ontariennes et Ontariens âgés à rester actifs, en santé, autonomes et engagés dans leurs collectivités et, d'autre part, établissent les conditions propices à l'élimination des obstacles pour que les personnes handicapées puissent vivre de manière autonome et être des acteurs à part entière de leur collectivité et de l'économie. Le ministère surveille également la *Loi de 2017 sur les centres de vie active pour personnes âgées*, la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*, la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* et la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3501	Programme d'administration du ministère	3 775 200	3 888 800	(113 600)	5 058 724
3502	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	62 683 900	136 572 900	(73 889 000)	32 492 320
3503	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	15 125 400	16 054 400	(929 000)	14 685 302
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		81 584 500	156 516 100	(74 931 600)	52 236 346
Crédits législatifs		66 014	66 014	-	62 033
Total du ministère - Charges de fonctionnement		81 650 514	156 582 114	(74 931 600)	52 298 379
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	(150 000)	150 000	(1 848 086)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(100 000)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		81 650 514	156 432 114	(74 781 600)	50 350 293
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	2 000	(1 000)	1 991 019
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	3 000	(1 000)	1 991 019
Crédits législatifs		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		4 000	5 000	(1 000)	1 991 019
BIENS IMMOBILISÉS					
3501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		81 654 514	156 437 114	(74 782 600)	52 341 312

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information et d'administration à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	3 775 200	3 888 800	(113 600)	5 058 724
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 775 200	3 888 800	(113 600)	5 058 724
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	12 732
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	62 033
	Total - Charges de fonctionnement	3 839 214	3 952 814	(113 600)	5 120 757
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère — immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère — immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3501-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	3 290 200
	Avantages sociaux	386 300
	Transports et communications	49 800
	Services	20 300
	Fournitures et matériel	28 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 775 200
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	3 839 214
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
3501-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3501-3	Administration du ministère — immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
3501-2	Administration du ministère — immobilisations	
	Améliorations locatives	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502

Le ministère élabore et met en œuvre des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur emploi, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les personnes âgées qui résident dans des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; favoriser l'accessibilité et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	62 683 900	136 572 900	(73 889 000)	32 492 320
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	62 683 900	136 572 900	(73 889 000)	32 492 320
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	62 684 900	136 573 900	(73 889 000)	32 492 320
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	2 000	(1 000)	1 991 019
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	2 000	(1 000)	1 991 019
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	3 000	(1 000)	1 991 019
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3502-1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Traitements et salaires		3 763 500
	Avantages sociaux		438 900
	Transports et communications		44 700
	Services		1 167 800
	Fournitures et matériel		65 100
	Paielements de transfert		
	Programme de certification en matière d'accessibilité de la Fondation Rick Hansen	1 000	
	Crédit d'impôt aux aînés pour la sécurité à domicile	20 000 000	
	Paielement de transfert, Affaires des personnes âgées	37 202 900	57 203 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		62 683 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		62 684 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3502-3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		2 000
BIENS IMMOBILISÉS			
3502-2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Investissements dans des immobilisations corporelles		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		1 000

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Le ministère encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la gérance générale de l'examen et de l'élaboration des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, l'examen législatif de la LAPHO même ainsi que la gestion de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministère a également des responsabilités dans la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* (LPHO).

Le ministère finance des initiatives stratégiques visant à supprimer les obstacles à l'accessibilité et mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., des webinaires et des ressources pédagogiques) à l'intention des organismes œuvrant pour les personnes handicapées et des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

Le ministère administre également le programme de paiements de transfert InterActions pour le changement, qui verse des fonds à des associations sans but lucratif, œuvrant pour les personnes handicapées, de l'industrie et professionnelles pour élaborer des ressources visant à renforcer l'accessibilité, à impulser des initiatives favorisant une plus grande inclusion et à éduquer les intervenants sur la LAPHO et l'accessibilité en général.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	15 125 400	16 054 400	(929 000)	14 685 302
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 125 400	16 054 400	(929 000)	14 685 302
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	15 126 400	16 055 400	(929 000)	14 685 302

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3503-1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	
	Traitements et salaires	6 720 500
	Avantages sociaux	991 200
	Transports et communications	191 400
	Services	5 435 100
	Fournitures et matériel	287 200
	Paielements de transfert	
	Accessibilité - paiement de transfert	1 500 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	15 125 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	15 126 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	58 297 914	53 677 961
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 315 800)	(1 379 582)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	99 600 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	156 582 114	52 298 379

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

Le ministère du Solliciteur général est déterminé à assurer la sécurité dans toutes les collectivités ontariennes. Pour s'acquitter de ce mandat, les responsabilités du ministère se divisent en deux volets : la sécurité communautaire et les services correctionnels.

Dans le cadre de son mandat lié à la sécurité communautaire, le ministère est responsable de l'établissement de normes provinciales pour les services policiers, de la surveillance policière et du soutien aux initiatives de prévention du crime aux échelons local et provincial. Il assure la sécurité physique et économique de l'Ontario par la coordination des initiatives de sécurité publique entre les services municipaux, les services d'incendie et les services d'urgence. De plus, le ministère dirige l'intervention d'urgence de l'Ontario, ce qui inclut les déclarations de situation d'urgence et la mise en œuvre des décrets d'urgence et de santé publique (y compris les décrets d'exécution). Il surveille par ailleurs la gouvernance et la délivrance de permis aux agents de sécurité et aux enquêteurs privés et est directement responsable du système ontarien d'application en matière de bien-être animal.

Dans le cadre de son mandat lié aux services correctionnels, le ministère exploite un système correctionnel pour adultes sûr, efficace et responsable incluant des établissements correctionnels et des bureaux régionaux de probation et de libération conditionnelle dans toute la province. Il est responsable de la sécurité et du bien-être du personnel des services correctionnels ainsi que des personnes en détention provisoire ou qui purgent une peine dans la communauté ou dans un établissement de garde.

Les organisations relevant du ministère qui contribuent à la sécurité communautaire incluent la Police provinciale de l'Ontario, le Bureau du coroner en chef, le Service de médecine légale de l'Ontario, le Bureau du commissaire des incendies, Gestion des situations d'urgence Ontario, Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels et la Direction générale de l'action contre le racisme. Elles offrent également de la formation aux premiers intervenants et au personnel de première ligne par l'entremise du Centre de formation et de recrutement pour les services correctionnels et du Collège de police de l'Ontario, et élaborent des cours de formation pour les services d'incendie locaux.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2601	Administration du ministère	145 802 900	146 689 000	(886 100)	163 366 481
2603	Division de la sécurité publique	380 139 100	359 175 400	20 963 700	340 054 935
2604	Police provinciale de l'Ontario	1 273 231 700	1 225 499 600	47 732 100	1 162 198 705
2605	Services correctionnels	1 077 661 800	1 036 691 300	40 970 500	1 017 685 191
2606	Services technologiques pour la justice	221 429 300	124 742 400	96 686 900	97 003 094
2607	Organismes, conseils et commissions	892 600	894 200	(1 600)	745 314
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	83 326 100	83 148 400	177 700	82 604 545
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 624 400	4 451 000	2 173 400	7 386 645
2612	Service d'inspection	5 345 500	3 644 200	1 701 300	-
2613	Direction générale de l'action contre le racisme	4 914 500	4 915 200	(700)	3 576 263
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 199 367 900	2 989 850 700	209 517 200	2 874 621 173
Crédits législatifs		132 187	132 187	-	20 295 909
Total du ministère - Charges de fonctionnement		3 199 500 087	2 989 982 887	209 517 200	2 894 917 082

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(1 034 580)
	Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(15 902)
	Redressement de consolidation - hôpitaux	(21 135 400)	(21 367 000)	231 600	(22 201 631)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(179 711 000)	(178 602 400)	(1 108 600)	(525 738)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(24 046 300)	(4 643 300)	(19 403 000)	(140 961 350)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 974 607 387	2 785 370 187	189 237 200	2 730 177 881
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2601	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603	Division de la sécurité publique	2 000	4 000	(2 000)	-
2604	Police provinciale de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
2605	Services correctionnels	2 000	2 000	-	-
2606	Services technologiques pour la justice	9 209 600	6 002 000	3 207 600	-
2607	Organismes, conseils et commissions	2 000	2 000	-	-
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	2 000	-	-
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	2 000	-	-
2612	Service d'inspection	2 000	2 000	-	-
2613	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	9 226 600	6 021 000	3 205 600	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	9 226 600	6 021 000	3 205 600	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2601	Administration du ministère	702 600	5 944 100	(5 241 500)	2 181 135
2603	Division de la sécurité publique	27 215 100	24 274 100	2 941 000	22 214 161
2604	Police provinciale de l'Ontario	26 170 900	25 868 100	302 800	26 127 613
2605	Services correctionnels	84 202 000	71 757 100	12 444 900	47 870 578
2606	Services technologiques pour la justice	1 000	3 051 000	(3 050 000)	-
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	1 000	1 000	-	-
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		138 293 600	130 896 400	7 397 200	98 393 487
Crédits législatifs		24 950 500	21 216 300	3 734 200	16 156 858
Total du ministère - Charges d'immobilisations		163 244 100	152 112 700	11 131 400	114 550 345
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(41 406 800)	(73 936 900)	32 530 100	(81 279 256)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(561 792)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		121 837 300	78 175 800	43 661 500	32 709 297
BIENS IMMOBILISÉS					
2601	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603	Division de la sécurité publique	1 926 000	1 292 000	634 000	923 739
2604	Police provinciale de l'Ontario	36 308 900	48 935 800	(12 626 900)	118 484 328
2605	Services correctionnels	150 577 900	12 161 400	138 416 500	4 914 233
2606	Services technologiques pour la justice	401 029 700	75 446 800	325 582 900	-
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	140 000	5 281 000	(5 141 000)	5 494 167
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		589 984 500	143 119 000	446 865 500	129 816 467
Total du ministère - Biens immobilisés		589 984 500	143 119 000	446 865 500	129 816 467
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		3 096 444 687	2 863 545 987	232 898 700	2 762 887 178

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques, gestion des installations et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	145 802 900	146 689 000	(886 100)	163 366 481
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	145 802 900	146 689 000	(886 100)	163 366 481
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 121
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	19 635 744
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 000	50 000	-	90 000
	Total - Crédits législatifs	131 187	131 187	-	19 804 166
	Total - Charges de fonctionnement	145 934 087	146 820 187	(886 100)	183 170 647
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	701 600	5 943 100	(5 241 500)	2 181 135
5	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		702 600	5 944 100	(5 241 500)	2 181 135
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		703 600	5 945 100	(5 241 500)	2 181 135
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		20 989 400
	Avantages sociaux		2 873 000
	Transports et communications		812 500
	Services		120 559 500
	Fournitures et matériel		568 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			145 802 900
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 900 300	
	Avantages sociaux	294 500	
	Transports et communications	72 600	
	Services	231 100	
	Fournitures et matériel	80 300	3 578 800
Services ministériels			
	Traitements et salaires	10 662 400	
	Avantages sociaux	1 554 700	
	Transports et communications	564 700	
	Services	175 400	
	Fournitures et matériel	349 600	13 306 800
Services de communication			
	Traitements et salaires	2 969 600	
	Avantages sociaux	380 800	
	Transports et communications	79 900	
	Services	242 800	
	Fournitures et matériel	73 600	3 746 700
Services juridiques			
	Traitements et salaires	25 000	
	Avantages sociaux	3 400	
	Transports et communications	95 300	
	Services	4 400 300	
	Fournitures et matériel	65 000	4 589 000

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Locaux - Frais de location</i>		
	Services	114 269 900	114 269 900
	<i>Modernisation</i>		
	Traitements et salaires	4 432 100	
	Avantages sociaux	639 600	
	Services	1 240 000	6 311 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		145 802 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		50 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministère		145 934 087
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2601-10	Débiteurs		
	<i>Avances et montants récupérables</i>		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Administration du ministère		1 000

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2601-2	Renouvellement des installations	
	Services	699 600
	Fournitures et matériel	1 000
	Autres opérations	
	Autres opérations - Investissements dans les immobilisations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	701 600
2601-5	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Administration du ministère	703 600
BIENS IMMOBILISÉS		
2601-4	Administration du ministère	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Administration du ministère	1 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et surveillance des outils du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du Système de gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, notamment la protection des animaux; engagement plus général de soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario, notamment l'administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations, en partenariat avec le gouvernement fédéral.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	583 200	584 500	(1 300)	648 565
5	Direction des relations extérieures	302 505 100	284 052 900	18 452 200	280 697 454
6	Bien-être des animaux et services privés de sécurité et d'enquête	21 640 800	18 841 500	2 799 300	4 967 300
7	Centre des sciences judiciaires	30 523 100	30 731 300	(208 200)	28 086 166
10	Collège de police de l'Ontario	24 886 900	24 965 200	(78 300)	25 655 450
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		380 139 100	359 175 400	20 963 700	340 054 935
Total - Charges de fonctionnement		380 139 100	359 175 400	20 963 700	340 054 935
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	2 000	4 000	(2 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	4 000	(2 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	4 000	(2 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	Division de la sécurité publique	27 215 100	24 274 100	2 941 000	22 214 161
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		27 215 100	24 274 100	2 941 000	22 214 161
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	951 700	621 200	330 500	624 416
Total - Crédits législatifs		951 700	621 200	330 500	624 416
Total - Charges d'immobilisations		28 166 800	24 895 300	3 271 500	22 838 577

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Division de la sécurité publique	1 926 000	1 292 000	634 000	923 739
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 926 000	1 292 000	634 000	923 739
Total - Biens immobilisés		1 926 000	1 292 000	634 000	923 739

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2603-1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint		
	Traitements et salaires		475 700
	Avantages sociaux		60 300
	Transports et communications		18 900
	Services		17 000
	Fournitures et matériel		11 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		583 200
2603-5	Direction des relations extérieures		
	Traitements et salaires		5 745 800
	Avantages sociaux		728 000
	Transports et communications		816 800
	Services		12 833 600
	Fournitures et matériel		1 276 000
	Paiements de transfert		
	Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	75 802 300	
	Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 400 000	
	Subventions diverses - Services policiers	16 137 000	
	Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	1 355 000	
	Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	63 635 600	
	Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	250 000	
	Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
	Sécurité des tribunaux	125 000 000	284 804 900
	Total partiel		306 205 100
	Moins : Recouvrements		3 700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		302 505 100

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-6	Bien-être des animaux et services privés de sécurité et d'enquête	
	Traitements et salaires	12 273 700
	Avantages sociaux	1 776 200
	Transports et communications	531 000
	Services	3 882 900
	Fournitures et matériel	3 177 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	21 640 800
2603-7	Centre des sciences judiciaires	
	Traitements et salaires	21 088 900
	Avantages sociaux	3 226 900
	Transports et communications	671 900
	Services	2 149 400
	Fournitures et matériel	3 386 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	30 523 100
2603-10	Collège de police de l'Ontario	
	Traitements et salaires	13 878 200
	Avantages sociaux	1 238 000
	Transports et communications	479 400
	Services	7 503 500
	Fournitures et matériel	1 788 800
	Total partiel	24 887 900
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	24 886 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	380 139 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2603-4	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	2 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2603-9	Division de la sécurité publique		
	Services		749 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Paielements de transfert		
	Équipement des services policiers	2 000 000	
	Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations	8 000 000	10 000 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	16 464 100	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000	16 465 100
	Total à voter - Charges d'immobilisations		27 215 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		951 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Division de la sécurité publique		28 166 800
BIENS IMMOBILISÉS			
2603-8	Division de la sécurité publique		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 925 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		1 926 000
	Total (Biens immobilisés) - Division de la sécurité publique		1 926 000

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), la lutte contre la traite des personnes et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services ministériels et stratégiques	191 336 000	161 625 700	29 710 300	191 789 570
2	Bureau du contrôleur des armes à feu	7 167 300	7 167 300	-	5 991 268
3	Enquêtes et crime organisé	181 539 300	167 282 500	14 256 800	152 426 790
4	Services régionaux et circulation	826 698 500	823 387 900	3 310 600	764 424 444
5	Gestion du parc automobile	66 490 600	66 036 200	454 400	47 566 633
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 273 231 700	1 225 499 600	47 732 100	1 162 198 705
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	491 743
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	491 743
	Total - Charges de fonctionnement	1 273 232 700	1 225 500 600	47 732 100	1 162 690 448
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Police provinciale de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Police provinciale de l'Ontario	26 170 900	25 868 100	302 800	26 127 613
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	26 170 900	25 868 100	302 800	26 127 613
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	12 945 600	10 876 000	2 069 600	11 038 038
	Total - Crédits législatifs	12 945 600	10 876 000	2 069 600	11 038 038
	Total - Charges d'immobilisations	39 116 500	36 744 100	2 372 400	37 165 651
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Police provinciale de l'Ontario	36 308 900	48 935 800	(12 626 900)	118 484 328
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	36 308 900	48 935 800	(12 626 900)	118 484 328
	Total - Biens immobilisés	36 308 900	48 935 800	(12 626 900)	118 484 328

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-1	Services ministériels et stratégiques	
	Traitements et salaires	133 148 600
	Avantages sociaux	7 386 600
	Transports et communications	20 146 900
	Services	25 382 900
	Fournitures et matériel	7 118 600
	Total partiel	193 183 600
	Moins : Recouvrements	1 847 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	191 336 000
2604-2	Bureau du contrôleur des armes à feu	
	Traitements et salaires	4 194 600
	Avantages sociaux	560 400
	Transports et communications	99 500
	Services	2 209 100
	Fournitures et matériel	103 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 167 300
2604-3	Enquêtes et crime organisé	
	Traitements et salaires	142 784 500
	Avantages sociaux	11 308 400
	Transports et communications	9 386 100
	Services	14 682 200
	Fournitures et matériel	6 886 700
	Total partiel	185 047 900
	Moins : Recouvrements	3 508 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	181 539 300

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-4	Services régionaux et circulation	
	Traitements et salaires	704 892 800
	Avantages sociaux	123 510 600
	Transports et communications	6 520 000
	Services	25 222 100
	Fournitures et matériel	1 074 400
	Total partiel	861 219 900
	Moins : Recouvrements	34 521 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	826 698 500
2604-5	Gestion du parc automobile	
	Transports et communications	116 600
	Services	20 615 000
	Fournitures et matériel	49 283 600
	Total partiel	70 015 200
	Moins : Recouvrements	3 524 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	66 490 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario	1 273 232 700

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2604-6	Police provinciale de l'Ontario		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario		2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2604-8	Police provinciale de l'Ontario		
	Services		7 999 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	17 795 900	
	Perte due à l'aliénation des actifs	375 000	18 170 900
	Total à voter - Charges d'immobilisations		26 170 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		12 945 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Police provinciale de l'Ontario		39 116 500

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2604-7	Police provinciale de l'Ontario	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	12 145 200
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 379 200
	Matériel de technologie de l'information	1 400 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	14 384 500
	Total à voter - Biens immobilisés	36 308 900
	Total (Biens immobilisés) - Police provinciale de l'Ontario	36 308 900

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605

Le ministère est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par l'utilisation de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, l'élaboration de ressources pour mieux soutenir le personnel de première ligne, la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen ainsi que la collaboration avec d'autres ministères, les intervenants et les collectivités. La réforme des services correctionnels de l'Ontario

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien opérationnel	21 229 100	19 167 900	2 061 200	21 970 891
2	Recrutement et formation du personnel	15 818 000	12 504 700	3 313 300	12 887 904
3	Services en établissement	890 739 600	869 304 000	21 435 600	854 159 469
4	Services communautaires	143 980 400	130 565 700	13 414 700	124 261 765
5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels	5 894 700	5 149 000	745 700	4 405 162
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 077 661 800	1 036 691 300	40 970 500	1 017 685 191
Total - Charges de fonctionnement		1 077 661 800	1 036 691 300	40 970 500	1 017 685 191
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Services correctionnels	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Établissements correctionnels	84 200 000	71 755 100	12 444 900	46 609 233
10	Services en établissement – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	1 261 345
11	Services communautaires – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		84 202 000	71 757 100	12 444 900	47 870 578
L	Amortissement - Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 140 800	2 688 800	1 452 000	2 522 091
Total - Crédits législatifs		4 140 800	2 688 800	1 452 000	2 522 091
Total - Charges d'immobilisations		88 342 800	74 445 900	13 896 900	50 392 669

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Services en établissement	150 577 900	12 161 400	138 416 500	4 914 233
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		150 577 900	12 161 400	138 416 500	4 914 233
Total - Biens immobilisés		150 577 900	12 161 400	138 416 500	4 914 233

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2605-1	Soutien opérationnel	
	Traitements et salaires	19 140 800
	Avantages sociaux	2 802 600
	Transports et communications	324 000
	Services	1 135 800
	Fournitures et matériel	2 493 400
	Paiements de transfert	
	Programme de travail communautaire	412 400
	Total partiel	26 309 000
	Moins : Recouvrements	5 079 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	21 229 100
2605-2	Recrutement et formation du personnel	
	Traitements et salaires	10 578 700
	Avantages sociaux	1 189 300
	Transports et communications	666 600
	Services	2 674 800
	Fournitures et matériel	708 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	15 818 000
2605-3	Services en établissement	
	Traitements et salaires	613 524 500
	Avantages sociaux	124 991 200
	Transports et communications	11 943 200
	Services	70 967 300
	Fournitures et matériel	63 307 100
	Paiements de transfert	
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	738 400
	Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	11 600
	Programme de sensibilisation à la violence	92 300
	Programmes de réadaptation des délinquants	5 164 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	890 739 600

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-4	Services communautaires		
	Traitements et salaires		102 468 300
	Avantages sociaux		16 763 800
	Transports et communications		2 781 200
	Services		8 240 900
	Fournitures et matériel		1 613 600
	Paielements de transfert		
	Aide à la réinsertion sociale des détenus	25 000	
	Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	12 087 600	12 112 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		143 980 400
2605-5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels		
	Traitements et salaires		5 051 600
	Avantages sociaux		458 700
	Transports et communications		115 000
	Services		256 400
	Fournitures et matériel		13 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 894 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Services correctionnels		1 077 661 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2605-7	Services correctionnels		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services correctionnels		2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2605-6	Établissements correctionnels		
	Services		17 764 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations		66 435 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		84 200 000

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2605-10	Services en établissement – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
2605-11	Services communautaires – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 140 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Services correctionnels	88 342 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2605-8	Services en établissement	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	139 847 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 729 600
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	150 577 900
	Total (Biens immobilisés) - Services correctionnels	150 577 900

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606

Les Services technologiques pour la justice (STJ) assurent le leadership et prodiguent des conseils à leurs partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la Stratégie du gouvernement de l'Ontario en matière d'information et de technologie de l'information, qui concrétise et soutient les priorités opérationnelles et la modernisation dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services technologiques pour la justice	221 429 300	124 742 400	96 686 900	97 003 094
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	221 429 300	124 742 400	96 686 900	97 003 094
	Total - Charges de fonctionnement	221 429 300	124 742 400	96 686 900	97 003 094
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services technologiques pour la justice	9 209 600	6 002 000	3 207 600	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	9 209 600	6 002 000	3 207 600	-
	Total - Actifs de fonctionnement	9 209 600	6 002 000	3 207 600	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés	1 000	3 051 000	(3 050 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	3 051 000	(3 050 000)	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 255 900	6 515 800	(259 900)	1 838 481
	Total - Crédits législatifs	6 255 900	6 515 800	(259 900)	1 838 481
	Total - Charges d'immobilisations	6 256 900	9 566 800	(3 309 900)	1 838 481
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Services technologiques pour la justice	401 029 700	75 446 800	325 582 900	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	401 029 700	75 446 800	325 582 900	-
	Total - Biens immobilisés	401 029 700	75 446 800	325 582 900	-

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2606-1	Services technologiques pour la justice	
	Traitements et salaires	35 688 400
	Avantages sociaux	4 698 700
	Transports et communications	135 136 900
	Services	102 463 800
	Fournitures et matériel	5 472 100
	Total partiel	283 459 900
	Moins : Recouvrements	62 030 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	221 429 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Services technologiques pour la justice	221 429 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2606-3	Services technologiques pour la justice	
	Dépôts et charges payées d'avance	9 208 600
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	9 209 600
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services technologiques pour la justice	9 209 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2606-5	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 255 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Services technologiques pour la justice	6 256 900
BIENS IMMOBILISÉS		
2606-4	Services technologiques pour la justice	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	76 505 600
	Matériel de technologie de l'information	324 523 100
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	401 029 700
	Total (Biens immobilisés) - Services technologiques pour la justice	401 029 700

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	892 600	894 200	(1 600)	745 314
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	892 600	894 200	(1 600)	745 314
	Total - Charges de fonctionnement	892 600	894 200	(1 600)	745 314
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Organismes, conseils et commissions	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2607-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires		477 000
	Avantages sociaux		59 500
	Transports et communications		86 000
	Services		246 100
	Fournitures et matériel		24 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			892 600
Sous-postes :			
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario			
	Traitements et salaires	182 000	
	Avantages sociaux	23 500	
	Transports et communications	40 000	
	Services	192 600	
	Fournitures et matériel	14 000	452 100
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès			
	Traitements et salaires	295 000	
	Avantages sociaux	36 000	
	Transports et communications	46 000	
	Services	53 500	
	Fournitures et matériel	10 000	440 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			892 600
Total (Charges de fonctionnement) - Organismes, conseils et commissions			892 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2607-2	Organismes, conseils et commissions		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement			2 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Organismes, conseils et commissions			2 000

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	46 076 200	45 376 800	699 400	48 357 682
8	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence	37 249 900	37 771 600	(521 700)	34 246 863
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		83 326 100	83 148 400	177 700	82 604 545
Total - Charges de fonctionnement		83 326 100	83 148 400	177 700	82 604 545
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	654 500	512 500	142 000	133 832
Total - Crédits législatifs		654 500	512 500	142 000	133 832
Total - Charges d'immobilisations		655 500	513 500	142 000	133 832
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Planification et gestion des situations d'urgence	140 000	5 281 000	(5 141 000)	5 494 167
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		140 000	5 281 000	(5 141 000)	5 494 167
Total - Biens immobilisés		140 000	5 281 000	(5 141 000)	5 494 167

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2609-5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario		
	Traitements et salaires		18 450 800
	Avantages sociaux		2 446 300
	Transports et communications		1 074 800
	Services		21 547 800
	Fournitures et matériel		956 500
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les services judiciaires		1 600 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		46 076 200
2609-8	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence		
	Traitements et salaires		23 628 800
	Avantages sociaux		3 679 000
	Transports et communications		1 052 900
	Services		4 920 600
	Fournitures et matériel		1 487 600
	Paielements de transfert		
	Subvention pour la sécurité-incendie	2 480 000	
	Subventions pour les opérations d'urgence	1 000	2 481 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		37 249 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence		83 326 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2609-3	Planification et gestion des situations d'urgence		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence		2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2609-7	Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	654 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Planification et gestion des situations d'urgence	655 500
	BIENS IMMOBILISÉS	
2609-6	Planification et gestion des situations d'urgence	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	140 000
	Total à voter - Biens immobilisés	140 000
	Total (Biens immobilisés) - Planification et gestion des situations d'urgence	140 000

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION - CRÉDIT 2610

La Division des politiques stratégiques, de la recherche et de l'innovation est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui du ministère et du gouvernement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 624 400	4 451 000	2 173 400	7 386 645
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 624 400	4 451 000	2 173 400	7 386 645
	Total - Charges de fonctionnement	6 624 400	4 451 000	2 173 400	7 386 645
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION - CRÉDIT 2610, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2610-1	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Traitements et salaires	5 312 000
	Avantages sociaux	705 500
	Transports et communications	240 900
	Services	106 100
	Fournitures et matériel	231 500
	Paielements de transfert	
	Subventions diverses - services administratifs	28 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	6 624 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 624 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2610-2	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2610-4	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2610-3	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612

La *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers* (la Loi), qui a reçu la sanction royale, mais n'est toujours pas en vigueur, prescrit un inspecteur général des services policiers provincial qui travaillera au ministère. L'inspecteur général et les Services d'inspection qui l'appuient surveilleront, conseilleront et mèneront les inspections consacrées à la prestation des services policiers et à la conformité avec la Loi et ses règlements d'application. De plus, les Services d'inspection enquêteront sur les plaintes concernant l'inconduite de membres des commissions, la prestation des services policiers et le non-respect de la Loi et de ses règlements d'application (y compris les défaillances systémiques). L'inspecteur général peut émettre des directives et imposer certaines mesures pour régler les problèmes de non-conformité et pour assurer la prestation de services policiers conformément aux normes provinciales. Les Services d'inspection amélioreront la capacité du ministère à surveiller la conformité avec la Loi et à ses règlements d'application dans l'ensemble de la province, et rendront compte chaque année de leurs activités.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Service d'inspection	5 345 500	3 644 200	1 701 300	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 345 500	3 644 200	1 701 300	-
	Total - Charges de fonctionnement	5 345 500	3 644 200	1 701 300	-
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Service d'inspection	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2612-2	Service d'inspection	
	Traitements et salaires	4 041 300
	Avantages sociaux	569 700
	Transports et communications	253 500
	Services	317 500
	Fournitures et matériel	163 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 345 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Service d'inspection	5 345 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2612-5	Service d'inspection	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Service d'inspection	2 000

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 2613

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, décisions et programmes du gouvernement et à assurer l'équité à l'égard des communautés noires, autochtones et racisées de l'Ontario. Le ministère est déterminé à soutenir la DGAR dans la mise en place d'un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins, afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur l'expérience et la recherche.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Direction générale de l'action contre le racisme	4 914 500	4 915 200	(700)	3 576 263
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 914 500	4 915 200	(700)	3 576 263
	Total - Charges de fonctionnement	4 914 500	4 915 200	(700)	3 576 263
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 2613, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2613-1	Direction générale de l'action contre le racisme	
	Traitements et salaires	2 415 000
	Avantages sociaux	289 800
	Services	1 208 700
	Paievements de transfert	
	Initiatives contre le racisme	1 001 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 914 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme	4 914 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2613-4	Direction générale de l'action contre le racisme	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme	2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 975 889 787	2 906 006 883
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 097 900	2 097 900
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(13 187 700)	(13 187 701)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	25 182 900	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 989 982 887	2 894 917 082

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Le réseau de transport de l'Ontario nous relie aux marchés mondiaux et les uns aux autres. Il permet que les biens accèdent aux marchés, que les usagers des transports en commun aillent au travail et rentrent chez eux et que les entreprises investissent et optimisent leurs activités dans la province.

Le ministère des Transports travaille pour être un chef de file mondial dans les déplacements sécuritaires et efficaces des personnes et des biens afin de soutenir une économie concurrentielle sur la scène mondiale et une qualité de vie élevée.

Les politiques, programmes et investissements stratégiques du ministère - notamment l'entretien, le renouvellement et l'élargissement de l'infrastructure - favorisent la mobilité, la connectivité et la productivité tout en soutenant les objectifs stratégiques de la province. Les principaux programmes comprennent la planification et l'investissement dans l'infrastructure essentielle des transports (transports en commun, routes et autoroutes, ponts, corridors stratégiques, etc.) et la sécurité renforcée des conducteurs et des véhicules.

Le ministère travaille en partenariat avec d'autres ministères, les collectivités autochtones, les municipalités, les administrations voisines, le gouvernement fédéral et d'autres intervenants.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2701	Programme d'administration du ministère	38 248 000	39 175 400	(927 400)	52 591 057
2702	Surveillance des organismes et des partenariats	913 769 000	2 170 666 800	(1 256 897 800)	478 835 429
2703	Sécurité en matière de transport	130 031 400	125 661 700	4 369 700	117 016 377
2704	Gestion de l'infrastructure de transport	27 699 500	31 449 100	(3 749 600)	21 107 470
2705	Groupement du travail et des transports	62 607 000	66 930 500	(4 323 500)	63 255 624
2706	Politiques et planification intégrées	27 247 200	32 930 900	(5 683 700)	20 267 484
2707	Opérations	562 272 300	553 277 400	8 994 900	538 464 314
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 761 874 400	3 020 091 800	(1 258 217 400)	1 291 537 755
Crédits législatifs		393 392	391 392	2 000	2 382 093
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 762 267 792	3 020 483 192	(1 258 215 400)	1 293 919 848
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland		66 624 100	62 109 000	4 515 100	66 969 928
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		(5 003 900)	(4 905 900)	(98 000)	(9 520)
Redressement de consolidation - Centre de toxicomanie et de santé mentale		-	-	-	(80 000)
Redressement des charges de fonctionnement - allocation municipale de la taxe sur l'essence		343 322 400	340 731 100	2 591 300	372 367 124
Redressement de consolidation - Metrolinx		517 309 600	690 153 500	(172 843 900)	948 492 143
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(10 218 800)	(8 059 200)	(2 159 600)	(23 364 381)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		2 674 301 192	4 100 511 692	(1 426 210 500)	2 658 295 142

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2701	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2702	Surveillance des organismes et des partenariats	1 000	1 000	-	-
2703	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
2704	Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	1 000	-	-
2705	Groupement du travail et des transports	1 000	1 000	-	-
2706	Politiques et planification intégrées	1 000	-	1 000	-
2707	Opérations	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		8 000	6 000	2 000	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		8 000	6 000	2 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2701	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702	Surveillance des organismes et des partenariats	5 163 401 000	4 965 629 600	197 771 400	4 154 326 804
2703	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
2704	Gestion de l'infrastructure de transport	90 794 400	69 614 800	21 179 600	38 203 150
2707	Opérations	44 593 000	51 373 000	(6 780 000)	39 721 847
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 298 790 400	5 086 619 400	212 171 000	4 232 251 801
Crédits législatifs		1 232 282 100	1 167 127 200	65 154 900	1 030 581 955
Total du ministère - Charges d'immobilisations		6 531 072 500	6 253 746 600	277 325 900	5 262 833 756
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland		(23 480 800)	(42 137 200)	18 656 400	(33 315 586)
Redressement de consolidation - Metrolinx		(2 949 067 000)	(3 077 377 600)	128 310 600	(2 750 129 969)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		3 558 524 700	3 134 231 800	424 292 900	2 479 388 201

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
2701	Programme d'administration du ministère	20 158 000	16 979 300	3 178 700	11 753 992
2702	Surveillance des organismes et des partenariats	1 000	1 000	-	-
2703	Sécurité en matière de transport	13 200 000	7 523 000	5 677 000	26 785 505
2704	Gestion de l'infrastructure de transport	1 938 378 700	2 293 899 000	(355 520 300)	2 037 425 798
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 971 737 700	2 318 402 300	(346 664 600)	2 075 965 295
Total du ministère - Biens immobilisés		1 971 737 700	2 318 402 300	(346 664 600)	2 075 965 295
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		6 232 825 892	7 234 743 492	(1 001 917 600)	5 137 683 343

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien opérationnel	38 248 000	39 175 400	(927 400)	52 591 057
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 248 000	39 175 400	(927 400)	52 591 057
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	66 768
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 390
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	87 392	-	83 158
	Total - Charges de fonctionnement	38 335 392	39 262 792	(927 400)	52 674 215
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Soutien opérationnel	1 000	1 000	-	-
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	600 000	600 000	-	208 175
	Total - Crédits législatifs	600 000	600 000	-	208 175
	Total - Charges d'immobilisations	601 000	601 000	-	208 175

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	20 158 000	16 979 300	3 178 700	11 753 992
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		20 158 000	16 979 300	3 178 700	11 753 992
Total - Biens immobilisés		20 158 000	16 979 300	3 178 700	11 753 992

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2701-1	Soutien opérationnel		
	Traitements et salaires		21 541 800
	Avantages sociaux		2 670 500
	Transports et communications		759 300
	Services		26 713 800
	Fournitures et matériel		8 794 800
	Total partiel		60 480 200
	Moins : Recouvrements		22 232 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 248 000
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	1 613 300	
	Avantages sociaux	235 000	
	Transports et communications	95 900	
	Services	93 700	
	Fournitures et matériel	37 700	
	Total partiel	2 075 600	
	Moins : Recouvrements	1 000	2 074 600
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	8 294 900	
	Avantages sociaux	1 031 200	
	Transports et communications	152 800	
	Services	4 366 200	
	Fournitures et matériel	117 200	
	Total partiel	13 962 300	
	Moins : Recouvrements	2 000	13 960 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Installations et services opérationnels			
Traitements et salaires	5 494 800		
Avantages sociaux	586 400		
Transports et communications	367 100		
Services	18 922 300		
Fournitures et matériel	8 479 500		
Total partiel	33 850 100		
Moins : Recouvrements	22 226 200		11 623 900
Services de communication			
Traitements et salaires	3 640 800		
Avantages sociaux	486 500		
Transports et communications	60 200		
Services	753 700		
Fournitures et matériel	57 200		
Total partiel	4 998 400		
Moins : Recouvrements	1 000		4 997 400
Ressources humaines			
Traitements et salaires	2 498 000		
Avantages sociaux	331 400		
Transports et communications	43 300		
Services	157 200		
Fournitures et matériel	39 500		
Total partiel	3 069 400		
Moins : Recouvrements	1 000		3 068 400
Services juridiques			
Transports et communications	40 000		
Services	2 420 700		
Fournitures et matériel	63 700		
Total partiel	2 524 400		
Moins : Recouvrements	1 000		2 523 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			38 248 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	38 335 392
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2701-2	Soutien opérationnel	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
2701-10	Débiteurs	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2701-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	501 000
	Moins : Recouvrements	500 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	17 987 200
	Moins : Recouvrements	17 387 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	601 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2701-3	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	20 158 000
	Total à voter - Biens immobilisés	20 158 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	20 158 000

SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS - CRÉDIT 2702

Le Programme de la surveillance des organismes et des partenariats supervise la prise de décision et l'exécution des programmes de financement et des investissements pour ce qui a trait à l'infrastructure des transports relevant d'organismes provinciaux ou d'ententes de financement relatives aux transports en commun des municipalités.

Le programme est responsable des politiques, de la législation, de la réglementation, de la gouvernance et de la supervision liées aux programmes des organismes et des partenaires. Il supervise l'exécution par les organismes des projets d'immobilisations pour les transports en commun ainsi que la conception et l'application de stratégies pour la planification, le financement et l'exécution de projets de transport en commun provinciaux et municipaux prioritaires dans la région du Grand Toronto.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la surveillance des organismes et partenariats	16 547 500	7 319 400	9 228 100	13 197 879
2	Surveillance des organismes et partenariats	897 221 500	2 163 347 400	(1 266 125 900)	465 637 550
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		913 769 000	2 170 666 800	(1 256 897 800)	478 835 429
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		913 771 000	2 170 668 800	(1 256 897 800)	478 835 429

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Surveillance des organismes et partenariats	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Surveillance des organismes et partenariats	5 163 401 000	4 965 629 600	197 771 400	4 154 326 804
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 163 401 000	4 965 629 600	197 771 400	4 154 326 804
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Charges d'immobilisations		5 163 402 000	4 965 629 600	197 772 400	4 154 326 804
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Surveillance des organismes et partenariats	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2702-1	Administration de la surveillance des organismes et partenariats		
	Traitements et salaires		13 450 800
	Avantages sociaux		857 000
	Transports et communications		78 500
	Services		2 114 400
	Fournitures et matériel		47 800
	Total partiel		16 548 500
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 547 500
2702-2	Surveillance des organismes et partenariats		
	Paielements de transfert		
	Subventions de fonctionnement de Metrolinx	847 234 000	
	Commission de transport Ontario Northland	43 115 500	
	Société de transport d'Owen Sound	4 363 000	
	Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	2 509 000	897 221 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		897 221 500
Financement des transports en commun compte à des fins particulières			
	Paielements de transfert		
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>		343 323 400
	Moins : Recouvrements		343 322 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Surveillance des organismes et des partenariats		913 771 000

SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2702-4	Surveillance des organismes et partenariats		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Surveillance des organismes et des partenariats		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2702-3	Surveillance des organismes et partenariats		
	Paiements de transfert		
	Metrolinx	4 045 749 000	
	Transports en commun des municipalités	1 055 799 200	
	Commission de transport Ontario Northland	44 728 800	
	Société de transport d'Owen Sound	17 123 000	5 163 400 000
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		5 163 401 000
Crédit législatif			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Surveillance des organismes et des partenariats		5 163 402 000
BIENS IMMOBILISÉS			
2702-7	Surveillance des organismes et partenariats		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Surveillance des organismes et des partenariats		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore, gère et supervise l'exécution de tous les programmes liés à la sécurité en matière de transport, des politiques opérationnelles et relatives à la conformité ainsi que de la législation et de la réglementation du ressort de la province. Cela inclut la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules, la recherche, les véhicules automobiles et les transporteurs commerciaux, l'amélioration de la conduite ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, milieu médical, industrie des assurances, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sécurité en matière de transport	130 031 400	125 661 700	4 369 700	117 016 377
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	130 031 400	125 661 700	4 369 700	117 016 377
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000	300 000	-	1 921 133
	Total - Crédits législatifs	300 000	300 000	-	1 921 133
	Total - Charges de fonctionnement	130 331 400	125 961 700	4 369 700	118 937 510
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	26 827 900	27 687 200	(859 300)	20 809 271
	Total - Crédits législatifs	26 827 900	27 687 200	(859 300)	20 809 271
	Total - Charges d'immobilisations	26 828 900	27 688 200	(859 300)	20 809 271
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sécurité en matière de transport	13 200 000	7 523 000	5 677 000	26 785 505
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	13 200 000	7 523 000	5 677 000	26 785 505
	Total - Biens immobilisés	13 200 000	7 523 000	5 677 000	26 785 505

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2703-1	Sécurité en matière de transport		
	Traitements et salaires	66 195 900	
	Avantages sociaux	11 010 700	
	Transports et communications	2 586 600	
	Services	55 275 200	
	Fournitures et matériel	2 500 000	
	Paielements de transfert		
	Subventions pour la sécurité publique	200 000	
	Subventions de recherche	150 000	
	Projet pilote de lignes directrices de Transports Canada concernant l'installation de ceintures de sécurité dans certains autobus scolaires	30 000	
	Sensibilisation à la traite des personnes	23 500	403 500
	Total partiel		137 971 900
	Moins : Recouvrements		7 940 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		130 031 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		300 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		130 331 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2703-2	Sécurité en matière de transport		
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000	
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2703-4	Sécurité en matière de transport		
	Autres opérations	1 000	
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		26 827 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Sécurité en matière de transport		26 828 900

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2703-3	Sécurité en matière de transport	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	4 600 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	540 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 060 000
Total à voter - Biens immobilisés		13 200 000
Total (Biens immobilisés) - Sécurité en matière de transport		13 200 000

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport est responsable des investissements dans l'infrastructure, de la gestion des actifs, de la conception et du génie ainsi que des activités d'exécution des projets d'immobilisations liés à l'infrastructure qui appartient à la province ou que celle-ci exploite. L'infrastructure de base gérée par ce programme est le réseau routier provincial, qui permet le transport sécuritaire des personnes et des biens et qui favorise la durabilité économique, environnementale et sociale en Ontario.

Les activités du programme comprennent la planification des investissements, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, la planification des projets de construction, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la gestion des contrats et les évaluations environnementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Infrastructure des transports – fonctionnement	27 699 500	31 449 100	(3 749 600)	21 107 470
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 699 500	31 449 100	(3 749 600)	21 107 470
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	377 802
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	377 802
	Total - Charges de fonctionnement	27 700 500	31 450 100	(3 749 600)	21 485 272
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Infrastructure des transports – gestion	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Génie des transports et construction	90 792 400	69 612 800	21 179 600	37 368 150
4	Travaux routiers en cours	1 000	1 000	-	-
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	835 000
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		90 794 400	69 614 800	21 179 600	38 203 150
L	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 204 853 200	1 138 840 000	66 013 200	1 009 564 509
Total - Crédits législatifs		1 204 853 200	1 138 840 000	66 013 200	1 009 564 509
Total - Charges d'immobilisations		1 295 647 600	1 208 454 800	87 192 800	1 047 767 659
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure des transports – gestion	1 938 378 700	2 293 899 000	(355 520 300)	2 037 425 798
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 938 378 700	2 293 899 000	(355 520 300)	2 037 425 798
Total - Biens immobilisés		1 938 378 700	2 293 899 000	(355 520 300)	2 037 425 798

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2704-1	Infrastructure des transports – fonctionnement	
	Traitements et salaires	7 813 900
	Avantages sociaux	2 061 700
	Transports et communications	572 300
	Services	11 176 200
	Fournitures et matériel	420 700
	Paielements de transfert	
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 655 700
	Total partiel	27 700 500
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	27 699 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	27 700 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2704-5	Infrastructure des transports – gestion	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	1 000

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2704-2	Génie des transports et construction		
	Paielements de transfert		
	Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	42 250 000	
	Projets municipaux liés à l'autoroute 407	17 705 000	
	Améliorations municipales et environnementales	1 000	
	Routes et cession immobilière	1 000	59 957 000
	Autres opérations		30 836 400
	Total partiel		90 793 400
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		90 792 400
2704-4	Travaux routiers en cours		
	Traitements et salaires		105 026 500
	Avantages sociaux		16 911 100
	Transports et communications		2 100 000
	Services		8 013 400
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Total partiel		133 051 000
	Moins : Recouvrements		133 050 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
2704-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Génie et construction, Loi sur l'administration financière		1 204 853 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion de l'infrastructure de transport		1 295 647 600

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2704-3	Infrastructure des transports – gestion	
	Terrains	186 771 600
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	1 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	1 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 227 313 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	750 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 000 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 200 000
	Total partiel	2 435 037 100
	Moins : Recouvrements	496 658 400
	Total à voter - Biens immobilisés	1 938 378 700
	Total (Biens immobilisés) - Gestion de l'infrastructure de transport	1 938 378 700

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705

Le Groupement du travail et des transports offre au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences et au ministère des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement aide les ministères à offrir des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables en soutenant la gestion efficace des ressources en ITI, en optimisant les investissements en ITI et en permettant de nouvelles possibilités opérationnelles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services d'information et de technologie de l'information	62 509 500	66 833 000	(4 323 500)	63 167 773
3	Recouvrements d'autres ministères	97 500	97 500	-	87 851
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	62 607 000	66 930 500	(4 323 500)	63 255 624
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	62 608 000	66 931 500	(4 323 500)	63 255 624
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Information et technologie de l'information	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2705-1	Services d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	35 896 600
	Avantages sociaux	4 795 600
	Transports et communications	617 700
	Services	59 305 800
	Fournitures et matériel	561 700
	Total partiel	101 177 400
	Moins : Recouvrements	38 667 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	62 509 500
2705-3	Recouvrements d'autres ministères	
	Traitements et salaires	1 260 300
	Avantages sociaux	161 900
	Transports et communications	50 000
	Services	9 827 600
	Fournitures et matériel	7 900
	Total partiel	11 307 700
	Moins : Recouvrements	11 210 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	97 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	62 608 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2705-2	Information et technologie de l'information	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	1 000

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des politiques et des plans stratégiques de transport pour garantir que les besoins de la population ontarienne en la matière soient intégrés et satisfaits, et ce, en soutenant un réseau de transport multimodal efficient.

Le programme élabore des outils et des politiques afin d'optimiser les investissements en infrastructure pour favoriser le développement économique et communautaire tout en soutenant un réseau de transport sécuritaire, propre, moderne, fiable et accessible.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification intégrées	27 247 200	32 930 900	(5 683 700)	20 267 484
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 247 200	32 930 900	(5 683 700)	20 267 484
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	27 248 200	32 930 900	(5 682 700)	20 267 484
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques et planification intégrées	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2706-1	Politiques et planification intégrées	
	Traitements et salaires	17 036 800
	Avantages sociaux	1 481 000
	Transports et communications	824 200
	Services	7 327 300
	Fournitures et matériel	228 900
	Paiements de transfert	
	Subventions pour la participation et la sensibilisation	350 000
	Total partiel	27 248 200
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	27 247 200
Crédit législatif		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	27 248 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2706-2	Politiques et planification intégrées	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	1 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707

Le programme des opérations est responsable des politiques opérationnelles, des services aux usagers des transports, de l'exploitation du réseau de transport régional, de la gestion des urgences en matière de transport et des activités d'entretien afin de soutenir un accès sécuritaire et continu aux actifs appartenant à la province ou exploités par celle-ci.

Le programme est responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits disséminés dans la province, du financement des routes et chemins des Premières Nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (Onroute), de la production de la carte routière de l'Ontario et de la supervision de la Société de transport d'Owen Sound.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Opérations et entretien	562 272 300	553 277 400	8 994 900	538 464 314
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	562 272 300	553 277 400	8 994 900	538 464 314
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	562 273 300	553 277 400	8 995 900	538 464 314
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services aux usagers du système de transport	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services aux usagers du système de transport	44 593 000	51 373 000	(6 780 000)	39 721 847
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	44 593 000	51 373 000	(6 780 000)	39 721 847
	Total - Charges d'immobilisations	44 593 000	51 373 000	(6 780 000)	39 721 847

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2707-1	Opérations et entretien		
	Traitements et salaires		60 817 000
	Avantages sociaux		13 327 400
	Transports et communications		4 081 700
	Services		510 786 700
	Fournitures et matériel		13 037 500
	Paielements de transfert		
	Traversiers municipaux	3 820 000	
	Transport actif	1 000	3 821 000
Total partiel			605 871 300
Moins : Recouvrements			43 599 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			562 272 300
Sous-postes :			
Opérations et entretien			
	Traitements et salaires	56 034 900	
	Avantages sociaux	12 458 600	
	Transports et communications	3 121 300	
	Services	504 678 700	
	Fournitures et matériel	10 383 600	
	Paielements de transfert		
	Traversiers municipaux	3 820 000	
	Transport actif	1 000	3 821 000
Total partiel		590 498 100	
Moins : Recouvrements		43 499 000	546 999 100

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
	Traitements et salaires	4 782 100	
	Avantages sociaux	868 800	
	Transports et communications	960 400	
	Services	6 108 000	
	Fournitures et matériel	2 653 900	
	Total partiel	15 373 200	
	Moins : Recouvrements	100 000	15 273 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		562 272 300
	Opérations		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Opérations		562 273 300
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2707-3	Services aux usagers du système de transport		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Opérations		1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2707-2	Services aux usagers du système de transport		
	Transports et communications		300 000
	Services		7 792 000
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Paielements de transfert		
	Routes de raccordement	30 000 000	
	Premières Nations	5 500 000	
	Fonds de transition	1 000	35 501 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		44 593 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sous-postes :				
Paielements de transfert - opérations				
Paielements de transfert				
Routes de raccordement		30 000 000		
Premières Nations		5 500 000		
Fonds de transition		1 000	35 501 000	35 501 000
Transport aérien dans les régions éloignées				
Transports et communications			300 000	
Services			7 792 000	
Fournitures et matériel			1 000 000	9 092 000
Total à voter - Charges d'immobilisations				44 593 000
Total (Charges d'immobilisations) - Opérations				44 593 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 314 877 392	1 253 822 706
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	47 191 342
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(7 094 200)	(7 094 200)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	1 712 700 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	3 020 483 192	1 293 919 848

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	5 627 746 600	5 209 793 184
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	53 040 572
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	626 000 000	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	6 253 746 600	5 262 833 756

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	2 008 402 300	2 075 965 295
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	310 000 000	-
Total - Biens immobilisés redressés	2 318 402 300	2 075 965 295

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) offre à toute la fonction publique de l'Ontario des services de leadership et de conseil soutenant la prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion du risque et financière prudente, la transparence, la reddition des comptes ainsi que les efforts de modernisation et de renouvellement organisationnel. Il renforce le mode de gestion du gouvernement et aide à garantir l'optimisation des dépenses gouvernementales et des résultats pour les Ontariens et Ontariennes. Le SCT sert également d'employeur à l'échelle du gouvernement dans les négociations collectives avec les syndicats; il assure le contrôle des relations de travail entre le gouvernement et la fonction publique de l'Ontario (FPO) et le secteur parapublic; il offre des services de recrutement de cadres de direction à l'échelon organisationnel, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel, de gestion du talent ainsi que de recrutement et de maintien en poste de jeunes et de nouveaux professionnels; il assure le contrôle des politiques générales et de la gouvernance des organismes; il assume le leadership relatif à l'éthique des fonctionnaires, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO; il assure la fonction liée aux politiques de ressources humaines; il exécute la fonction de vérification interne; il supervise la gestion du risque à l'échelle gouvernementale; il dirige les efforts visant à améliorer les services numériques; il soutient la modernisation des services et de leur prestation.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3401	Programme d'administration du ministère	24 390 600	22 406 100	1 984 500	22 043 858
3402	Relations de travail et rémunération	54 589 900	52 820 400	1 769 500	22 526 493
3403	Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 354 000 000	1 294 000 000	60 000 000	1 076 474 697
3404	Programme de soutien au Conseil du Trésor	1 963 817 900	8 585 420 800	(6 621 602 900)	27 165 052
3405	Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	41 688 100	41 583 900	104 200	49 842 912
3409	Programme du Groupement des organismes centraux	36 942 600	37 167 900	(225 300)	37 834 524
-	Programme des organismes, conseils et commissions	-	-	-	136 538
3411	Programme Achat groupé de services médiatiques	51 619 200	51 013 300	605 900	-
3412	Bureau du contrôleur général	57 185 200	53 608 800	3 576 400	45 868 244
3413	Services numériques de l'Ontario	14 205 800	14 262 400	(56 600)	15 462 619
3414	Modernisation pour l'avenir	125 355 700	-	125 355 700	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 723 795 000	10 152 283 600	(6 428 488 600)	1 297 354 937
Crédits législatifs		508 584 187	361 088 187	147 496 000	631 009 731
Total du ministère - Charges de fonctionnement		4 232 379 187	10 513 371 787	(6 280 992 600)	1 928 364 668

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Avantages sociaux et prestations de retraite	(45 000 000)	(45 000 000)	-	(42 418 936)
	Autres redressements - Redressement actuariel sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des prestations de retraite	(51 003 000)	(221 007 000)	170 004 000	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(6 873 664)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 136 376 187	10 247 364 787	(6 110 988 600)	1 879 072 068
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3401	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Crédits législatifs	1 000	1 000	-	719 051 609
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	719 051 609
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3401	Programme d'administration du ministère	1 000	515 700	(514 700)	294 489
3404	Programme de soutien au Conseil du Trésor	165 311 000	145 000 000	20 311 000	-
3409	Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
3413	Services numériques de l'Ontario	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	165 314 000	145 516 700	19 797 300	294 489
	Crédits législatifs	4 000	2 000	2 000	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	165 318 000	145 518 700	19 799 300	294 489
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(167 400)	167 400	(272 760)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	165 318 000	145 351 300	19 966 700	21 729

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
BIENS IMMOBILISÉS					
3401	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3404	Programme de soutien au Conseil du Trésor	7 741 000	-	7 741 000	-
3409	Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
3413	Services numériques de l'Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		7 744 000	2 000	7 742 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés		7 744 000	2 000	7 742 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		4 301 694 187	10 392 716 087	(6 091 021 900)	1 879 093 797

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	24 390 600	22 406 100	1 984 500	22 043 858
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 390 600	22 406 100	1 984 500	22 043 858
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 399
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	78 700
	Total - Charges de fonctionnement	24 471 787	22 487 287	1 984 500	22 122 558
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère	1 000	515 700	(514 700)	294 489
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	515 700	(514 700)	294 489
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	516 700	(514 700)	294 489
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 093 000
	Avantages sociaux		1 621 000
	Transports et communications		438 800
	Services		6 686 200
	Fournitures et matériel		551 600
Total partiel			27 390 600
Moins : Recouvrements			3 000 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			24 390 600
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	3 114 800	
	Avantages sociaux	451 600	
	Transports et communications	123 300	
	Services	234 200	
	Fournitures et matériel	54 000	3 977 900
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	9 332 600	
	Avantages sociaux	647 700	
	Transports et communications	177 400	
	Services	149 300	
	Fournitures et matériel	197 300	10 504 300
Services juridiques			
	Traitements et salaires	76 300	
	Avantages sociaux	5 000	
	Transports et communications	54 600	
	Services	4 174 200	
	Fournitures et matériel	149 500	4 459 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 882 800	
	Avantages sociaux	394 500	
	Transports et communications	62 100	
	Services	2 054 600	
	Fournitures et matériel	132 100	
	Total partiel	6 526 100	
	Moins : Recouvrements	3 000 000	3 526 100
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 686 500	
	Avantages sociaux	122 200	
	Transports et communications	21 400	
	Services	73 900	
	Fournitures et matériel	18 700	1 922 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 390 600
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		24 471 787
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3401-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3401-2	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3401-3	Administration du ministère	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic.

Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Il assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire.

Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. De plus, le programme sert de centre d'expertise à l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., politique de rémunération et d'avantages sociaux des cadres de direction).

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Relations de travail et rémunération	54 589 900	52 820 400	1 769 500	22 526 493
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	54 589 900	52 820 400	1 769 500	22 526 493
	Total - Charges de fonctionnement	54 589 900	52 820 400	1 769 500	22 526 493

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3402-1	Relations de travail et rémunération	
	Traitements et salaires	46 499 900
	Avantages sociaux	2 254 000
	Transports et communications	453 800
	Services	7 541 600
	Fournitures et matériel	340 600
	Total partiel	57 089 900
	Moins : Recouvrements	2 500 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	54 589 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Relations de travail et rémunération	54 589 900

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 354 000 000	1 294 000 000	60 000 000	1 076 474 697
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 354 000 000	1 294 000 000	60 000 000	1 076 474 697
L	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>	508 503 000	361 007 000	147 496 000	630 931 031
	Total - Crédits législatifs	508 503 000	361 007 000	147 496 000	630 931 031
	Total - Charges de fonctionnement	1 862 503 000	1 655 007 000	207 496 000	1 707 405 728

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3403-1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		
	Avantages sociaux		
	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	10 000 000	
	Convention de retraite des juges provinciaux	40 001 000	
	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	14 000 000	
	Autres avantages sociaux	13 000 000	
	Régime de pensions du Canada	186 731 700	
	Régime de retraite complémentaire des protonotaires chargés de la gestion des causes	1 999 000	
	Régime de soins dentaires	68 711 600	
	Impôt-santé des employeurs	123 827 500	
	Assurance-emploi	86 538 900	
	Assurance-vie collective	10 384 700	
	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000	
	Indemnités légales de cessation d'emploi	75 000 000	
	Protection du revenu à long terme	120 323 700	
	Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	53 090 100	
	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	250 000 000	
	Régime de retraite des fonctionnaires	673 000 000	
	Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	16 000 000	
	Prestations aux employés retraités	260 000 000	
	Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	175 596 100	2 179 204 300
	Moins : Recouvrements		825 204 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 354 000 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Avantages sociaux	
L	Convention de retraite des juges provinciaux	999 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	31 500 000
L	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	16 000 000
L	Régime de retraite complémentaire des protonotaires chargés de la gestion des causes	1 000
L	Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme	6 000 000
L	Assurance-vie collective	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000
L	Indemnités légales de cessation d'emploi	1 000
L	Protection du revenu à long terme	26 000 000
L	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	14 000 000
L	Régime de retraite des fonctionnaires	1 000
L	Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	68 000 000
L	Prestations aux employés retraités	285 000 000
L	Absences et congés rémunérés	10 000 000
L	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	50 000 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		1 862 503 000

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière	48 751 400	47 930 200	821 200	27 165 052
2	Fonds de prévoyance	1 915 066 500	8 537 490 600	(6 622 424 100)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 963 817 900	8 585 420 800	(6 621 602 900)	27 165 052
Total - Charges de fonctionnement		1 963 817 900	8 585 420 800	(6 621 602 900)	27 165 052
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	165 310 000	145 000 000	20 310 000	-
7	Soutien au Conseil du Trésor – charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		165 311 000	145 000 000	20 311 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Charges d'immobilisations		165 312 000	145 000 000	20 312 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés	7 741 000	-	7 741 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		7 741 000	-	7 741 000	-
Total - Biens immobilisés		7 741 000	-	7 741 000	-

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3404-1	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière			
	Traitements et salaires			22 917 900
	Avantages sociaux			3 058 200
	Transports et communications			718 600
	Services			
	Autres services	24 298 600		
	Fonds pour la vérification et la responsabilisation	6 000 000		30 298 600
	Fournitures et matériel			479 100
	Total partiel			57 472 400
	Moins : Recouvrements			8 721 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement			48 751 400
Sous-postes :				
Gestion des dépenses				
	Traitements et salaires	14 837 800		
	Avantages sociaux	1 979 100		
	Transports et communications	477 600		
	Services			
	Autres services	2 591 900		
	Fonds pour la vérification et la responsabilisation	6 000 000	8 591 900	
	Fournitures et matériel		318 500	26 204 900
Planification et performance				
	Traitements et salaires	8 080 100		
	Avantages sociaux	1 079 100		
	Transports et communications	241 000		
	Services			
	Autres services	21 706 700		
	Fournitures et matériel		160 600	
	Total partiel		31 267 500	
	Moins : Recouvrements		8 721 000	22 546 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement			48 751 400

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3404-2	Fonds de prévoyance	
	Autres opérations	1 915 066 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 915 066 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	1 963 817 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3404-4	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	
	Autres opérations	165 310 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	165 310 000
3404-7	Soutien au Conseil du Trésor – charges d'immobilisations	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédit législatif		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	165 312 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3404-6	Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 741 000
	Total à voter - Biens immobilisés	7 741 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	7 741 000

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405

Le Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (auparavant appelé Bureau de la Commission de la fonction publique) dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement à l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif et antiraciste dans tout le secteur public en Ontario. Le programme favorise la culture organisationnelle, la capacité de leadership, l'apprentissage et le perfectionnement des compétences dans l'optique de contribuer à un effectif divers, qualifié et engagé dans la fonction publique de l'Ontario (FPO). Il soutient également le rendement organisationnel par des analyses de la main-d'œuvre au niveau gouvernemental, des initiatives de participation des employés et la gouvernance des organismes.

Le Centre fournit également des services de secrétariat à la Commission de la fonction publique et soutient l'atteinte des objectifs établis en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* pour garantir que la FPO demeure une organisation impartiale, professionnelle, éthique et compétente.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	41 688 100	41 583 900	104 200	49 842 912
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		41 688 100	41 583 900	104 200	49 842 912
Total - Charges de fonctionnement		41 688 100	41 583 900	104 200	49 842 912

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3405-1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	
	Traitements et salaires	27 254 500
	Avantages sociaux	3 551 200
	Transports et communications	198 800
	Services	5 374 800
	Fournitures et matériel	227 900
	Paielements de transfert	
	Club du quart de siècle	162 000
	Autres opérations	9 918 900
	Total partiel	46 688 100
	Moins : Recouvrements	5 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	41 688 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	41 688 100

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficace en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement des organismes centraux	36 942 600	37 167 900	(225 300)	37 834 524
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	36 942 600	37 167 900	(225 300)	37 834 524
	Total - Charges de fonctionnement	36 942 600	37 167 900	(225 300)	37 834 524
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3409-1	Groupement des organismes centraux	
	Traitements et salaires	57 027 400
	Avantages sociaux	6 929 300
	Transports et communications	2 846 700
	Services	198 088 500
	Fournitures et matériel	2 460 900
	Total partiel	267 352 800
	Moins : Recouvrements	230 410 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	36 942 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Groupement des organismes centraux	36 942 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3409-3	Groupement des organismes centraux	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme du Groupement des organismes centraux	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3409-4	Groupement des organismes centraux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme du Groupement des organismes centraux	1 000

PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, la technologie et les services de gestion de données et de marketing et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Achat groupé de services	51 619 200	51 013 300	605 900	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		51 619 200	51 013 300	605 900	-
Total - Charges de fonctionnement		51 619 200	51 013 300	605 900	-

PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3411-1	Achat groupé de services	
	Services	51 619 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	51 619 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme Achat groupé de services médiatiques	51 619 200

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, à l'échelle du gouvernement, du contrôle financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative à l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôle financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, du risque et de la vérification.

Le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic à atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question à l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

De plus, le programme soutient le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation à la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il assure pour la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic une surveillance interne renforcée, notamment en ce qui concerne la reddition des comptes, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion du risque à l'échelle du gouvernement.

Par ailleurs, le programme offre des conseils, de l'orientation et des activités d'élaboration d'un cadre stratégique pour bâtir et renforcer les communautés de gestion financière, de gestion du risque et de vérification interne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du contrôleur général	57 185 200	53 608 800	3 576 400	45 868 244
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	57 185 200	53 608 800	3 576 400	45 868 244
	Total - Charges de fonctionnement	57 185 200	53 608 800	3 576 400	45 868 244
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	719 051 609
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	719 051 609
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	719 051 609

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3412-1	Bureau du contrôleur général		
	Traitements et salaires		40 537 000
	Avantages sociaux		5 082 000
	Transports et communications		968 300
	Services		12 773 300
	Fournitures et matériel		575 100
	Paielements de transfert		
	Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques		1 000 000
Total partiel			60 935 700
Moins : Recouvrements			3 750 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			57 185 200
Sous-postes :			
Division du directeur général de la gestion des risques			
	Traitements et salaires	6 441 300	
	Avantages sociaux	767 400	
	Transports et communications	282 200	
	Services	460 700	
	Fournitures et matériel	188 000	
	Paielements de transfert		
	Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	1 000 000	9 139 600
Division du contrôleur provincial			
	Traitements et salaires	8 830 700	
	Avantages sociaux	1 497 400	
	Transports et communications	359 300	
	Services	9 923 500	
	Fournitures et matériel	281 400	20 892 300
Division de la vérification interne de l'Ontario			
	Traitements et salaires	25 265 000	
	Avantages sociaux	2 817 200	
	Transports et communications	326 800	
	Services	2 389 100	
	Fournitures et matériel	105 700	
	Total partiel	30 903 800	

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Moins : Recouvrements	3 750 500	27 153 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		57 185 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général		57 185 200
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Avances et montants récupérables		
L	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général		1 000

SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3413

Les Services numériques de l'Ontario aident à créer un gouvernement moderne et axé sur le numérique qui munit toute la population ontarienne des éléments nécessaires pour s'épanouir à l'ère numérique. Ils contribuent à améliorer la qualité, la valeur et la gamme de services gouvernementaux en faisant en sorte qu'ils soient plus efficaces et disponibles en plus grand nombre en format numérique. Pour ce faire, les Services numériques de l'Ontario transforment les processus internes, établissent de nouvelles normes et équipent la fonction publique de l'Ontario pour l'utilisation des méthodes de l'époque d'Internet.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services numériques de l'Ontario – fonctionnement	14 205 800	14 262 400	(56 600)	15 462 619
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 205 800	14 262 400	(56 600)	15 462 619
	Total - Charges de fonctionnement	14 205 800	14 262 400	(56 600)	15 462 619
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services numériques de l'Ontario – charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services numériques de l'Ontario – biens immobilisés	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3413, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3413-1	Services numériques de l'Ontario – fonctionnement	
	Traitements et salaires	12 464 900
	Avantages sociaux	1 621 300
	Transports et communications	3 600
	Services	104 500
	Fournitures et matériel	11 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	14 205 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Services numériques de l'Ontario	14 205 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3413-2	Services numériques de l'Ontario – charges d'immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédit législatif		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services numériques de l'Ontario	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3413-3	Services numériques de l'Ontario – biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services numériques de l'Ontario	1 000

MODERNISATION POUR L'AVENIR - CRÉDIT 3414

Le programme de modernisation pour l'avenir soutient la mise en œuvre du changement transformationnel à l'échelle gouvernementale. Il permet l'exécution de projets de modernisation visant à rendre les services gouvernementaux plus accessibles par voie numérique, à réduire le fardeau administratif et simplifier les politiques et à améliorer le processus d'achat du gouvernement. Cette transformation organisationnelle améliore la commodité, la fiabilité et l'accessibilité des services pour la population et les entreprises de tout l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Différence entre 2021-2022 et 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du renouvellement relatif à la modernisation pour l'avenir	2 000 000	-	2 000 000	-
2	Fonds d'accélération Faire progresser l'Ontario	123 355 700	-	123 355 700	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		125 355 700	-	125 355 700	-
Total - Charges de fonctionnement		125 355 700	-	125 355 700	-

MODERNISATION POUR L'AVENIR - CRÉDIT 3414, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3414-1	Bureau du renouvellement relatif à la modernisation pour l'avenir	
	Traitements et salaires	1 300 000
	Avantages sociaux	200 000
	Services	500 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 000 000
3414-2	Fonds d'accélération Faire progresser l'Ontario	
	Services	123 355 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	123 355 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Modernisation pour l'avenir	125 355 700

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2020-2021 \$	Chiffres réels 2019-2020 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	3 108 522 287	1 903 752 092
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	30 957 000	33 598 713
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(8 598 100)	(8 986 137)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021	7 382 490 600	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	10 513 371 787	1 928 364 668

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux,
pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	609 261 600	-	1 097 187	610 358 787	137 915 000	748 273 787
Procureur général	1 727 317 800	-	5 369 014	1 732 686 814	(76 515 800)	1 656 171 014
Bureau du Conseil des ministres	35 527 200	-	64 014	35 591 214	-	35 591 214
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	17 970 557 500	-	63 643 065	18 034 200 565	(193 568 500)	17 840 632 065
Collèges et Universités	6 647 129 000	-	55 106 014	6 702 235 014	3 438 858 300	10 141 093 314
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	886 103 600	-	529 565	886 633 165	(1 335 000)	885 298 165
Éducation	28 669 991 800	-	1 630 944 314	30 300 936 114	1 040 545 200	31 341 481 314
Énergie, Développement du Nord et Mines	6 897 615 600	-	590 392	6 898 205 992	268 276 000	7 166 481 992
Environnement, Protection de la nature et Parcs	332 133 200	-	68 314	332 201 514	306 545 500	638 747 014
Finances	1 076 341 700	-	12 470 007 814	13 546 349 514	1 245 541 500	14 791 891 014
Affaires francophones	8 756 600	-	16 173	8 772 773	-	8 772 773
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	1 066 416 000	-	18 869 014	1 085 285 014	465 392 100	1 550 677 114
Santé	62 609 435 000	-	89 392	62 609 524 392	9 518 092 900	72 127 617 292
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 518 722 900	-	99 360	1 518 822 260	229 164 000	1 747 986 260
Affaires autochtones	81 715 500	-	1 019 014	82 734 514	-	82 734 514
Infrastructure	22 062 900	-	65 014	22 127 914	127 118 900	149 246 814
Travail, Formation et Développement des compétences	2 071 305 900	-	6 565 014	2 077 870 914	(361 262 700)	1 716 608 214
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	-	-	1 903 500	-	1 903 500
Soins de longue durée	6 409 722 300	-	314 014	6 410 036 314	(5 621 507 200)	788 529 114
Affaires municipales et Logement	1 155 878 000	-	84 187	1 155 962 187	(3 817 700)	1 152 144 487
Richesses naturelles et Forêts	481 079 600	-	5 167 014	486 246 614	137 288 500	623 535 114
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services aux aînés et Accessibilité	81 584 500	-	66 014	81 650 514	-	81 650 514
Solliciteur général	3 199 367 900	-	132 187	3 199 500 087	(224 892 700)	2 974 607 387
Transports	1 761 874 400	-	393 392	1 762 267 792	912 033 400	2 674 301 192
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 723 795 000	-	508 584 187	4 232 379 187	(96 003 000)	4 136 376 187
TOTAL	149 047 925 800	-	14 768 989 530	163 816 915 330	11 247 868 700	175 064 784 030

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2022

ACTIF				Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	
\$	\$	\$	\$	
5 001 000	-	-	5 001 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 000	-	-	9 000	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
66 709 000	-	-	66 709 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
422 500 000	-	-	422 500 000	Collèges et Universités
65 000 000	-	-	65 000 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 000	-	-	3 000	Éducation
507 005 000	-	-	507 005 000	Énergie, Développement du Nord et Mines
1 000	-	-	1 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
20 651 000	-	35 700 000	56 351 000	Finances
1 000	-	-	1 000	Affaires francophones
26 203 000	-	-	26 203 000	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
62 089 000	-	-	62 089 000	Santé
-	-	-	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	Infrastructure
1 000	-	-	1 000	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	-	-	20 431 000	Soins de longue durée
3 600 000	-	-	3 600 000	Affaires municipales et Logement
4 445 700	-	-	4 445 700	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
1 000	-	-	1 000	Services aux aînés et Accessibilité
9 226 600	-	-	9 226 600	Solliciteur général
8 000	-	-	8 000	Transports
1 000	-	1 000	2 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 212 886 300	-	35 701 000	1 248 587 300	

Tableau 2 : Fonctionnement : État

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	610 358 787	534 257 287	518 938 930
Procureur général	1 732 686 814	1 714 725 214	1 997 091 830
Bureau du Conseil des ministres	35 591 214	33 217 414	29 833 775
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	18 034 200 565	17 933 968 665	17 229 886 449
Collèges et Universités	6 702 235 014	6 715 035 114	6 710 769 002
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	886 633 165	577 041 165	603 804 774
Éducation	30 300 936 114	30 464 006 414	29 747 375 939
Énergie, Développement du Nord et Mines	6 898 205 992	5 924 979 792	5 784 764 926
Environnement, Protection de la nature et Parcs	332 201 514	327 145 614	328 910 103
Finances	13 546 349 514	18 726 161 914	12 833 682 483
Affaires francophones	8 772 773	6 044 873	4 982 543
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	1 085 285 014	946 623 514	758 178 259
Santé	62 609 524 392	63 927 927 992	53 892 726 605
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 518 822 260	1 228 032 260	1 264 984 841
Affaires autochtones	82 734 514	79 002 014	86 492 311
Infrastructure	22 127 914	20 415 514	18 375 072
Travail, Formation et Développement des compétences	2 077 870 914	1 664 944 514	1 569 220 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	1 957 011
Soins de longue durée	6 410 036 314	4 882 486 614	4 421 277 123
Affaires municipales et Logement	1 155 962 187	2 250 156 587	954 089 433
Richesses naturelles et Forêts	486 246 614	469 794 814	510 758 398
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 424 827
Services aux aînés et Accessibilité	81 650 514	156 582 114	52 298 379
Solliciteur général	3 199 500 087	2 989 982 887	2 894 917 082
Transports	1 762 267 792	3 020 483 192	1 293 919 848
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 232 379 187	10 513 371 787	1 928 364 668
TOTAL	163 816 915 330	175 110 723 430	145 440 024 611

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020	
\$	\$	\$	
5 001 000	5 001 000	1 882 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 000	9 000	1 926 317	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
66 709 000	43 710 000	38 740 114	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
422 500 000	395 101 000	363 009 840	Collèges et Universités
65 000 000	50 001 000	8 307 026	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 000	1 487 800	1 680 319	Éducation
507 005 000	495 054 000	110 400 000	Énergie, Développement du Nord et Mines
1 000	1 000	-	Environnement, Protection de la nature et Parcs
56 351 000	57 851 000	37 089 248	Finances
1 000	1 000	-	Affaires francophones
26 203 000	26 153 000	31 927 823	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
62 089 000	830 989 000	57 836 000	Santé
-	1 000	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	1 000	-	Affaires autochtones
-	2 000	-	Infrastructure
1 000	2 001 000	533 320	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	20 431 000	20 430 959	Soins de longue durée
3 600 000	792 800	-	Affaires municipales et Logement
4 445 700	4 875 500	2 961 557	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	Cabinet du premier ministre
1 000	1 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
9 226 600	6 021 000	-	Solliciteur général
8 000	6 000	-	Transports
2 000	2 000	719 051 609	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 248 587 300	1 939 493 100	1 395 776 132	

Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	83 960 187	12 098 800	4 174 600	26 208 900	2 329 100
Procureur général	978 079 114	112 067 400	28 634 100	322 954 100	16 989 300
Bureau du Conseil des ministres	28 107 514	3 595 200	312 500	3 346 900	225 100
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	477 084 965	81 008 100	17 699 000	147 251 500	9 616 500
Collèges et Universités	35 754 414	5 198 500	1 441 900	37 886 200	1 836 600
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	62 408 665	7 212 100	4 925 700	34 284 200	2 529 500
Éducation	175 670 714	25 045 000	14 589 000	117 282 100	13 040 600
Énergie, Développement du Nord et Mines	63 838 892	8 018 700	3 607 500	41 510 800	3 650 300
Environnement, Protection de la nature et Parcs	242 731 714	34 678 700	5 664 300	85 723 900	27 108 500
Finances	139 821 014	20 513 800	5 891 700	204 050 800	3 831 800
Affaires francophones	2 259 273	238 200	118 500	1 777 800	79 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	459 652 014	66 748 700	75 664 100	881 713 200	32 794 100
Santé	281 655 092	49 682 400	18 224 500	249 020 600	6 422 700
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	42 673 960	5 210 600	1 748 300	8 741 600	1 958 200
Affaires autochtones	15 278 314	1 580 300	1 029 300	18 012 200	267 500
Infrastructure	16 361 714	1 990 300	267 000	5 683 300	247 600
Travail, Formation et Développement des compétences	236 766 114	35 647 000	12 532 600	67 858 200	4 552 400
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 254 000	118 600	52 100	235 500	87 500
Soins de longue durée	47 062 414	6 814 700	2 771 900	7 779 300	193 300
Affaires municipales et Logement	52 034 387	5 695 000	1 741 300	14 521 200	1 157 100
Richesses naturelles et Forêts	277 776 814	42 039 000	15 054 100	290 846 200	15 478 000
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services aux aînés et Accessibilité	13 838 214	1 816 400	285 900	6 623 200	380 900
Solliciteur général	1 900 329 587	311 322 500	193 274 600	449 143 000	151 145 500
Transports	224 099 492	36 365 800	9 570 300	682 527 000	25 599 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	226 174 787	2 712 024 300	5 628 600	436 342 400	4 646 700
TOTAL	6 086 786 330	3 586 937 200	424 976 500	4 141 343 500	326 187 200

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
481 510 200	1 017 000	940 000	610 358 787	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
466 975 200	5 304 000	198 316 400	1 732 686 814	Procureur général
4 000	-	-	35 591 214	Bureau du Conseil des ministres
17 259 925 200	63 540 500	21 925 200	18 034 200 565	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
6 565 276 400	55 042 000	201 000	6 702 235 014	Collèges et Universités
775 048 900	527 000	302 900	886 633 165	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
30 014 926 700	3 000	59 621 000	30 300 936 114	Éducation
6 794 601 400	504 000	17 525 600	6 898 205 992	Énergie, Développement du Nord et Mines
38 999 200	3 300	102 708 100	332 201 514	Environnement, Protection de la nature et Parcs
711 919 500	12 464 572 800	4 251 900	13 546 349 514	Finances
4 300 000	-	-	8 772 773	Affaires francophones
39 653 800	36 675 200	507 616 100	1 085 285 014	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
62 004 992 800	3 000	476 700	62 609 524 392	Santé
1 458 488 600	3 000	2 000	1 518 822 260	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
52 865 900	1 000	6 300 000	82 734 514	Affaires autochtones
2 000	1 000	2 425 000	22 127 914	Infrastructure
1 716 119 700	6 501 000	2 106 100	2 077 870 914	Travail, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	1 903 500	Bureau du lieutenant-gouverneur
6 345 164 700	250 000	-	6 410 036 314	Soins de longue durée
1 206 343 900	4 000	125 534 700	1 155 962 187	Affaires municipales et Logement
37 070 900	5 102 000	197 120 400	486 246 614	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
58 703 900	2 000	-	81 650 514	Services aux aînés et Accessibilité
308 446 600	52 000	114 213 700	3 199 500 087	Solliciteur général
1 250 775 100	306 000	466 975 200	1 762 267 792	Transports
1 162 000	1 924 986 400	1 078 586 000	4 232 379 187	Secrétariat du Conseil du Trésor
137 593 276 600	14 564 556 000	2 907 148 000	163 816 915 330	

Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	1 000	5 000 000	-	-	5 001 000
Procureur général	8 000	1 000	-	-	-	9 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	66 709 000	-	-	-	66 709 000
Collèges et Universités	-	-	422 500 000	-	-	422 500 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	65 000 000	-	-	65 000 000
Éducation	2 000	1 000	-	-	-	3 000
Énergie, Développement du Nord et Mines	3 000	1 000	507 001 000	-	-	507 005 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	1 000	-	-	-	1 000
Finances	-	33 351 000	23 000 000	-	-	56 351 000
Affaires francophones	-	1 000	-	-	-	1 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	26 202 000	1 000	-	-	-	26 203 000
Santé	1 000	62 088 000	-	-	-	62 089 000
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	-
Travail, Formation et Développement des compétences	-	1 000	-	-	-	1 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 431 000	-	-	-	20 431 000
Affaires municipales et Logement	-	3 600 000	-	-	-	3 600 000
Richesses naturelles et Forêts	4 443 700	1 000	-	2 000	1 000	4 445 700
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	1 000	-	-	-	1 000
Solliciteur général	9 216 600	10 000	-	-	-	9 226 600
Transports	8 000	-	-	-	-	8 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	2 000	-	-	-	2 000
TOTAL	39 884 300	186 201 000	1 022 501 000	2 000	1 000	1 248 587 300

Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	7 500 000	-	-	7 500 000	(1 481 900)	6 018 100
Procureur général	90 808 000	-	5 872 500	96 680 500	(77 888 400)	18 792 100
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	34 527 000	-	39 327 500	73 854 500	(3 893 200)	69 961 300
Collèges et Universités	277 726 800	-	7 060 600	284 787 400	252 028 300	536 815 700
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	-	1 000	4 000	-	4 000
Éducation	2 542 443 000	-	3 555 600	2 545 998 600	(934 262 100)	1 611 736 500
Énergie, Développement du Nord et Mines	89 034 500	-	360 806 800	449 841 300	23 145 900	472 987 200
Environnement, Protection de la nature et Parcs	30 791 700	-	13 498 500	44 290 200	3 571 500	47 861 700
Finances	1 000	-	1 000	2 000	13 577 000	13 579 000
Affaires francophones	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	109 640 000	-	19 702 700	129 342 700	207 897 500	337 240 200
Santé	1 623 368 500	-	16 249 100	1 639 617 600	369 079 100	2 008 696 700
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	85 827 100	-	4 000	85 831 100	(10 054 300)	75 776 800
Affaires autochtones	6 733 900	-	-	6 733 900	-	6 733 900
Infrastructure	1 373 808 900	-	1 000	1 373 809 900	21 405 000	1 395 214 900
Travail, Formation et Développement des compétences	18 819 500	-	1 201 700	20 021 200	(15 351 200)	4 670 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	524 641 500	-	-	524 641 500	(524 640 500)	1 000
Affaires municipales et Logement	279 522 400	-	636 500	280 158 900	-	280 158 900
Richesses naturelles et Forêts	32 666 700	-	17 463 400	50 130 100	(348 800)	49 781 300
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	2 000	-	2 000	4 000	-	4 000
Solliciteur général	138 293 600	-	24 950 500	163 244 100	(41 406 800)	121 837 300
Transports	5 298 790 400	-	1 232 282 100	6 531 072 500	(2 972 547 800)	3 558 524 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	165 314 000	-	4 000	165 318 000	-	165 318 000
TOTAL	12 730 264 500	-	1 742 620 500	14 472 885 000	(3 691 170 700)	10 781 714 300

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2022

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
286 366 300	-	-	286 366 300	-	286 366 300	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
18 254 400	-	-	18 254 400	-	18 254 400	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Collèges et Universités
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 459 700	-	-	5 459 700	-	5 459 700	Éducation
497 286 400	-	-	497 286 400	-	497 286 400	Énergie, Développement du Nord et Mines
24 852 500	-	-	24 852 500	-	24 852 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
507 314 800	-	-	507 314 800	-	507 314 800	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
28 034 300	-	-	28 034 300	-	28 034 300	Santé
39 277 000	-	-	39 277 000	-	39 277 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Infrastructure
3 457 900	-	-	3 457 900	-	3 457 900	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
46 437 200	-	-	46 437 200	-	46 437 200	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
589 984 500	-	-	589 984 500	-	589 984 500	Solliciteur général
1 971 737 700	-	-	1 971 737 700	-	1 971 737 700	Transports
7 744 000	-	-	7 744 000	-	7 744 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
4 026 213 700	-	-	4 026 213 700	-	4 026 213 700	

Tableau 6 : Immobilisations : État

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	7 500 000	121 500 000	323 555 330
Procureur général	96 680 500	91 420 400	103 331 943
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	73 854 500	62 611 900	67 274 421
Collèges et Universités	284 787 400	270 782 400	186 098 472
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	4 000	4 000	-
Éducation	2 545 998 600	1 564 968 800	1 464 771 746
Énergie, Développement du Nord et Mines	449 841 300	425 648 200	386 775 397
Environnement, Protection de la nature et Parcs	44 290 200	26 012 400	14 024 679
Finances	2 000	3 000	2 637 609
Affaires francophones	1 000	1 000	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	129 342 700	109 358 300	116 384 517
Santé	1 639 617 600	1 379 387 900	1 520 665 977
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	85 831 100	101 688 800	65 074 374
Affaires autochtones	6 733 900	3 001 000	2 972 561
Infrastructure	1 373 809 900	706 940 700	285 607 442
Travail, Formation et Développement des compétences	20 021 200	19 224 200	16 139 496
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-
Soins de longue durée	524 641 500	1 000	1 167 200
Affaires municipales et Logement	280 158 900	161 750 100	244 928 190
Richesses naturelles et Forêts	50 130 100	38 093 200	36 886 394
Cabinet du premier ministre	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	4 000	5 000	1 991 019
Solliciteur général	163 244 100	152 112 700	114 550 345
Transports	6 531 072 500	6 253 746 600	5 262 833 756
Secrétariat du Conseil du Trésor	165 318 000	145 518 700	294 489
TOTAL	14 472 885 000	11 633 780 300	10 217 965 357

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020	
\$	\$	\$	
-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
286 366 300	371 901 200	97 169 235	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
18 254 400	22 807 400	15 094 733	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	1 000	-	Collèges et Universités
2 000	2 000	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 459 700	2 430 500	1 797 284	Éducation
497 286 400	529 832 900	567 584 371	Énergie, Développement du Nord et Mines
24 852 500	33 139 500	8 117 709	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 000	2 000	-	Finances
-	-	-	Affaires francophones
507 314 800	400 050 300	235 194 392	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
28 034 300	29 284 900	7 919 090	Santé
39 277 000	39 277 000	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	Affaires autochtones
1 000	1 000	-	Infrastructure
3 457 900	502 000	4 869 917	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	Soins de longue durée
-	-	1 256 032	Affaires municipales et Logement
46 437 200	549 863 700	38 554 456	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	Cabinet du premier ministre
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
589 984 500	143 119 000	129 816 467	Solliciteur général
1 971 737 700	2 318 402 300	2 075 965 295	Transports
7 744 000	2 000	-	Secrétariat du Conseil du Trésor
4 026 213 700	4 440 620 700	3 183 338 981	

Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	-	50 000	33 056 000	524 500
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	104 800	5 928 000	1 517 900
Finances	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	-	-	109 355 800	-
Santé	-	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	-	-	46 848 700	1 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-
Travail, Formation et Développement des compétences	-	-	-	1 000	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	-	22 000	23 674 100	7 172 600
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Solliciteur général	-	-	-	27 211 600	4 000
Transports	105 026 500	16 911 100	2 400 000	15 806 400	2 000 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	1 000	-
TOTAL	105 026 500	16 911 100	2 576 800	261 882 600	11 220 000

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
7 500 000	-	-	7 500 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
1 000	96 679 500	-	96 680 500	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
29 745 700	44 108 800	-	73 854 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
277 725 800	7 061 600	-	284 787 400	Collèges et Universités
-	4 000	-	4 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 533 829 500	12 169 100	-	2 545 998 600	Éducation
51 800 000	364 410 800	-	449 841 300	Énergie, Développement du Nord et Mines
21 603 000	15 136 500	-	44 290 200	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	2 000	-	2 000	Finances
-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
1 000	79 177 600	59 191 700	129 342 700	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
1 619 284 700	20 332 900	-	1 639 617 600	Santé
38 971 400	10 000	-	85 831 100	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
6 733 900	-	-	6 733 900	Affaires autochtones
1 373 807 900	2 000	-	1 373 809 900	Infrastructure
14 490 000	5 530 200	-	20 021 200	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
524 640 500	1 000	-	524 641 500	Soins de longue durée
279 520 400	638 500	-	280 158 900	Affaires municipales et Logement
5 733 900	17 464 400	3 936 900	50 130 100	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	4 000	-	4 000	Services aux aînés et Accessibilité
10 000 000	126 028 500	-	163 244 100	Solliciteur général
5 258 858 000	1 281 008 700	150 938 200	6 531 072 500	Transports
-	165 317 000	-	165 318 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
12 054 246 700	2 235 088 100	214 066 800	14 472 885 000	

Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire

Ministère	Terrains	Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	217 300 100	-	-	-	14 223 400
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	-	496 657 400	-	-	628 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	1 000	16 477 300	4 012 900	-	2 752 300	1 366 000
Finances	-	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	32 858 500	401 160 100	-	-	-	2 828 800
Santé	-	-	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	39 273 000	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	1 000
Travail, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	212 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	15 653 700	7 705 000	755 000	13 802 100	2 741 600
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	-
Solliciteur général	-	151 992 500	-	-	76 505 600	21 173 800
Transports	186 771 600	-	2 227 316 500	-	-	750 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-	-
TOTAL	258 904 100	802 583 700	2 735 691 800	756 000	93 060 000	43 924 600

Note:

Immeubles - Comprend 394,300 \$ en traitements et salaires et 43,700 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51,000 \$ en traitements et salaires et 7,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106,000 \$ en traitements et salaires et 10,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 6,119,000 \$ en traitements et salaires et 779,200 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

des totaux - Actif par catégorie

Matériel de technologie de l'information	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
15 723 700	39 119 100	-	-	-	-	286 366 300	Procureur général
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	18 253 400	-	-	1 000	-	18 254 400	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	-	-	-	1 000	Collèges et Universités
-	-	1 000	-	1 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
437 500	5 022 200	-	-	-	-	5 459 700	Éducation
-	-	1 000	-	-	-	497 286 400	Énergie, Développement du Nord et Mines
-	3 000	240 000	-	-	-	24 852 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	1 000	-	-	-	1 000	Finances
-	-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
51 513 000	18 955 400	1 000	-	-	2 000	507 314 800	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
2 587 800	25 446 500	-	-	-	-	28 034 300	Santé
-	-	4 000	-	-	-	39 277 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	-	1 000	Infrastructure
-	3 244 900	1 000	-	-	-	3 457 900	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
-	-	4 219 800	1 560 000	-	-	46 437 200	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	-	-	-	1 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
325 925 100	1 000	14 386 500	-	-	-	589 984 500	Solliciteur général
-	23 200 000	30 358 000	-	-	496 658 400	1 971 737 700	Transports
-	7 744 000	-	-	-	-	7 744 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
396 187 100	140 990 500	49 213 300	1 560 000	3 000	496 660 400	4 026 213 700	

Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	616 761 600	-	1 097 187	617 858 787	136 433 100	754 291 887
Procureur général	1 818 125 800	-	11 241 514	1 829 367 314	(154 404 200)	1 674 963 114
Bureau du Conseil des ministres	35 527 200	-	64 014	35 591 214	-	35 591 214
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	18 005 084 500	-	102 970 565	18 108 055 065	(197 461 700)	17 910 593 365
Collèges et Universités	6 924 855 800	-	62 166 614	6 987 022 414	3 690 886 600	10 677 909 014
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	886 106 600	-	530 565	886 637 165	(1 335 000)	885 302 165
Éducation	31 212 434 800	-	1 634 499 914	32 846 934 714	106 283 100	32 953 217 814
Énergie, Développement du Nord et Mines	6 986 650 100	-	361 397 192	7 348 047 292	291 421 900	7 639 469 192
Environnement, Protection de la nature et Parcs	362 924 900	-	13 566 814	376 491 714	310 117 000	686 608 714
Finances	1 076 342 700	-	12 470 008 814	13 546 351 514	1 259 118 500	14 805 470 014
Affaires francophones	8 757 600	-	16 173	8 773 773	-	8 773 773
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	1 176 056 000	-	38 571 714	1 214 627 714	673 289 600	1 887 917 314
Santé	64 232 803 500	-	16 338 492	64 249 141 992	9 887 172 000	74 136 313 992
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 604 550 000	-	103 360	1 604 653 360	219 109 700	1 823 763 060
Affaires autochtones	88 449 400	-	1 019 014	89 468 414	-	89 468 414
Infrastructure	1 395 871 800	-	66 014	1 395 937 814	148 523 900	1 544 461 714
Travail, Formation et Développement des compétences	2 090 125 400	-	7 766 714	2 097 892 114	(376 613 900)	1 721 278 214
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	-	-	1 903 500	-	1 903 500
Soins de longue durée	6 934 363 800	-	314 014	6 934 677 814	(6 146 147 700)	788 530 114
Affaires municipales et Logement	1 435 400 400	-	720 687	1 436 121 087	(3 817 700)	1 432 303 387
Richesses naturelles et Forêts	513 746 300	-	22 630 414	536 376 714	136 939 700	673 316 414
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services aux aînés et Accessibilité	81 586 500	-	68 014	81 654 514	-	81 654 514
Solliciteur général	3 337 661 500	-	25 082 687	3 362 744 187	(266 299 500)	3 096 444 687
Transports	7 060 664 800	-	1 232 675 492	8 293 340 292	(2 060 514 400)	6 232 825 892
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 889 109 000	-	508 588 187	4 397 697 187	(96 003 000)	4 301 694 187
TOTAL	161 778 190 300	-	16 511 610 030	178 289 800 330	7 556 698 000	185 846 498 330

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2022

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
5 001 000	-	-	5 001 000	-	5 001 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
286 375 300	-	-	286 375 300	-	286 375 300	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
84 963 400	-	-	84 963 400	-	84 963 400	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
422 501 000	-	-	422 501 000	-	422 501 000	Collèges et Universités
65 002 000	-	-	65 002 000	-	65 002 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 462 700	-	-	5 462 700	-	5 462 700	Éducation
1 004 291 400	-	-	1 004 291 400	-	1 004 291 400	Énergie, Développement du Nord et Mines
24 853 500	-	-	24 853 500	-	24 853 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
20 652 000	-	35 700 000	56 352 000	-	56 352 000	Finances
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
533 517 800	-	-	533 517 800	-	533 517 800	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
90 123 300	-	-	90 123 300	-	90 123 300	Santé
39 277 000	-	-	39 277 000	-	39 277 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Infrastructure
3 458 900	-	-	3 458 900	-	3 458 900	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	-	-	20 431 000	-	20 431 000	Soins de longue durée
3 600 000	-	-	3 600 000	-	3 600 000	Affaires municipales et Logement
50 882 900	-	-	50 882 900	-	50 882 900	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
3 000	-	-	3 000	-	3 000	Services aux aînés et Accessibilité
599 211 100	-	-	599 211 100	-	599 211 100	Solliciteur général
1 971 745 700	-	-	1 971 745 700	-	1 971 745 700	Transports
7 745 000	-	1 000	7 746 000	-	7 746 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
5 239 100 000	-	35 701 000	5 274 801 000	-	5 274 801 000	

Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	617 858 787	655 757 287	842 494 260
Procureur général	1 829 367 314	1 806 145 614	2 100 423 773
Bureau du Conseil des ministres	35 591 214	33 217 414	29 833 775
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	18 108 055 065	17 996 580 565	17 297 160 870
Collèges et Universités	6 987 022 414	6 985 817 514	6 896 867 474
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	886 637 165	577 045 165	603 804 774
Éducation	32 846 934 714	32 028 975 214	31 212 147 685
Énergie, Développement du Nord et Mines	7 348 047 292	6 350 627 992	6 171 540 323
Environnement, Protection de la nature et Parcs	376 491 714	353 158 014	342 934 782
Finances	13 546 351 514	18 726 164 914	12 836 320 092
Affaires francophones	8 773 773	6 045 873	4 982 543
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	1 214 627 714	1 055 981 814	874 562 776
Santé	64 249 141 992	65 307 315 892	55 413 392 582
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 604 653 360	1 329 721 060	1 330 059 215
Affaires autochtones	89 468 414	82 003 014	89 464 872
Infrastructure	1 395 937 814	727 356 214	303 982 514
Travail, Formation et Développement des compétences	2 097 892 114	1 684 168 714	1 585 359 496
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	1 957 011
Soins de longue durée	6 934 677 814	4 882 487 614	4 422 444 323
Affaires municipales et Logement	1 436 121 087	2 411 906 687	1 199 017 623
Richesses naturelles et Forêts	536 376 714	507 888 014	547 644 792
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 424 827
Services aux aînés et Accessibilité	81 654 514	156 587 114	54 289 398
Solliciteur général	3 362 744 187	3 142 095 587	3 009 467 427
Transports	8 293 340 292	9 274 229 792	6 556 753 604
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 397 697 187	10 658 890 487	1 928 659 157
TOTAL	178 289 800 330	186 744 503 730	155 657 989 968

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

État comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2021-2022	Prévisions 2020-2021	Chiffres réels 2019-2020	
\$	\$	\$	
5 001 000	5 001 000	1 882 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
286 375 300	371 910 200	99 095 552	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
84 963 400	66 517 400	53 834 847	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
422 501 000	395 102 000	363 009 840	Collèges et Universités
65 002 000	50 003 000	8 307 026	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 462 700	3 918 300	3 477 603	Éducation
1 004 291 400	1 024 886 900	677 984 371	Énergie, Développement du Nord et Mines
24 853 500	33 140 500	8 117 709	Environnement, Protection de la nature et Parcs
56 352 000	57 853 000	37 089 248	Finances
1 000	1 000	-	Affaires francophones
533 517 800	426 203 300	267 122 215	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
90 123 300	860 273 900	65 755 090	Santé
39 277 000	39 278 000	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	1 000	-	Affaires autochtones
1 000	3 000	-	Infrastructure
3 458 900	2 503 000	5 403 237	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	20 431 000	20 430 959	Soins de longue durée
3 600 000	792 800	1 256 032	Affaires municipales et Logement
50 882 900	554 739 200	41 516 013	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	Cabinet du premier ministre
3 000	3 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
599 211 100	149 140 000	129 816 467	Solliciteur général
1 971 745 700	2 318 408 300	2 075 965 295	Transports
7 746 000	4 000	719 051 609	Secrétariat du Conseil du Trésor
5 274 801 000	6 380 113 800	4 579 115 113	

Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	83 960 187	12 098 800	4 174 600	26 208 900	2 329 100
Procureur général	978 079 114	112 067 400	28 634 100	322 954 100	16 989 300
Bureau du Conseil des ministres	28 107 514	3 595 200	312 500	3 346 900	225 100
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	477 084 965	81 008 100	17 699 000	147 251 500	9 616 500
Collèges et Universités	35 754 414	5 198 500	1 441 900	37 886 200	1 836 600
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	62 408 665	7 212 100	4 925 700	34 284 200	2 529 500
Éducation	175 670 714	25 045 000	14 589 000	117 282 100	13 040 600
Énergie, Développement du Nord et Mines	63 838 892	8 018 700	3 657 500	74 566 800	4 174 800
Environnement, Protection de la nature et Parcs	242 731 714	34 678 700	5 769 100	91 651 900	28 626 400
Finances	139 821 014	20 513 800	5 891 700	204 050 800	3 831 800
Affaires francophones	2 259 273	238 200	118 500	1 777 800	79 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	459 652 014	66 748 700	75 664 100	991 069 000	32 794 100
Santé	281 655 092	49 682 400	18 224 500	249 020 600	6 422 700
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	42 673 960	5 210 600	1 748 300	55 590 300	1 959 200
Affaires autochtones	15 278 314	1 580 300	1 029 300	18 012 200	267 500
Infrastructure	16 361 714	1 990 300	267 000	5 683 300	247 600
Travail, Formation et Développement des compétences	236 766 114	35 647 000	12 532 600	67 859 200	4 552 400
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 254 000	118 600	52 100	235 500	87 500
Soins de longue durée	47 062 414	6 814 700	2 771 900	7 779 300	193 300
Affaires municipales et Logement	52 034 387	5 695 000	1 741 300	14 521 200	1 157 100
Richesses naturelles et Forêts	277 776 814	42 039 000	15 076 100	314 520 300	22 650 600
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services aux aînés et Accessibilité	13 838 214	1 816 400	285 900	6 623 200	380 900
Solliciteur général	1 900 329 587	311 322 500	193 274 600	476 354 600	151 149 500
Transports	329 125 992	53 276 900	11 970 300	698 333 400	27 599 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	226 174 787	2 712 024 300	5 628 600	436 343 400	4 646 700
TOTAL	6 191 812 830	3 603 848 300	427 553 300	4 403 226 100	337 407 200

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
489 010 200	1 017 000	940 000	617 858 787	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
466 976 200	101 983 500	198 316 400	1 829 367 314	Procureur général
4 000	-	-	35 591 214	Bureau du Conseil des ministres
17 289 670 900	107 649 300	21 925 200	18 108 055 065	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
6 843 002 200	62 103 600	201 000	6 987 022 414	Collèges et Universités
775 048 900	531 000	302 900	886 637 165	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
32 548 756 200	12 172 100	59 621 000	32 846 934 714	Éducation
6 846 401 400	364 914 800	17 525 600	7 348 047 292	Énergie, Développement du Nord et Mines
60 602 200	15 139 800	102 708 100	376 491 714	Environnement, Protection de la nature et Parcs
711 919 500	12 464 574 800	4 251 900	13 546 351 514	Finances
4 300 000	1 000	-	8 773 773	Affaires francophones
39 654 800	115 852 800	566 807 800	1 214 627 714	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
63 624 277 500	20 335 900	476 700	64 249 141 992	Santé
1 497 460 000	13 000	2 000	1 604 653 360	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
59 599 800	1 000	6 300 000	89 468 414	Affaires autochtones
1 373 809 900	3 000	2 425 000	1 395 937 814	Infrastructure
1 730 609 700	12 031 200	2 106 100	2 097 892 114	Travail, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	1 903 500	Bureau du lieutenant-gouverneur
6 869 805 200	251 000	-	6 934 677 814	Soins de longue durée
1 485 864 300	642 500	125 534 700	1 436 121 087	Affaires municipales et Logement
42 804 800	22 566 400	201 057 300	536 376 714	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
58 703 900	6 000	-	81 654 514	Services aux aînés et Accessibilité
318 446 600	126 080 500	114 213 700	3 362 744 187	Solliciteur général
6 509 633 100	1 281 314 700	617 913 400	8 293 340 292	Transports
1 162 000	2 090 303 400	1 078 586 000	4 397 697 187	Secrétariat du Conseil du Trésor
149 647 523 300	16 799 644 100	3 121 214 800	178 289 800 330	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Investissements à long terme	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Terrains
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	1 000	-	5 000 000	-	-
Procureur général	8 000	1 000	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	66 709 000	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	422 500 000	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	65 000 000	-	-
Éducation	2 000	1 000	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	3 000	1 000	-	507 001 000	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	1 000	-	-	-	1 000
Finances	-	33 351 000	-	23 000 000	-	-
Affaires francophones	-	1 000	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	26 202 000	1 000	-	-	-	32 858 500
Santé	1 000	62 088 000	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	-	-	-	-	39 273 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	-
Travail, Formation et Développement des compétences	-	1 000	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 431 000	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	3 600 000	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	4 443 700	1 000	-	-	2 000	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	1 000	-	-	-	-
Solliciteur général	9 216 600	10 000	-	-	-	-
Transports	8 000	-	-	-	-	186 771 600
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	2 000	-	-	-	-
TOTAL	39 884 300	186 201 000	-	1 022 501 000	2 000	258 904 100

Note:

Immeubles - Comprend 394,300 \$ en traitements et salaires et 43,700 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51,000 \$ en traitements et salaires et 7,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106,000 \$ en traitements et salaires et 10,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 6,119,000 \$ en traitements et salaires et 779,200 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement	Matériel de technologie de l'information	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	- Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
217 300 100	-	-	-	14 223 400	15 723 700	Procureur général
-	-	-	-	-	-	- Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	-	-	-	- Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	-	-	- Collèges et Universités
-	-	-	-	-	-	- Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	-	-	-	437 500	Éducation
-	496 657 400	-	-	628 000	-	- Énergie, Développement du Nord et Mines
16 477 300	4 012 900	-	2 752 300	1 366 000	-	- Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	- Finances
-	-	-	-	-	-	- Affaires francophones
401 160 100	-	-	-	2 828 800	51 513 000	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	-	-	-	-	2 587 800	Santé
-	-	-	-	-	-	- Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	- Affaires autochtones
-	-	-	-	1 000	-	- Infrastructure
-	-	-	-	212 000	-	- Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	- Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	- Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	- Affaires municipales et Logement
15 653 700	7 705 000	755 000	13 802 100	2 741 600	-	- Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	- Cabinet du premier ministre
-	-	1 000	-	-	-	- Services aux aînés et Accessibilité
151 992 500	-	-	76 505 600	21 173 800	325 925 100	Solliciteur général
-	2 227 316 500	-	-	750 000	-	- Transports
-	-	-	-	-	-	- Secrétariat du Conseil du Trésor
802 583 700	2 735 691 800	756 000	93 060 000	43 924 600	396 187 100	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-	5 001 000
Procureur général	39 119 100	-	-	-	-	286 375 300
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	18 253 400	-	-	1 000	-	84 963 400
Collèges et Universités	1 000	-	-	-	-	422 501 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	-	1 000	-	65 002 000
Éducation	5 022 200	-	-	-	-	5 462 700
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	1 000	-	-	-	1 004 291 400
Environnement, Protection de la nature et Parcs	3 000	240 000	-	-	-	24 853 500
Finances	-	1 000	-	-	-	56 352 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	1 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	18 955 400	1 000	-	-	2 000	533 517 800
Santé	25 446 500	-	-	-	-	90 123 300
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	4 000	-	-	-	39 277 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	1 000
Travail, Formation et Développement des compétences	3 244 900	1 000	-	-	-	3 458 900
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	20 431 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	3 600 000
Richesses naturelles et Forêts	-	4 219 800	1 560 000	-	1 000	50 882 900
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	3 000
Solliciteur général	1 000	14 386 500	-	-	-	599 211 100
Transports	23 200 000	30 358 000	-	-	496 658 400	1 971 745 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	7 744 000	-	-	-	-	7 746 000
TOTAL	140 990 500	49 213 300	1 560 000	3 000	496 661 400	5 274 801 000

ISSN 0835-5576 (Imprimé)
ISSN 1718-7990 (En ligne)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2021